

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- La Caisse des Allocations familiales de l'Yonne, représentée par la présidente de son conseil d'administration, Madame Lisa COGÉRINO et par sa Directrice, Madame Marie France BARRAS, dûment autorisées à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

et

- La Communauté de Communes Serein et Armance, représentée par son Président, Monsieur Yves DELOT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil communautaire.

Ci-après dénommé « la Communauté de Communes Serein et Armance »

- La commune de Briennon-sur-Armançon, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Claude CARRA, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Chailley, représentée par son Maire, Monsieur Philippe GUINET-BAUDIN, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Champlost, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Louis QUERET, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Germigny, représentée par son Maire, Monsieur Pascal FOURNIER, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Héry, représentée par son Maire, Monsieur Patrick ROUSSELLE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Jaulges, représentée par son Maire, Monsieur Serge GAILLOT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Mont-Saint-Sulpice, représentée par son Maire, Monsieur Jacky JUSSOT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Saint-Florentin, représentée par son Maire, Monsieur Yves DELOT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Seignelay, représentée par son Maire, Monsieur Thierry CORNIOT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

La commune de Villiers-Vineux, représentée par son Maire, Monsieur Kamel FERRAG, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal,

Ci-après dénommées « les communes cosignataires »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PROJET

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de l'Yonne en date du 17 novembre 2022 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la délibération du conseil communautaire, la communauté de communes Serein et Armance en date du 24 novembre 2022 figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu les délibérations :

La commune de Briennon-sur-Armançon en date du 25 octobre 2022.

La commune de Chailley en date du 7 décembre 2021.

La commune de Champlost en date du 18 novembre 2021.

La commune de Germigny en date du 19 octobre 2021.

La commune de Héry en date du 8 novembre 2021.

La commune de Jaulges en date du 21 octobre 2022.

La commune de Mont-Saint-Sulpice en date du 13 octobre 2022.

La commune de Saint Florentin en date du 3 novembre 2022.

La commune de Seignelay en date du 19 octobre 2022.

La commune de Villiers-Vineux en date du 13 octobre 2022.

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement

investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

Les caractéristiques territoriales suivantes :

La Communauté de Communes Serein et Armançe (CCSA) se situe dans la partie Est du département de l'Yonne à mi-chemin entre Auxerre et Troyes.

Elle réunit 29 communes : Beaumont, Bellechaume, Beugnon, Brienon-sur-Armançon, Butteaux, Chailley, Champlost, Chemilly-sur-Yonne, Chéu, Eson, Germigny, Hauterive, Héry, Jaulges, Lasso, Mercy, Mont-Saint-Sulpice, Neuvy-Sautour, Ormoy, Paroy-en-Othe, Percey, Saint-Florentin, Seignelay, Sormery, Soumaintrain, Turny, Venizy, Vergigny et Villiers-Vineux.

Cet EPCI compte 24 133 habitants en 2021 avec une faible densité de population (52 hab./km²).

En ce qui concerne la démographie, on constate que la population vivant en Serein et Armançe a tendance à baisser ces dernières années. C'est le constat que l'on fait de 2012 à 2017 en passant de 24 946 habitants à 24 214 habitants.

Une tendance similaire se dégage s'agissant des naissances sur le territoire. S'élevant à 291 en 2012, elles ne sont plus que de 214 en 2019.

Concernant l'emploi, en 2018 le taux du chômage sur le territoire était de 14,5% contre 13,4% en France. Il est donc supérieur de près d'un point. On constate qu'il est plus important chez les femmes (15,5%) que chez les hommes (13,6%).

Au niveau des catégories socio-professionnelles (CSP), une part non négligeable de la population intercommunale est retraitée. Ces inactifs représentent 32,1% de la population contre 26,9% en moyenne en France.

En 2019, le potentiel financier par habitant était de 778 € contre 835 € au niveau départemental.

Le taux de couverture petite enfance du territoire (2019) est de 60,3%.

- L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles suivantes :

Les structures Petite-Enfance :

- Le RPE de l'Armançon est doté de deux antennes, « Les Papillons » situé à Brienon-sur-Armançon et « P'tit Poucet » situé à Saint-Florentin.
- 105 Assistantes Maternelles agréées ont été actives sur au moins un mois en 2021

- Une crèche 25 places « Tom Pouce » située à Saint-Florentin
- Une petite crèche 20 places « L'Île aux Enfants » située Brienon-sur-Armançon
- Une crèche 25 places « Pomme d'Api » située à Chailley

Les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) :

- « Les P'tits Flo », situé à Saint-Florentin
- « ACM municipal », situé à Saint-Florentin
- « ACM Madeleine et Robert Renvoisé », situé à Brienon-sur-Armançon
- « Maison de l'Enfance », situé à Seignelay
- « Les Petits Hérissons », situé à Héry
- « Les Galoupiots », situé à Champlost
- « Germikid's », situé à Germigny
- « ACM communal », situé à Chailley

Accueil Adolescents :

- Maison de l'Enfance située à Seignelay

Centre Social :

- « Espace Famille Florentinois » situé à Saint-Florentin.

- Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernant :

- La petite enfance,
- L'enfance jeunesse,
- L'animation de la vie sociale,
- L'accès aux droits
- Et la communication interne et externe.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de l'Yonne, la communauté de communes de Serein et Armance et les communes cosignataires souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3).

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la communauté de communes de Serein et Armance et les communes cosignataires concernent :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SEREIN ET ARMANCE ET DES COMMUNES COSIGNATAIRES

La communauté de communes de Serein et Armance et les communes cosignataires mettent en place des actions au niveau local pour répondre aux besoins repérés. Cette mise en œuvre répond aux axes issus du diagnostic partagé de territoire et s'inscrit dans les compétences conservées ou transférées des collectivités.

Celles-ci concernent : la petite enfance, l'enfance jeunesse, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits et la communication interne et externe.

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les champs d'intervention conjoints sont :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale :
 - Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction de la petite enfance ;
 - Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction des enfants.
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes :
 - Compenser les charges familiales et accompagner les parents dans leur rôle ;
 - Contribuer à l'égalité des chances en matière de réussite scolaire et renforcer le lien entre les familles et l'école ;
 - Faciliter l'autonomie des jeunes, élément de passage à l'âge adulte.
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement :
 - Favoriser, pour les familles, des conditions de logement et un cadre de vie de qualité ;
 - Faciliter l'intégration des familles dans la vie collective et citoyenne ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle :
 - Soutenir les personnes et les familles confrontées au handicap ;
 - Aider les familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale ;
 - Accompagner le parcours d'insertion et le retour (et maintien) dans l'emploi des personnes et des familles en situation de pauvreté.

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont :

Sur l'axe Petite Enfance :

- La poursuite de l'identification et de la réponse aux besoins du territoire en matière de Petite-Enfance
- La valorisation du métier des assistantes maternelles
- La consolidation de la place des établissements d'accueil du jeune enfant

Sur l'axe Enfance-Jeunesse :

- L'amélioration du fonctionnement général des accueils collectifs de mineurs
- La recherche de solutions pour le financement des accueils collectifs de mineurs
- Le développement de l'accompagnement des 3-10 ans et des 11-17ans

Sur l'axe Animation de la vie Sociale :

- L'identification et la consolidation des dynamiques locales ainsi que de l'offre de services en matière d'animation de la vie sociale
- La coordination de l'offre d'animation sociale

Sur l'axe Accès aux Droits

- L'accès à la mobilité et aux services publics et privés
- L'amélioration de la qualité des logements sur le territoire et le développement d'une offre de logement d'urgence
- La réponse aux besoins du territoire en matière d'accès aux soins
- L'amélioration de l'accompagnement social des habitants du territoire

Sur l'axe Communication Interne et Externe

- Le partage des connaissances et la diffusion de l'information

Les Annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La communauté de communes de Serein et Armance et les communes cosignataires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec les collectivités signataires, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1¹ à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

¹ Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf, de la communauté de communes de Serein et Armance et des communes cosignataires.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf, la communauté de communes Serein et Armance et les communes cosignataires.

Le secrétariat permanent est assuré par la collectivité.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 4 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'Annexe 5.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

ARTICLE 12 - LA FIN DE LA CONVENTION

- Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 - LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait àLe.....20XX

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caf		La communauté de communes Serein et Armance	La commune de Brienon sur Armançon	La commune de Chailley
La Directrice	La Présidente	Le Président	Le Maire	Le Maire

La commune de Champlost	La commune de Germigny	La commune de Héry	La commune de Jaulges	La commune de Mont Saint Sulpice
Le Maire	Le Maire	Le Maire	Le Maire	Le Maire

La commune de Saint Florentin	La commune de Seignelay	La commune de Villiers-Vineux
Le Maire	Le Maire	Le Maire



TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
SEREIN ET ARMANCE

CONVENTION TERRITORIALE
GLOBALE

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Septembre 2022

SOMMAIRE

Pour mener cette démarche de diagnostic territorial, les différents partenaires dont la CAF de l'Yonne les communes et la communauté de communes ont travaillé de concert pour concevoir le présent document. Etabli sur l'utilisation de plusieurs sources et études à leur disposition, le présent diagnostic a souhaité particulièrement mettre en avant les enjeux fondamentaux liés aux besoins des habitants en matière sociale. Ce travail se voulant collaboratif, des ateliers de travail ont été organisés avec différents partenaires pour donner naissance à des informations supplémentaires sur le fonctionnement des structures sociales du territoire. Enfin un exercice de recensement des actions menées par les CCAS a été réalisé avec toutes les communes de Serein Armance.

Le présent diagnostic s'articule autour des thèmes suivants :

- I. La présentation générale du Territoire et de sa Population
- II. La Petite Enfance
- III. L'Enfance et la Jeunesse
- IV. L'animation de la Vie Sociale
- V. L'Accès Aux Droits

Le territoire Serein et Armance se situe dans la partie Est du département de l'Yonne à mi-chemin entre Auxerre et Troyes.

La Communauté de Communes Serein et Armance (CCSA) a été fondée le 1er janvier 2017 de la fusion de deux communautés de communes et couvre une superficie de 469,58 km².

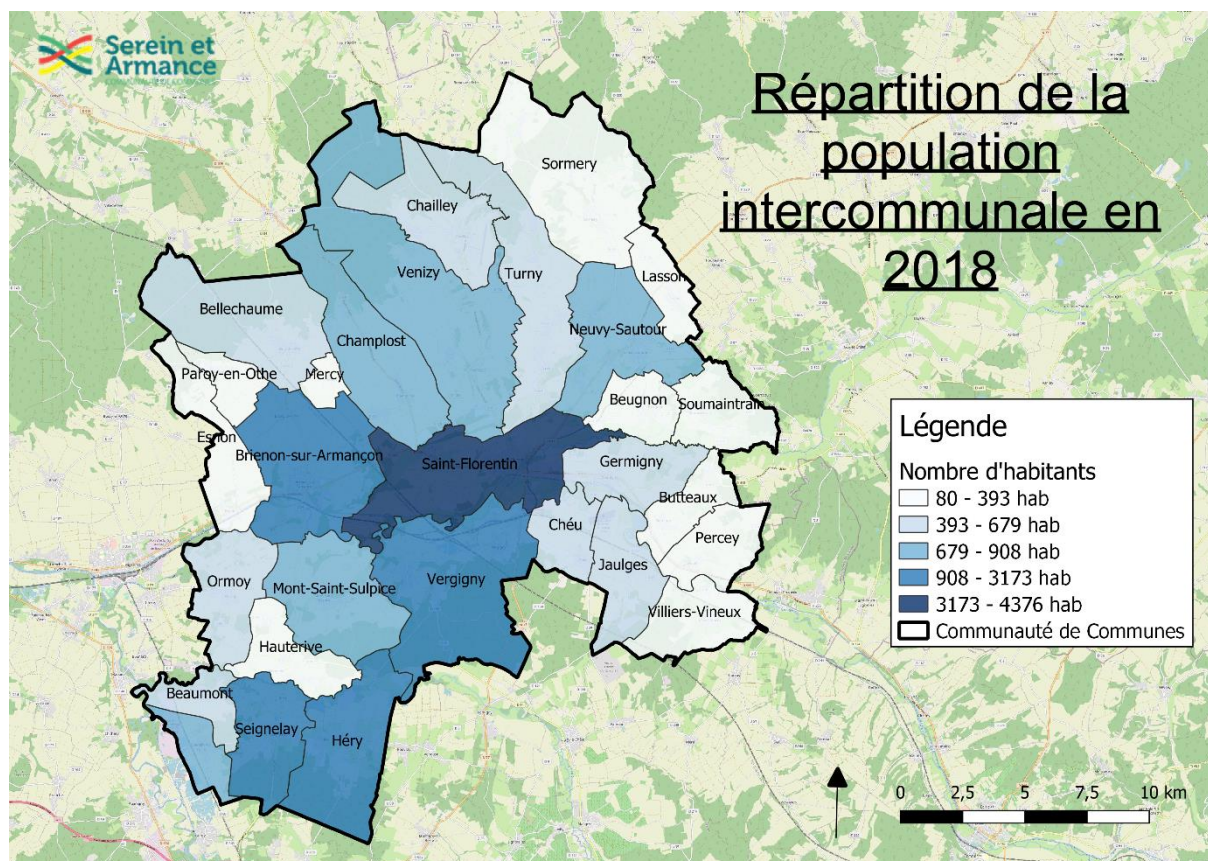
Son siège se situe en son centre, à Saint-Florentin, dans la commune la plus peuplée du territoire.



A) Donnée relative à la démographie du territoire

Le territoire essentiellement rural qui rassemble 29 communes, comptait 24 133 habitants en 2021 (soit une densité de 52 hab./km²).

Les habitants ne se répartissent pas de façon homogène sur le territoire. Seules 5 communes accueillent plus de 1 000 habitants, et il est important de noter la fragmentation en hameaux pour certaines municipalités.

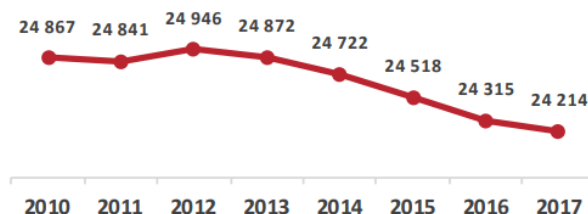


Les besoins en matière sociales et d'éducation étant éclatés géographiquement, l'offre se concentre autour de quelques espaces d'habitation les plus importants.

Au niveau de la démographie, on constate que la population vivant en Serein Armance a tendance à baisser ces dernières années.

C'est en tout cas le constat que l'on fait de 2012 à 2017 en passant de 24 946 habitants à 24 214 habitants.

Évolution annuelle de la population depuis 2010

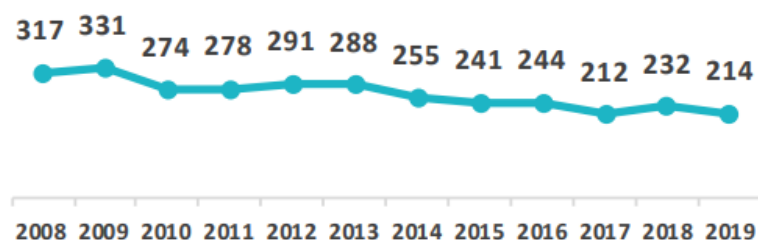


Source : INSEE 2010-2017

Focus sur les mineurs

On constate une tendance similaire s'agissant des naissances sur le territoire. S'élevant à 291 en 2012 elles ne sont plus qu'au nombre de 214 en 2019.

Les naissances enregistrés de 2008 à 2019



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2019

Cependant, même si la baisse est progressive, la prise en compte des mineurs sur le territoire communautaire reste néanmoins un enjeu important.

En effet, au niveau des effectifs, la CAF décompte en 2020 quand même 4 088 mineurs sur le territoire. On retrouve une distribution en fonction des tranches d'âge plus ou moins similaire qu'à la moyenne départementale.

Enfants Données 2020 Source CAF	0 à 5 ans	6 à 11 ans	12 à 17 ans	18 ans	Dans un foyer monoparental	Dans un foyer biparental
	1 221	1 455	1 412	323	985	3 426
Répartition des enfants en Serein Armance	27,7%	33,0%	32,0%	7,3%	22,3%	77,7%
Répartition des enfants dans l'Yonne	27,9%	32,8%	31,5%	7,8%	27,0%	73,0%

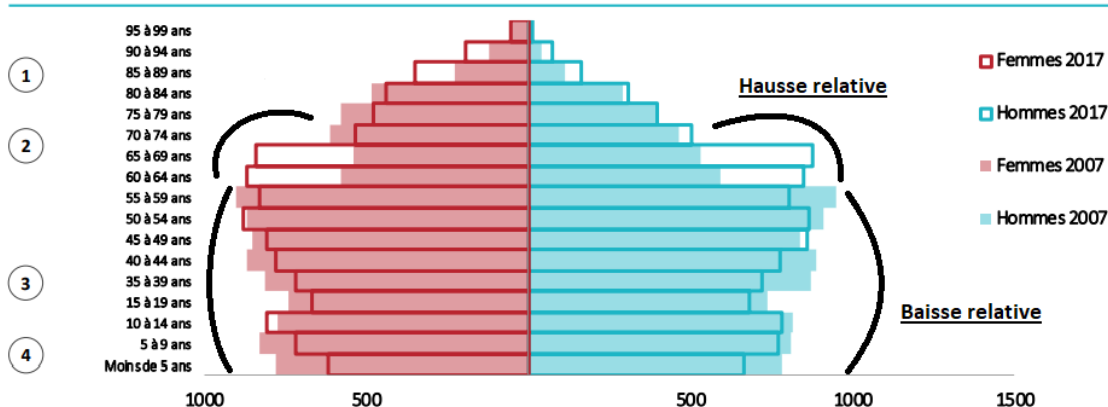
En revanche, on observe une différence de près 5 points entre la proportion de foyers monoparentaux et biparentaux dans l'Yonne et sur le territoire communautaire. En effet, en 2020, 22,3% des enfants étaient élevés dans une famille monoparentale alors que la moyenne départementale s'élève à 27%.

Focus sur la population active

D'une manière plus générale, l'âge des habitants de la Communauté de Communes a tendance à s'allonger.

En effet, en comparant les pyramides des âges des années 2007 et 2017, on constate une attractivité du territoire ces dernières années pour des personnes fraîchement retraités notamment en liaison avec la déconcentration de l'espace auxerrois et de la transformation de résidences secondaires en résidences principales. A l'inverse, les tranches d'âge inférieures (moins de 60 ans) ont eu tendance à quitter le territoire.

Pyramide des âges de la population

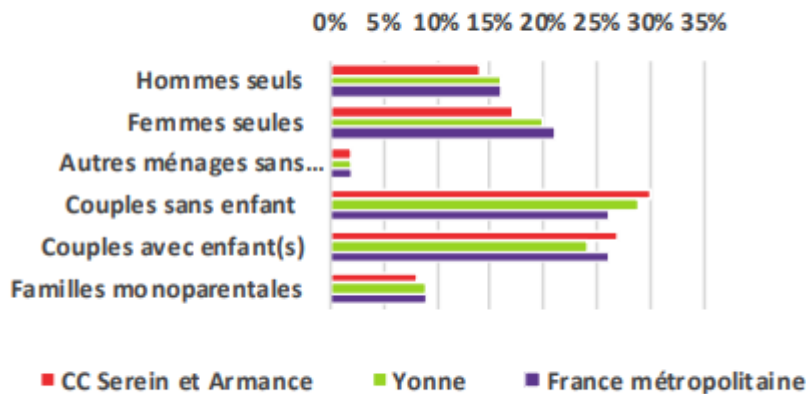


Source : INSEE 2017

Si l'on s'intéresse à la composition des ménages en Serein Armance, on observe une relative prédominance des ménages en couple avec enfants par rapport à la moyenne en France métropolitaine.

De la même manière, le nombre de ménage composé d'une personne seule est notablement plus faible chez les hommes, comme chez les femmes.

Indicateur clé | Répartition des ménages par type



Source : INSEE 2017

En 2017, 8% des familles avaient 3 enfants ou plus, contre 7% pour l'Yonne.

Pour compléter le constat vu précédemment sur les familles monoparentales, celles-ci représentaient en 2017, 13% des familles en Serein Armance, contre 16% pour la France métropolitaine.

Les familles monoparentales - Évolution

	2007	2012	2017	Evol. 2007- 2017
CC Serein et Armance	680	735	879	+29%
Saint - Florentin	154	145	149	-3%
Yonne	11211	12 382	13 954	+24%
Bourg. - Franche - Com	91563	99 639	109 072	+19%
France métropolitaine	2 272 304	2 494 963	2 775 654	+22%

Source : INSEE 2007-2017

On relève cependant une hausse constante du nombre de foyers monoparentaux. Celle-ci semble être relativement plus importante sur le territoire qu'au niveau départemental ou régional. Ce peut être un point de vigilance à relever.

Focus sur les séniors

D'après l'INSEE, les personnes de plus de 65 ans représentent 28,7 % de la population en 2017. Ce chiffre ayant tendance à s'élever comme nous l'avons constaté précédemment.

L'accueil des séniors va donc également représenter un enjeu pour le territoire.

L'isolement des personnes âgées

	Total 80 ans et plus seuls	Part des 80 ans et plus seuls	Evol. 2007- 2017
CC Serein et Armance	636	40%	+23%
Saint - Florentin	150	37%	+26%
Yonne	10 251	40%	+23%
Bourg. - Franche - Comté	85 260	43%	+27%
France métropolitaine	1 666 971	42%	+29%

Source : INSEE 2007-2017

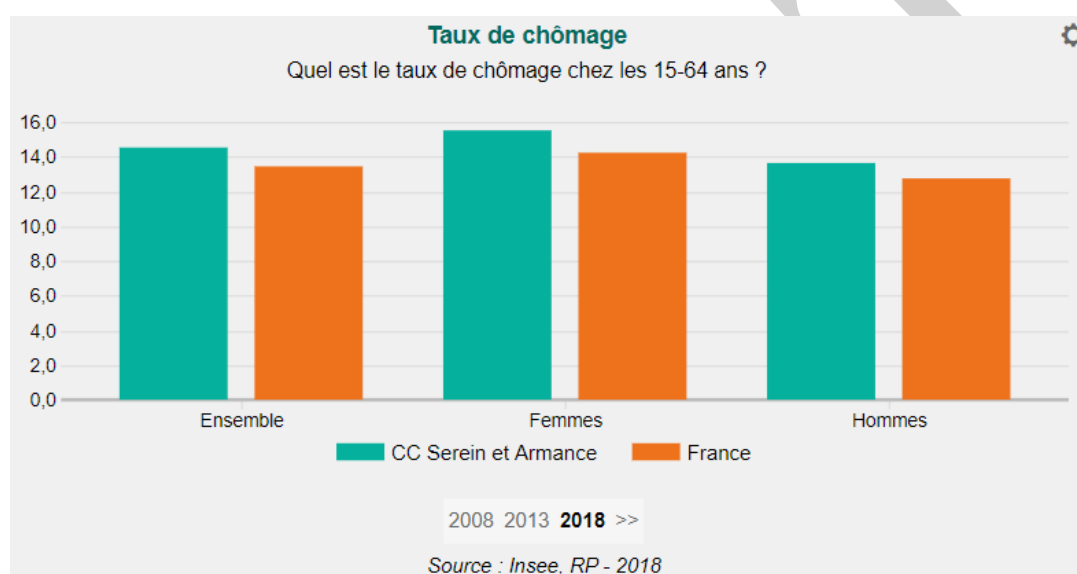
A ce titre, on relève que 40 % des personnes de plus de 80 ans vivent seules. L'évolution de cette donnée entre 2007 et 2017 est toutefois moins importante qu'à l'échelle nationale et correspond à notre département. En 2018, l'INSEE estime à 14,1 % la part des 75 ans et plus vivant dans un établissement pour personnes âgées en Serein et Armance, contre 9,4% en France métropolitaine. Cette particularité est peut-être à mettre en relation avec la relative ruralité du territoire qui induit une dépendance des personnes plus importante.

B) Données relatives à l'emploi sur le territoire

Au niveau des catégories socio-professionnelles (CSP), une part non négligeable de la population intercommunale est retraitée. En effet, ces inactifs représentent 32,1% contre 26,9% en moyenne en France.

Les chômeurs

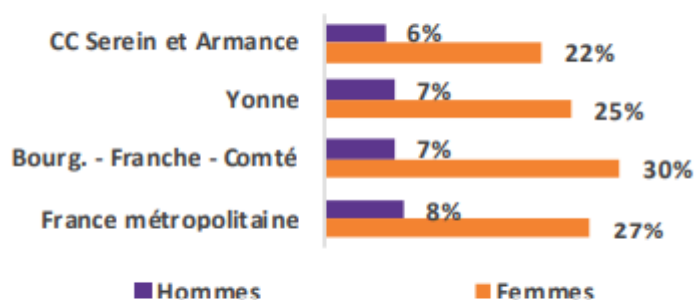
Concernant l'emploi, en 2018 le taux du chômage sur le territoire était de 14,5% contre 13,4% en France. Il est donc supérieur de près d'un point. De plus, on constate qu'il est plus important chez les femmes (15,5%) que chez les hommes (13,6%).



En réalisant un focus sur le travail à temps partiel, on constate également de grande disparité femme/homme sur le marché du travail.

En effet, en 2017, 6% des contrats de travail signés par des hommes relevaient d'un temps partiel contre 22% pour les contrats signés par des femmes.

Le travail à temps partiel*



Nombre total de femmes à temps partiel : 894

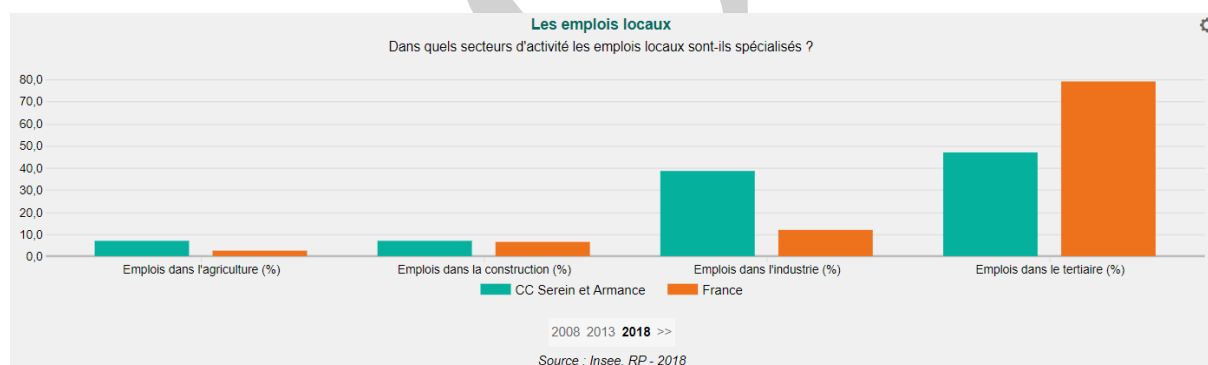
Source : INSEE 2017

On constate cependant que cet effet est national mais qu'il est relativement moins important en Serein Armance qu'au niveau national.

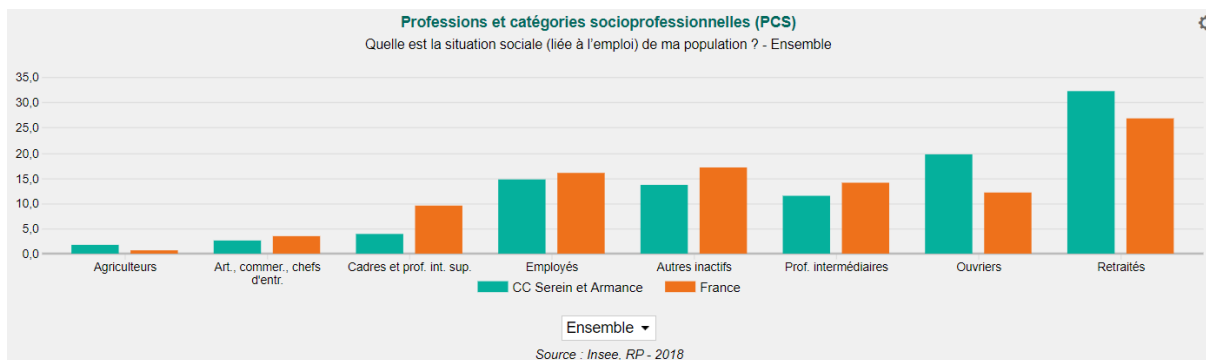
L'emploi présent sur le territoire

S'il on s'intéresse aux emplois locaux sur le territoire, l'emploi dans l'industrie représente 38,6 % des emplois sur l'intercommunalité contre 12% en moyenne sur le territoire national en 2018.

On constate en contrepartie que l'emploi tertiaire y est plus faible avec 47,2 % d'emplois sur le territoire communautaire et 79,1% au niveau national.



Le territoire étant caractérisé par une forte présence de l'industrie, on relève que 19,6% de la population des ménages sont des ouvriers, alors qu'ils se représentent que 12,1% à l'échelle du territoire national.

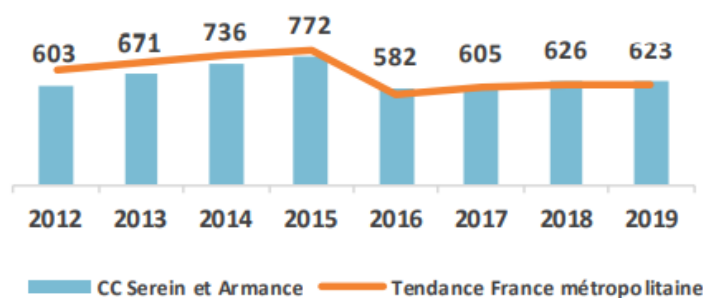


A l'inverse, on observe une relative sous-représentation des professions intermédiaires et des cadres et professions intellectuelles supérieures (15,4 % en Serein Armanche, contre 23,6 % en France).

C) Les revenus des ménages

En 2017, le revenu médian annuel était de 19 970€ pour la CC Serein et Armanche, contre 20 230€ pour l'Yonne. Le territoire dans son ensemble ne peut donc pas être considéré comme un territoire accueillant un public particulièrement précaire puisqu'il se situe dans la norme départementale. D'ailleurs, le nombre de foyers allocataires CAF au RSA semble suivre en proportion et en évolution la tendance nationale.

Évolution des foyers allocataires CAF* au RSA



Source : caf.data 2012-2019

On relève cependant une évolution de 9% du nombre de foyers allocataires CAF entre 2016 et 2019 sur le territoire. Dans le même laps de temps le nombre de foyer fiscaux a quant à lui stagné.

Évolution du nombre de foyers allocataires de la CAF et de foyers fiscaux entre 2016 et 2019

	2016	2017	2018	2019	Evo 2016- 2019
Allocataires CAF	3 877	3 907	3 956	4 229	+9%
Foyers fiscaux	13 911	13 854	13 924	13 901	-0%

Caf.data, 2016-2019 et DDFiP 2016-2019

En effet, le nombre d'allocataires passe de 3 877 à 2016 à 4 229 trois années plus tard. Les données 2020 font état de 4 093 allocataires. On peut donc considérer comme l'année 2019 comme légèrement exceptionnelle, peut-être à cause de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Il est possible de s'intéresser aux foyers allocataires en fonction de leur structure familiale.

Ainsi, un plus de la moitié des foyers allocataires sont des familles avec enfant (53 % en 2020).

		2011	2020	Evolution 2011-2020	
Niveau territorial		CCSA	CCSA	CCSA	YONNE
Dossiers avec enfants		2550	2207	-13,5%	-6,4%
Famille 1 enfant	monoparent	277	323	16,6%	12,1%
	couple	503	375	-25,4%	-15,2%
Famille 2 enfants	monoparent	187	187	0,0%	10,4%
	couple	1018	808	-20,6%	-13,4%
Famille 3 enfants et +	monoparent	61	88	44,3%	19,7%
	couple	504	426	-15,5%	-11,1%

On constate que le nombre de dossiers d'allocataires (famille avec enfants) a significativement diminué de 2011 à 2020 passant de 2 550 à 2 207. On relève en effet une baisse de 13,5% à mettre en relation avec une baisse départementale de seulement 6,4 %.

La majorité des foyers allocataires avec enfants ont 2 enfants (45,1 % en 2020). Viennent ensuite les familles avec 1 enfant (31,6 % en 2020) et enfin les familles avec 3 enfants ou plus (23,3 % en 2020).

On constate également que la part de famille monoparentale a augmenté ces 10 dernières années que ce soit sur le territoire comme dans l'Yonne. Cet effet est peut-être à mettre en corrélation avec l'augmentation des divorces qui de facto implique une garde unique à l'un des parents.

II – LA PETITE ENFANCE

A) Etat des lieux sur la petite enfance

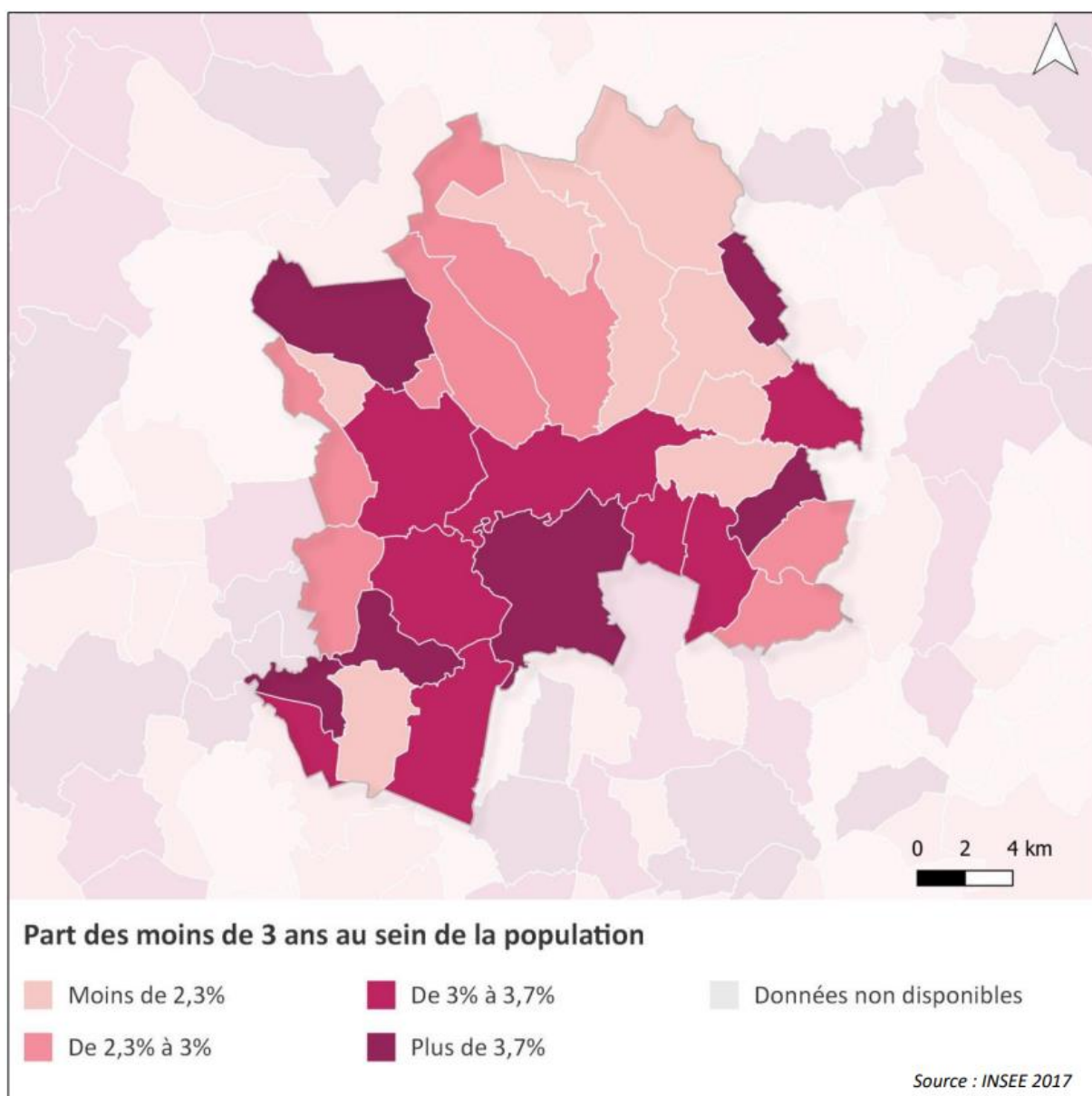
Le terme petite enfance fera ici référence au suivi des enfants de leur naissance à l'âge de 3 ans, au-delà duquel ils peuvent suivre l'enseignement élémentaire.

Informations générales relatives au Territoire Serein Armance

Zonage	Territoire concerné oui/non	Commentaires
Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI)	Oui	Porteur de la démarche
Schéma de cohérence territoriale (SCoT)	Oui	SCoT du grand Auxerrois porté par le PETR
Parc Naturel Régional (PNR)	Non	
Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)	Non	
Programme Local d'Habitat (PLH)	Non	
Plan de Transports Urbains (PTU)	Non	
Contrat de Ville	Non	
Petite Ville de Demain (PVD)	Oui	Commune de Saint-Florentin
Pole d'Equilibre Territorial et Rural (PETR)	Oui	PETR du Grand Auxerrois
Zone de Revitalisation Rural	Oui	Pour toute l'intercommunalité
Zone de Revitalisation Militaire (ZRM)	Non	
Quartier Politique de la Ville (QPV)	Non	
Référentiel de l'Education Prioritaire (REP)	Oui	Classes à Neuvy-Sautour, Saint-Florentin, Venizy, Vergigny

D'après l'INSEE, les enfants de moins de 3 ans représentaient 3,1% de la population intercommunale en 2017. Le territoire Serein Armance accueillait environ 750 enfants de moins de 3 ans à l'époque.

Leur répartition sur le territoire est disparate mais on constate que les proportions les plus importantes semblent se situer au cœur et au sud du territoire.



La proportion d'enfant de moins de 3 ans reste d'ailleurs plutôt constante depuis 2007 bien qu'elle ait tendance à baisser au niveau national.

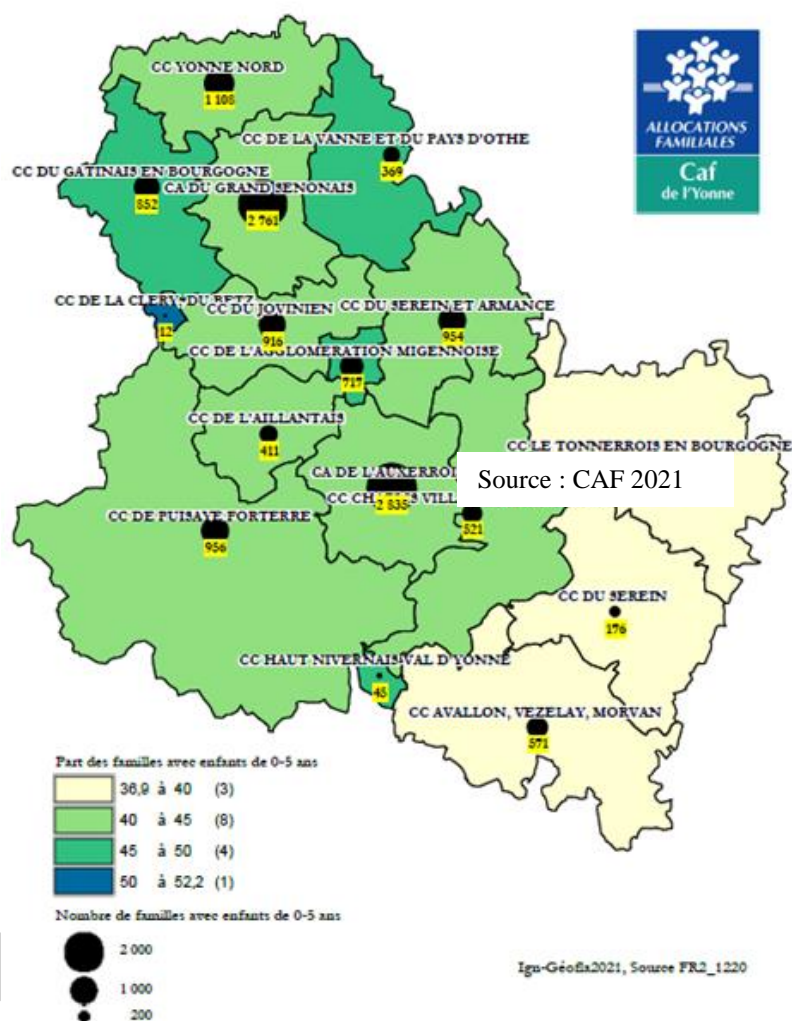
Part des moins de 3 ans au sein de la population

	2007	2012	2017
CC Serein et Armance	3,2%	3,6%	3,1%
Saint - Florentin	2,7%	4,0%	3,4%
Yonne	3,4%	3,4%	3,0%
Bourg. - Franche - Comté	3,4%	3,4%	3,0%
France métropolitaine	3,6%	3,6%	3,3%

Source : INSEE 2007-2017

On constate également qu'il y a une proportion d'enfants de moins de 3 ans légèrement inférieure en Serein et Armance qu'en France métropolitaine.

D'ailleurs, au niveau départemental, l'intercommunalité se place plutôt dans la moyenne basse en termes de part des familles allocataires avec des enfants de moins de 6 ans sur le nombre de famille allocataires avec enfants.

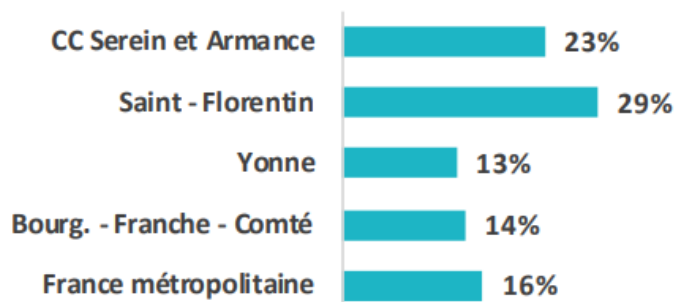


Si l'Est du département semble accueillir peu de famille avec des jeunes enfants, le territoire icaunais paraît relativement homogène à l'exception de quelques intercommunalités.

B) Les réponses du territoire en mode de garde

En fonction des cas, les enfants de 2 ans peuvent être admis à l'école maternelle.

Part des 2 ans scolarisés

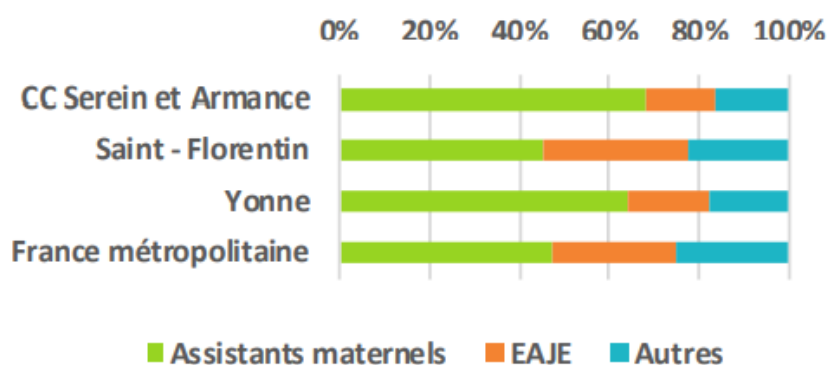


Source : INSEE 2017

Sur le territoire, ce cas représentait 23% en 2017, soit près d'un quart. Pour comparaison, à l'échelle nationale ce chiffre tournait autour des 16%.

Or, d'autres modes de garde, ne relevant pas de l'accueil collectif peuvent également exister.

Places d'accueil du jeune enfant par type - En %



Source : CAF 2018

On constate grâce à ces données de 2018 que sur le territoire 68% des places d'accueil sont fournies par les assistantes maternelles (AM) et 15% par les Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants (EAJE).

Il convient donc de s'intéresser à ces modes de garde en particulier. Pour ce faire, dans un premier temps nous nous intéresserons au rôle des EAJE sur le territoire.

Dans un second temps nous nous pencherons sur l'offre en matière d'assistantes maternelles et sa dynamique sur le territoire communautaire.

Enfin, nous nous pencherons sur l'action du Relais Petite Enfance (RPE) géré par la Communauté de Communes qui centralise les actions des Assistantes Maternelles du territoire.

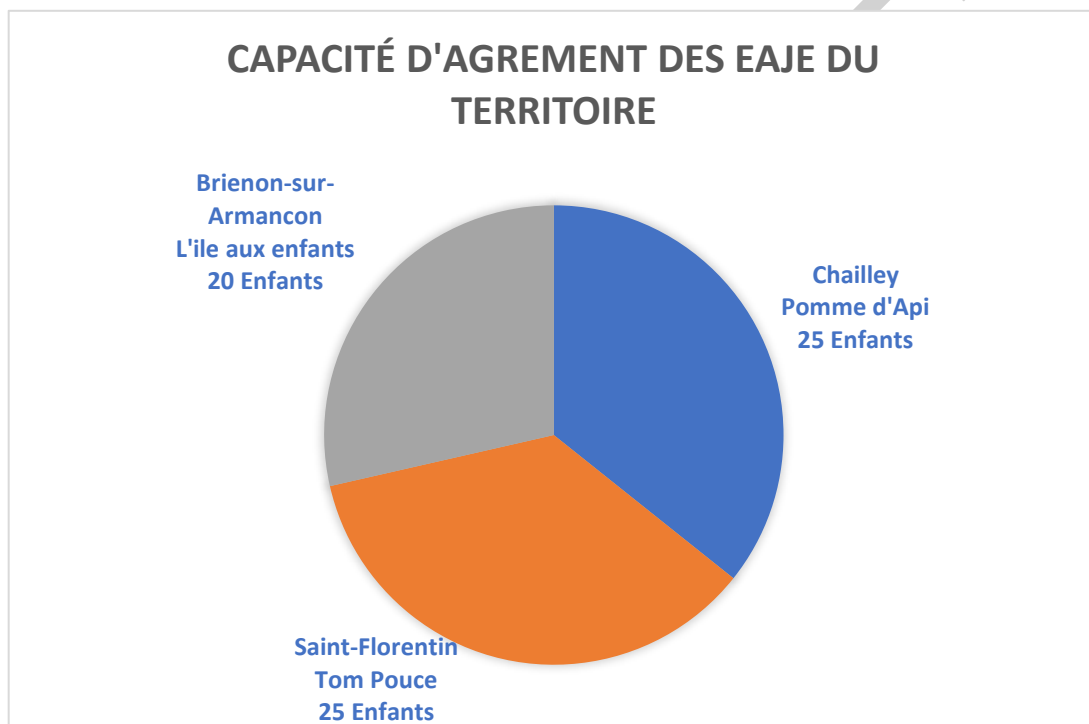
① - LES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS (EAJE)

Sur le territoire on recense trois EAJE. Ceux-ci s'établissent sur les communes de Brienon-sur-Armançon, Chailley et Saint-Florentin. Ils se nomment respectivement : L'île aux Enfants, Pomme d'Api et Tom Pouce.

Leurs horaires d'ouverture vont de 7h30 à 18h30, excepté pour la crèche de Chailley qui ouvre à 7h.

En cumulé, ces établissements ont une capacité d'accueil de 70 enfants en même temps. Le site de Brienon-sur-Armançon pouvant en accueillir 20 alors que Chailley et Saint-Florentin peuvent aller jusqu'à 25 enfants simultanément.

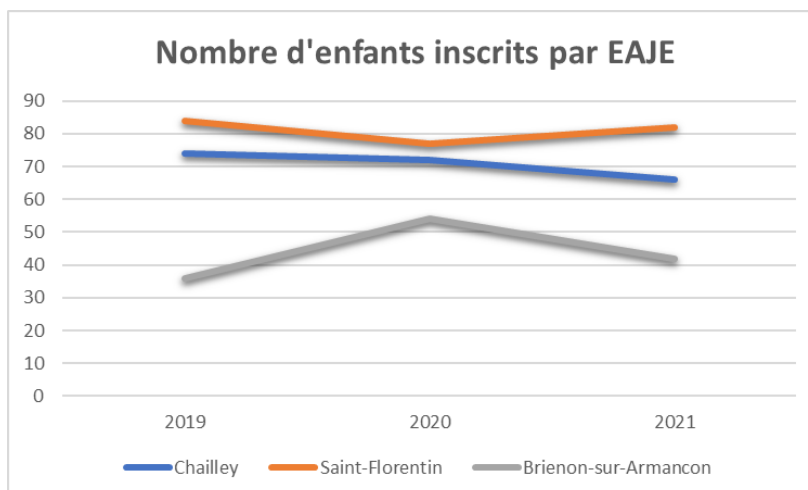
Une étude réalisée par la CCSA en 2021 auprès de ces établissements permet d'en apprendre plus sur leurs fonctionnements. Les données ci-après s'appuieront sur leurs retours.



En 2020 on dénombrait, sur ces trois structures 203 enfants inscrits. Au 31/10/2021 ce nombre est porté à 190. C'est donc de manière générale près de 200 jeunes enfants qui sont accueillis par ces structures.

Il est par ailleurs possible de connaître l'évolution de nombre d'inscrits structure par structure.

Ainsi, on constate en graphique la « jeunesse » de l'île aux enfants, l'EAJE de Brienon-sur-Armancon ayant démarrée son activité le 1^{er} Aout 2019.

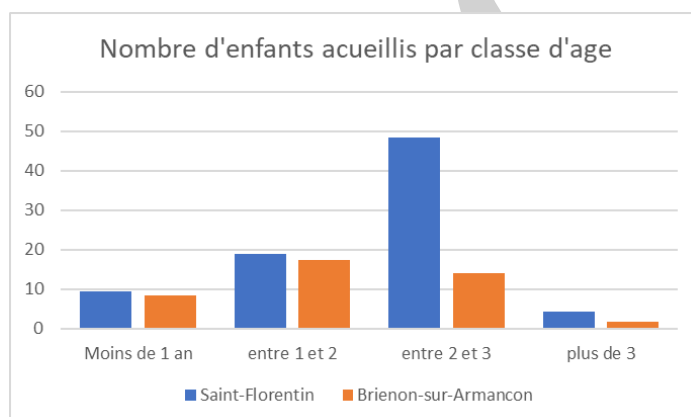


On relève une perte d'activité en 2021 sur les structures de Brienon-sur-Armancon et Chailley bien qu'il reste encore 2 mois à comptabiliser pour stabiliser les effectifs 2021.

Par ailleurs on relève que début 2022 les structures l'île aux Enfants et Tom Pouce ont dû refuser des familles faute de place. On parle d'environ 7 enfants pour le site de Brienon-sur-Armancon et 15 pour celui de Saint-Florentin.

Les EAJE peuvent accueillir des enfants d'âge assez divers, il convient donc de s'intéresser aux structures du territoire à travers ce prisme particulier.

Les graphiques ci-après sont réalisés avec la moyenne des données annuelles par structure de 2019 à 2021.



Il est à noter que les crèches accueillent des enfants même très jeunes (antérieur à 1 an).

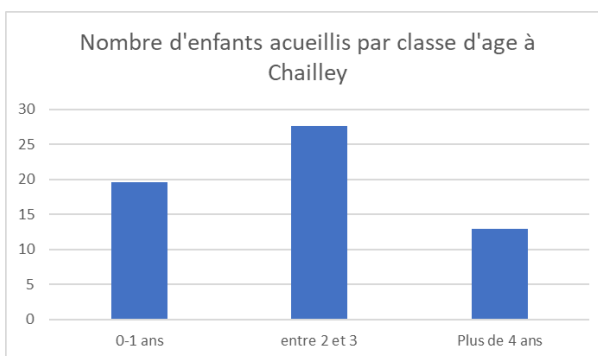
Une particularité est à relever concernant la crèche Tom Pouce à Saint-Florentin.

En effet, le gros des effectifs accueillis sont les enfants de 2 et 3 ans. Ceux-ci représentent en effet 60% des enfants accueillis à la crèche.

Concernant les crèches de Brienon-sur-Armancon et Chailley les effectifs par classe d'âge sont plutôt homogènes.

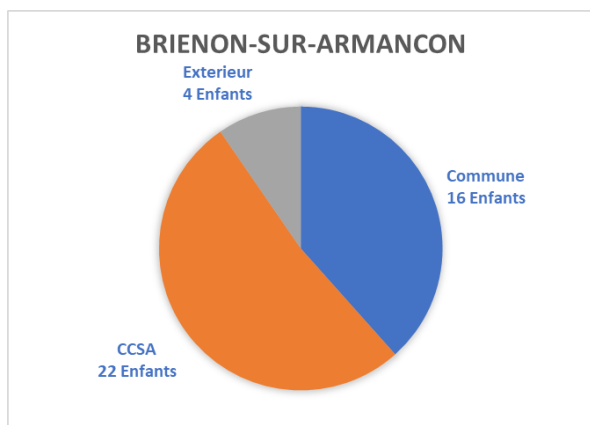
On peut cependant souligner que l'EAJE Pomme d'Api à Chailley accueille en proportion beaucoup d'enfant âgés de plus de 4 ans.

En effet, 21% des enfants accueillis ont plus de 4 ans, alors que ce chiffre se situe autour des 5% pour les deux autres structures du territoire.



Il s'agit enfin de comprendre les dynamiques territoriales à l'œuvre concernant la garde d'enfants par les EAJE. En effet seulement 3 communes sur les 29 que compte l'EPCI possèdent une crèche. Nous allons donc nous intéresser à la provenance des enfants accueillis dans les structures.

Pour ce faire, les résultats présentés ont été construits grâce à une moyenne des 3 dernières années. Les résultats sont assez différents en fonction des structures.

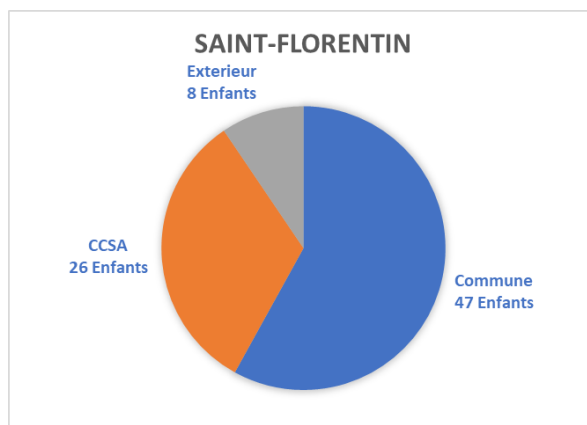
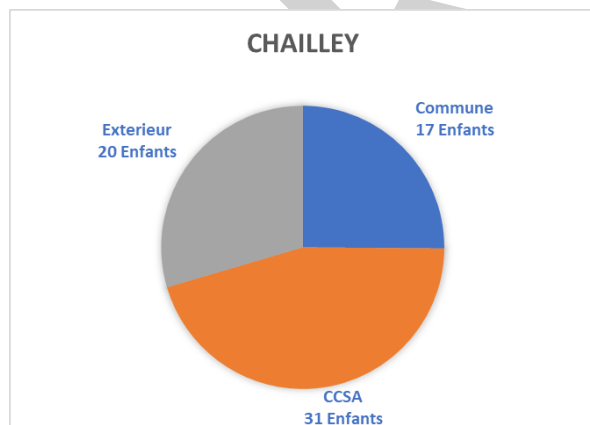


La crèche de Briennon-sur-Armancon accueille une majorité d'enfants des communes aux alentours.

En effet seuls 38% des enfants sont de la commune. Le nombre d'enfants provenant d'en dehors de la CCSA est relativement faible.

De même, la crèche de Chailley elle aussi accueille une majorité d'enfants extérieurs à sa commune. Ici, seulement 25% des enfants accueillis sont domiciliés sur Chailley.

En revanche, on constate que près de 30% viennent de l'extérieur de la CCSA. Cela est probablement à mettre en lien avec la présence de la société DUC, grosse pourvoyeuse d'emplois sur la Commune.



Enfin, la dynamique de la crèche de Saint-Florentin est assez différente.

La majorité des effectifs viennent de la commune (58%) et relativement peu proviennent de l'extérieur du territoire communautaire.

② - LES ASSISTANTES MATERNELLES (AM)

Les Assistantes Maternelles sont également au cœur du dispositif de garde d'enfants du territoire Serein Armance. Celles-ci sont agréées par les services départementaux de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) pour pouvoir accueillir un certain nombre d'enfants. La liste est ensuite envoyée au Relai Petite Enfance (RPE).

- Nombre d'assistantes maternelles recensées par les RPE au 31/12 :

	Florentinois	Seignelay Brienon	CCSA
2019	65	80	145
2020	56	69	125
2021 au 30/11	55	64	120
Evolution	-15.3%	-18.75	-17.24%

Nous observons une baisse du nombre d'assistantes maternelles agréées entre 2019 et 2021 sur notre territoire. Cette baisse de professionnelles impacte directement le nombre de places d'accueil au sein des EAJE et auprès des AM.

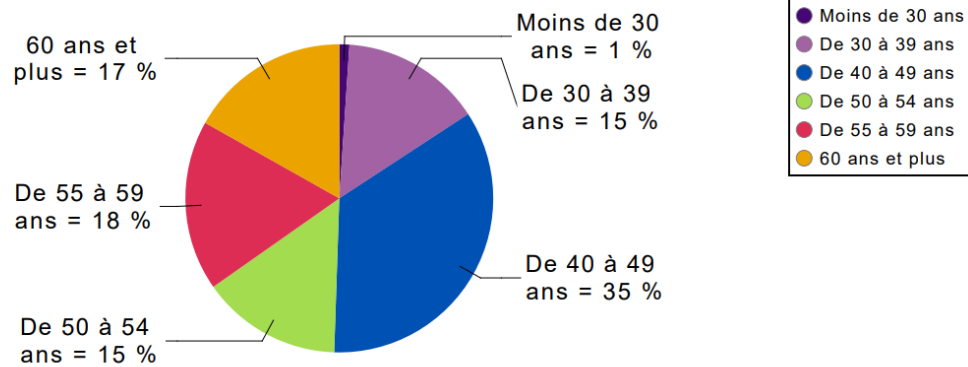
Cette chute de 17% peut être inquiétante pour l'avenir de la garde d'enfants au sein de la CCSA.

Nous savons que cette baisse est nationale. Elle est causée par des départs à la retraite d'assistantes maternelles, un abandon de la profession pour certaines, dû à une rémunération aléatoire, des litiges entre employeurs-employés, et des déménagements. (Les chiffres tiennent compte des arrivées sur la période : déménagement, nouvelles agréées)

En effet, selon la Caisse Nationale du réseau des URSSAF il existe une baisse du nombre d'assistantes maternelles de 5.2% en 2019, après -4.3% en 2018 et -3.3% en 2017².

² Revue professionnelle l'ASSMAT N°187 Février/Mars 2021 p11 # Activité Net recul depuis 10 ans

REPARTITION PAR AGE DES ASSISTANTES MATERNELLES EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020



Epci 89 CC SEREIN ET ARMANCE 2020

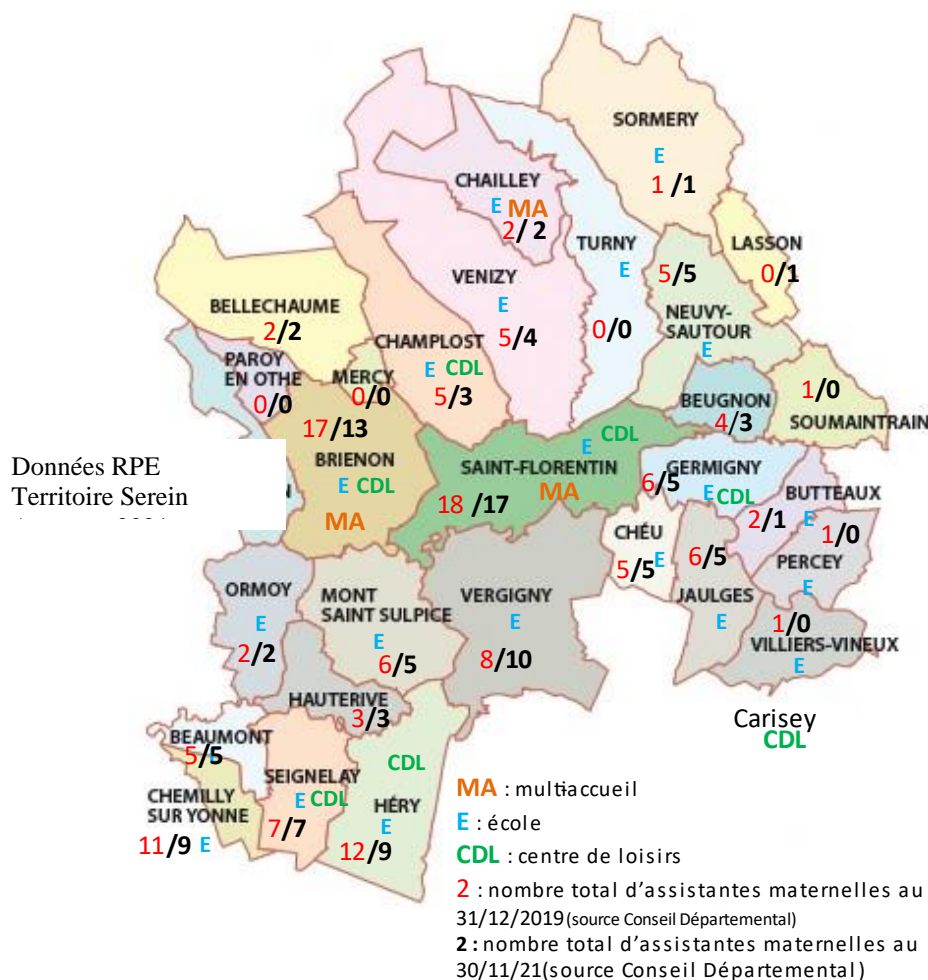
SOURCES : CNAF, CCMSA et Acoess-Centre Pajemploi, MEN-DEPP, IMAJE

La Caisse d'Allocations Familiales a pu fournir la répartition par âge des AM œuvrant sur le territoire (graphe précédent). On constate en 2020 que 17% d'entre elles ont 60 ans et plus.

Il s'agit donc d'anticiper plusieurs départs à la retraite dans les années à venir, ce qui ne fera qu'accentuer la baisse du nombre de professionnelles sur le territoire.

Nous sommes également capables d'avoir une vision territorialisée de cette baisse d'AM commune par commune sur le territoire Serein Armance.

CARTOGRAPHIE DU TERRITOIRE



Ainsi, on constate que la plupart des communes ont perdu une ou plusieurs professionnelles sur leur territoire depuis 2019.

En particulier Brienon-sur-Armançon en a perdu 4, Héry 3, Chemilly-sur-Yonne 2, Champlost 2 et Villiers-Vineux, Percy, Soumaintrain ont perdu les seules qui exerçaient sur leur territoire. Seules quelques communes gagnent en AM comme Lasson ou Vergigny.

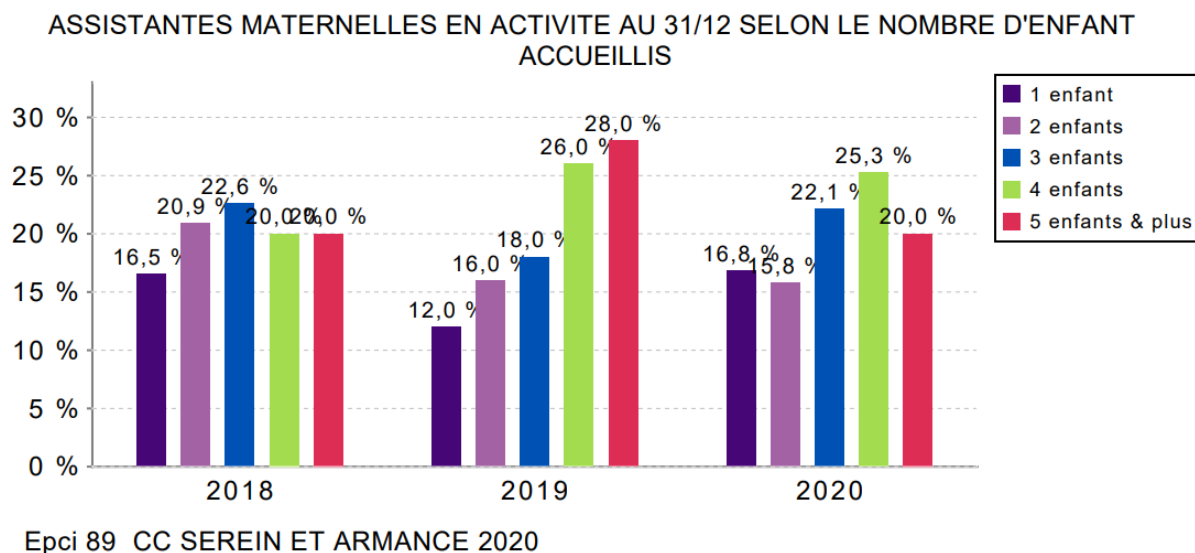
D'un point de vue plus positif, 12 professionnelles ont été agréées depuis 2019. Cette capacité vient renforcer les effectifs d'AM sur le territoire.

En particulier, on constate que 8 ont pu être recensées par les RPE sur la partie Florentinoise depuis 3 ans et 4 sur la partie Brienonnaise.

Nombre d'entrée de nouvelles AM dans le RPE			
	Florentinois	Seignelay Brienon	CCSA
2019	1	1	2
2020	5	2	7
2021	2	1	3

En revanche, cette dynamique reste à poursuivre puisque l'évolution de -17% d'assistantes maternelles agréées vue précédemment, prend en compte ces professionnelles nouvellement reconnues.

Concernant l'activité des AM, on constate que le nombre d'enfants accueillis par établissement est plutôt homogène. En effet, même si n'accueillir que 1 ou 2 enfants est le modèle le moins répandu, cette option existe quand même sur le territoire.



SOURCES : AcoSS-Centre Pajemploi, IMAJE

On constate également que le nombre d'enfants accueillis a tendance à varier au fur et à mesure du temps. Peut-être à mettre en lien avec les demandes que peuvent rencontrer les AM vis-à-vis des familles.

Enfin, il est possible d'avoir quelques informations sur les conditions de travail dans la profession.

En particulier on constate que le nombre d'heures par enfant effectuées par les AM en Serein et Armance (86h par enfant en 2018) est plus ou moins équivalent au niveau départemental (85h par enfant en 2018).

Indicateurs d'activité des assistants maternels

	Heures par enfant		Rémunération mensuelle	
	2016	2018	2016	2018
CC Serein et Armance	80	86	1 053 €	933 €
Saint - Florentin	82	53	939 €	686 €
Yonne	89	85	1 091 €	1 007 €
Bourg. - Franche - Comté	90	89	1 014 €	960 €
France métropolitaine	100	101	1 199 €	1 170 €

Source : CAF 2018

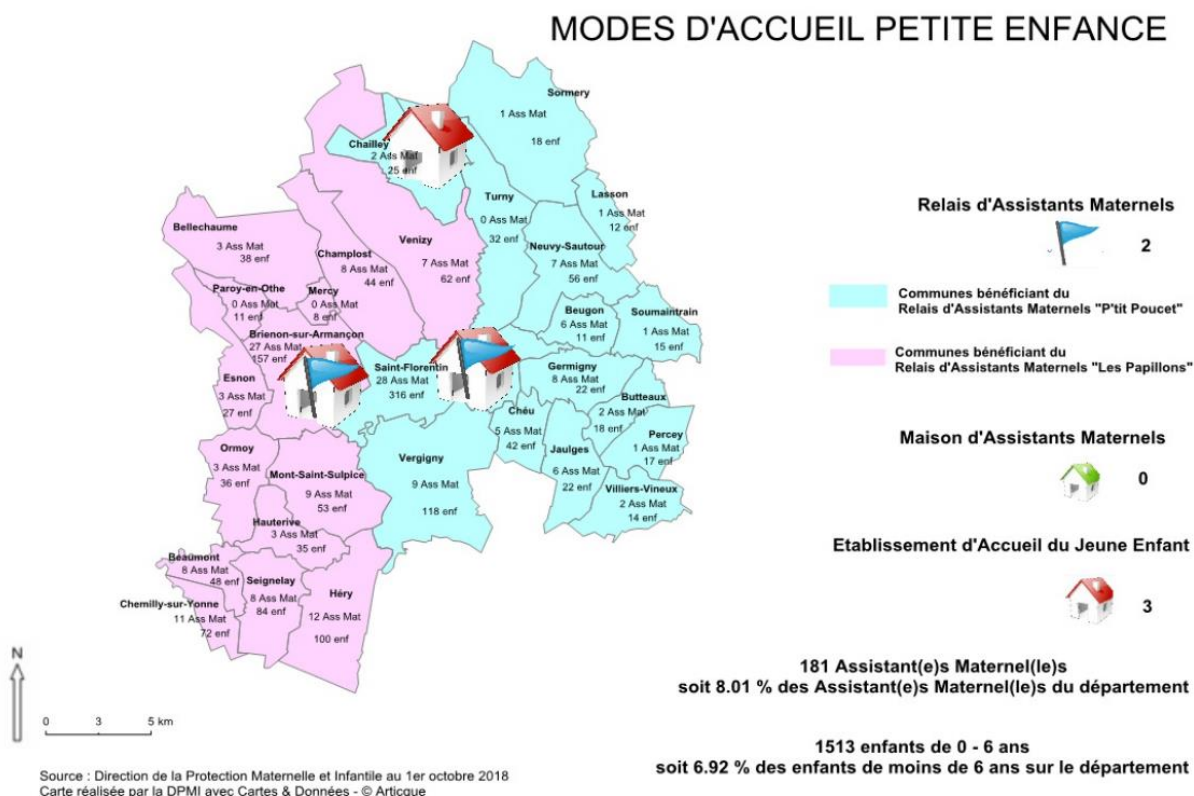
En revanche, la rémunération mensuelle des AM est inférieure à la rémunération au niveau icaunais.

D'après la CAF, en 2018, les AM touchent en moyenne 933 € mensuellement en travaillant sur le territoire communautaire, contre 1 007 € au niveau départemental et 1 170 € au niveau national.

③ - FOCUS SUR LE RELAI PETITE ENFANCE (RPE)

Sur le territoire Serein Armanche, le RPE de l'Armançon se divise en 2 sites. L'un à Brienon-sur-Armançon ouvert en 2014 par la CCSB, il s'agit du Relais Les Papillons. Et l'autre à Saint-Florentin ouvert en juin 2012 prenant l'appellation de Relai P'tit Poucet.

La CCSA ayant pris la compétence en 2017 et un projet de fonctionnement commun ayant été acté en 2018 ces deux établissements sont maintenant gérés par l'EPCI.



A noter qu'en 2021 il n'y a plus que 120 Assistantes maternelles sur le territoire inscrites au RPE.

Pour en assurer le fonctionnement, les Relais disposent de 1.5 ETP mutualisés (2 agents).

En conséquence de cette organisation, la partie Ouest du territoire est desservie par le RPE les Papillons (Brienon-sur-Armançon), ce qui représente 14 communes. Alors que la partie Est soit 15 communes, se tournent vers Saint-Florentin et le relai le P'tit Poucet.

Le nombre de places d'accueil au sein des territoires dépend de la disponibilité des AM référencées. Ce nombre varie donc au cours des années. Cependant on observe une récente baisse du nombre de places d'accueil autant sur la partie Brienonnaise que Florentinoise.

	P'tit Poucet	Papillons	CCSA
2019	254	296	550
2020	238	269	507
2021	240	259	502
Evolution	-5.5%	- 12.5%	-8.8%

Données RPE Territoire Serein Armance 2021

En effet, à l'échelle de la CCSA près de 48 places ont disparues entre 2019 et 2021. Au niveau local, cet effet est d'autant plus important sur les Papillons (-40 places) que sur le P'tit Poucet (-15 places).

	2019	2020	2021
Le nombre de contacts familles reçus par les Relais pour une demande autour de la législation, les contrats de travail et les renseignements administratifs	213	226	193
Le nombre de familles différentes qui contactent les Relais	127	123	109
Le nombre de contacts Assistantes maternelles reçus par les Relais pour une demande autour de la législation, les contrats de travail et les renseignements administratifs	195	199	168
Le nombre d'assistantes maternelles différentes qui contactent les Relais	119	110	142

Données RPE Territoire Serein Armance

On constate cependant une grande différence de notoriété du dispositif entre la partie Ouest et Est du territoire. En effet, si on reprend les données précédentes en distinguant les deux RPE :

- Le nombre de familles différentes qui contactent les Relais :

	P'tit Poucet	Papillons
2018	27	100
2019	29	94
2020	29	80

- Le nombre d'assistantes maternelles différentes qui contactent les Relais

	P'tit Poucet	Papillons
2018	43	76
2019	37	73
2020	46	96

Peut-être y a-t-il ici des actions à envisager pour développer l'accompagnement sur la partie Florentinoise.

C) L'accompagnement financier

Pour un enfant né ou adopté, les familles peuvent bénéficier de la PAJE (Prestation d'Accueil du Jeune Enfant).

Elle comprend :

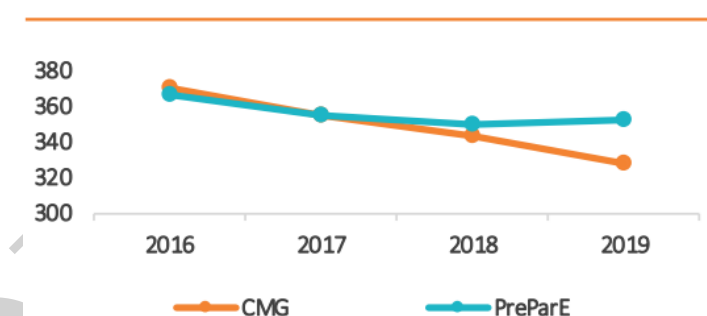
- ⇒ la prime à la naissance (Pn) ;
- ⇒ la prime à l'adoption (Pa) ;
- ⇒ l'allocation de base (Ab) ;
- ⇒ la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) pour toute naissance ou adoption après le 31 décembre 2014 ;
- ⇒ le complément de libre choix du mode de garde (Cmg).

Ces prestations sont cumulables entre elles ou avec d'autres allocations sous certaines conditions.

Dans les faits, la PAJE qui constitue la principale aide au mode de garde, se divise en deux grandes catégories (cumulables entre elles) :

- ⇒ **PreParE** : parents qui ont réduit ou cessé leur activité professionnelle pour élever leur(s) enfant(s)
- ⇒ **Cmg** : parents qui travaillent et qui ont recours à un mode de garde (assistant maternel ou micro crèche)

L'évolution des allocataires du CMG* assistant maternel et de la PreParE*



Source : CAF 2012-2019

A noter : Mis en lien avec le nombre de naissances, ces indicateurs permettent d'avoir une vision de l'évolution récente des besoins en matière de mode de garde.

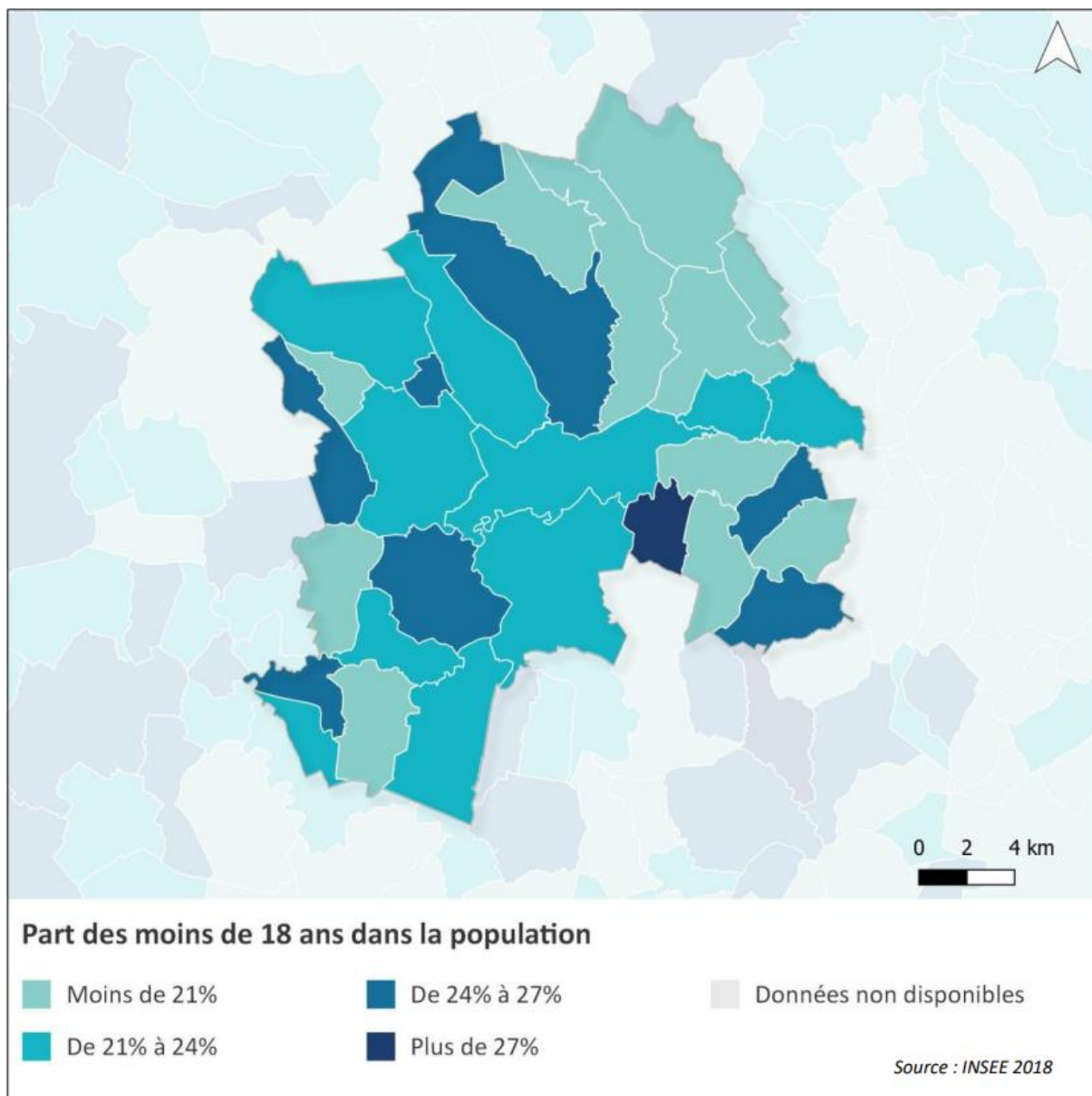
III – L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

A) Etat des lieux sur la jeunesse

Pour être plus précis et distinguer les jeunes enfants des jeunes, les termes d'enfance jeunesse feront ici référence au suivi des enfants de 3 à 17 ans.

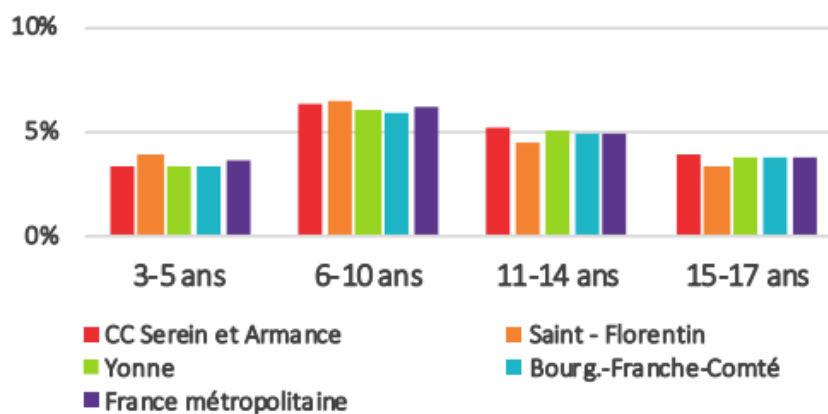
D'après l'INSEE, les jeunes de moins de 18 ans représentent 23% de la population intercommunale en 2017. Le territoire Serein Armanche accueillait en environ 5 570 jeunes de moins de 18 ans.

Leur répartition sur le territoire est disparate mais on constate que les proportions les plus importantes semblent se situer au centre et à l'Ouest du territoire.



A l'échelle du territoire intercommunal, on constate que la part des 3-5 ans est légèrement inférieure par rapport à celle en France métropolitaine. En revanche, les parts des enfants de 6-10 ans, 11-14 ans et 15-17 ans y sont légèrement supérieures.

Part des 3-17 ans au sein de la population



Source : INSEE 2018

On constate dans ces données que la classe d'âge la plus représentée sont les 6-10 ans. Cependant, cet effet est peut-être dû à l'amplitude de la classe d'âge qui comprend 5 valeurs.

Enfin, on peut noter que sur Saint-Florentin (qui est la commune la plus importante en termes de population), les parts de 3-5 ans et des 6-10 ans tirent la moyenne générale vers le haut. En revanche, il semble que ce soit les autres communes du territoire qui accueillent proportionnellement plus de jeunes de 11-14 ans et 15-17 ans.

Évolution des 3-17 ans

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
3-5 ans	954	937	796	-17%
6-10 ans	1 598	1 601	1 517	-5%
11-14 ans	1 288	1 291	1 243	-3%
15-17 ans	944	908	942	-0%

Source : INSEE 2008-2018

Après s'être intéressé au nombre d'enfants et à leurs proportions entre classes d'âge, identifions les évolutions au cours des dernières années.

Ainsi, on constate que la part des jeunes de 3 à 5 ans a chuté de manière conséquente de 17% entre 2008 et 2018. De même, la part des 6-10 ans a eu tendance à baisser passant de 1 598 individus à 1 517 individus de 2008 à 2018.

En revanche, le nombre de jeune de 11 à 14 ans et de 15 à 17 ans s'est globalement maintenu ces dix dernières années.

Enfin, afin d'être tout à fait complet dans notre diagnostic, nous proposons un petit aperçu des tendances concernant les jeunes adultes (18 - 30 ans), ils représentent en 2017 près de 2 580 individus, soit 10,6% de la population du territoire.

Évolution des 18-29 ans

	2008	2013	2018	Evol. 2008-18
18-24 ans	1 710	1 519	1 384	-19%
25-29 ans	1 314	1 274	1 164	-11%

Source : INSEE 2008-2018

En termes d'évolution dans le temps, une partie de cette population a tendance à quitter le territoire. On constate en effet une diminution de 19% entre 2008 et 2018 pour les 18-24 ans et de 11% pour les 25-29 ans.

B) Les actions proposées dans le domaine scolaire et périscolaire

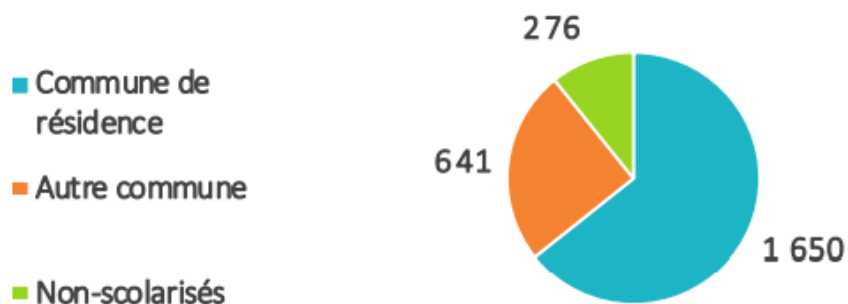
Dans cette seconde partie nous nous intéresserons aux solutions proposées au sein des communes du territoire Serein Armance dédiées aux enfants et à la jeunesse. Nous traiterons ainsi de l'accueil scolaire mais également du périscolaire et de l'extrascolaire et enfin du devenir des jeunes et de leur insertion dans la vie active.

1) **La scolarité**

Les enfants de 2 à 10 ans intègrent le système scolaire via l'école maternelle puis élémentaire. Ainsi les données 2018 de l'INSEE font apparaître que sur le territoire 65,1% des enfants sont accueillis au sein de leur commune tandis que 24,3 % doivent se tourner vers d'autres communes que celles de résidence des parents.

Un taux important (10,6%) sont identifiés comme non scolarisés, mais ceci est à nuancer puisque l'étude inclue les 2-3 ans qui légalement ne sont pas encore admis dans le système scolaire.

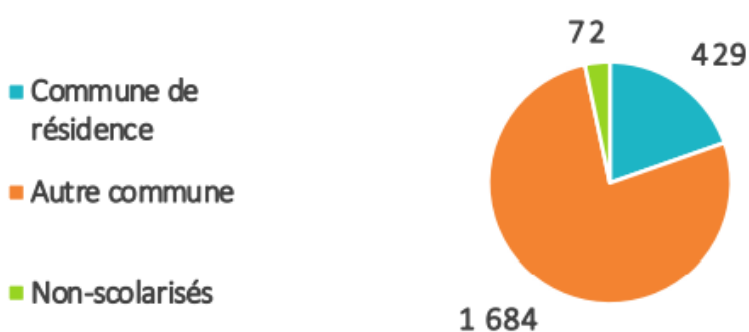
Lieu de scolarisation des 2-10 ans



Source : INSEE 2018

En revanche, sur le territoire, pour ce qui est des enfants plus âgés, seulement 2 communes hébergent un collège : Brienon-sur-Armançon et Saint-Florentin, et aucune n'héberge de lycée. L'établissement de Brienon-sur-Armançon, le collège Philippe Cousteau accueille environ 270 élèves et celui de Saint-Florentin, le collège Marcel Aymé en accueille environ 540. La part des enfants devant changer de commune pour accéder à l'enseignement secondaire passe donc de 24,3 % à 76,6 %.

Lieu de scolarisation des 11-17 ans



Source : INSEE 2018

En effet, les enfants du territoire doivent se tourner vers les lycées les plus proches à Auxerre, Joigny ou Tonnerre.

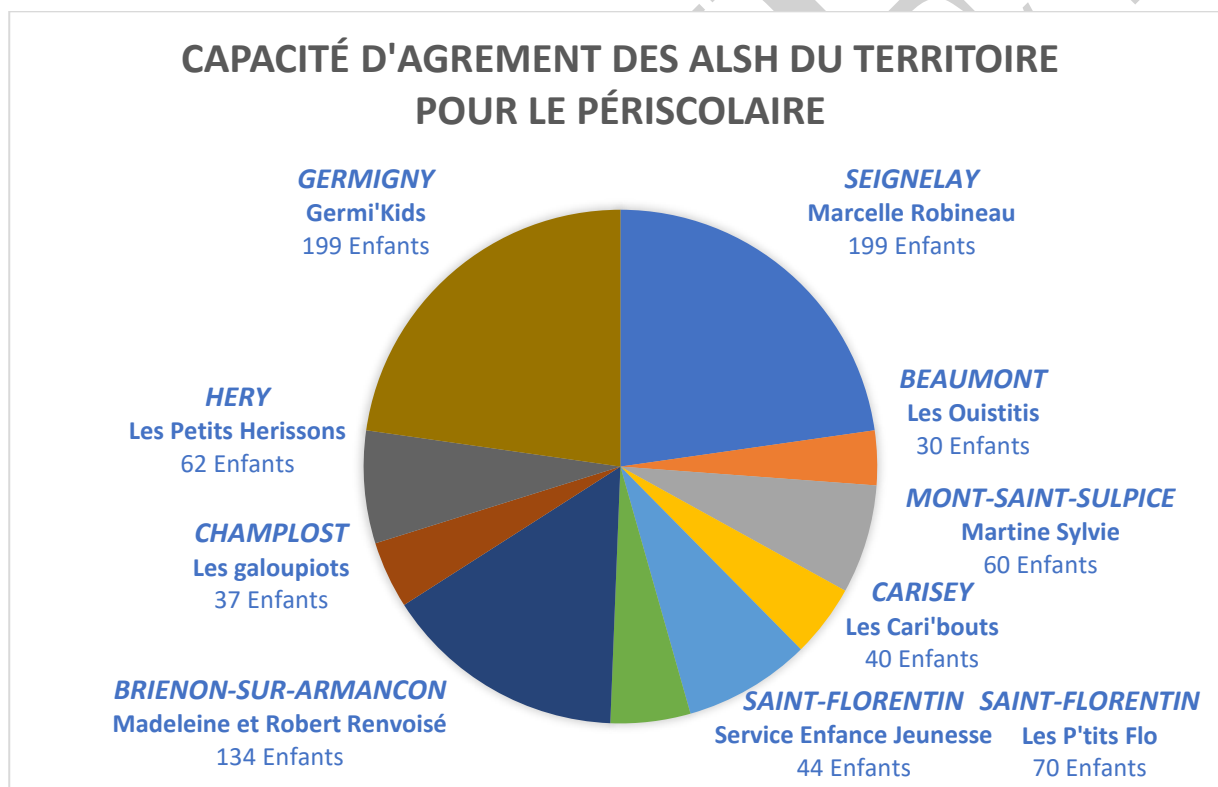
2) Le périscolaire

L'accueil périscolaire est un service proposé aux familles en lien avec l'école mais en dehors des heures scolaires. Les objectifs poursuivis par chaque structure vont dépendre du projet pédagogique mais elles ont généralement pour actions l'aide aux devoirs ou la garde des enfants dont les parents travaillent tard.

Pour ce faire, le territoire comprend 8 établissements capable d'assurer cette mission :

- L'établissement multi sites de Seignelay assurant la coordination de la Maison de l'enfance Marcelle Robineau à Seignelay, l'accueil périscolaire les Ouistitis à Beaumont et l'accueil périscolaire Martine Sylvie au Mont-Saint-Sulpice.
- Le Syndicat Mixte de Bernouil-Carisey-Dyé-Jaulges-Villiers-Vineux dénommé les Cari'bouts qui concerne 2 communes du territoire intercommunal
- L'Espace Famille Florentinois aussi appelé les P'tits Flo à Saint-Florentin
- Le service Enfance Jeunesse piloté par la Commune de Saint-Florentin
- Le centre de loisir Madeleine et Robert Renvoisé de Brienon-sur-Armançon
- Le centre de loisir Germi'Kids à Germigny
- Le centre de loisir les Galoupiots à Champlost
- Le centre de loisir les Petits Hérissons à Héry

Une étude réalisée par la CCSA en 2021 auprès de ces établissements permet d'en apprendre plus sur leurs fonctionnements. Les données ci-après s'appuieront sur leurs retours.

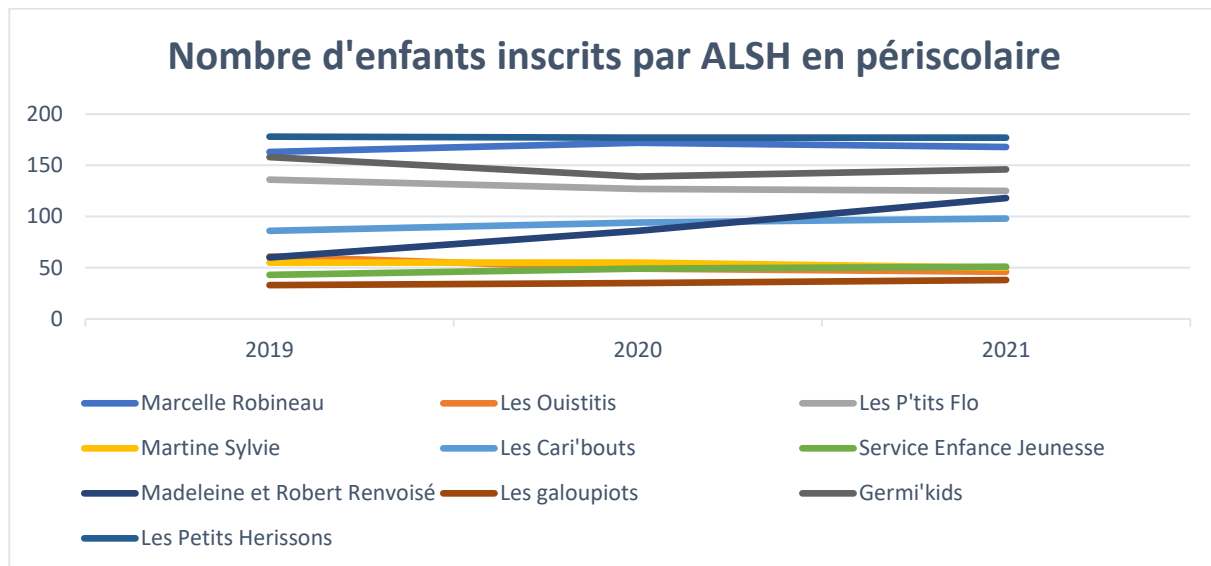


En 2020 on dénombrait, sur ces huit structures (10 sites) 1 039 enfants inscrits. Au 31/10/2021 ce nombre est porté à 1 017. C'est donc de manière générale près d'un millier d'enfants qui sont accueillis par ces structures.

Il est par ailleurs possible de connaître l'évolution de nombre d'inscrit structure par structure grâce au graphe ci-dessous.

Ainsi, on constate que le nombre d'enfants accueillis est stable dans le temps pour certaines structures et plutôt variable pour d'autres.

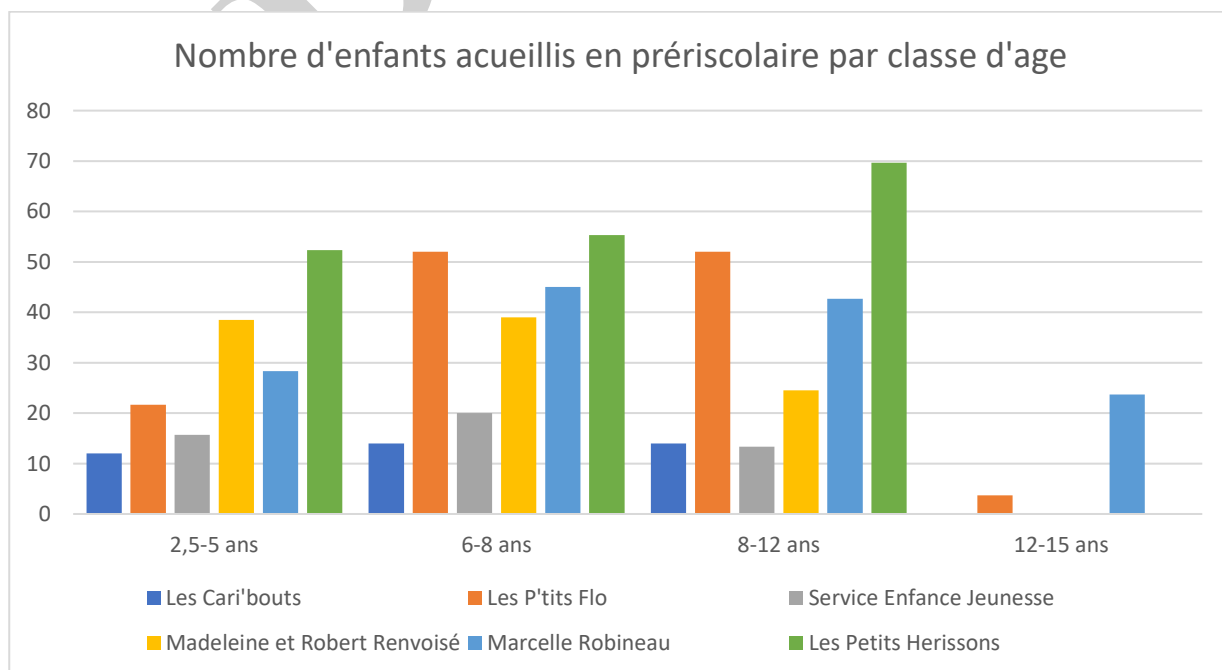
En effet, l'ALSH Madeleine et Robert Renvoisé a accueilli significativement plus d'enfants au cours de ces 2 dernières années (+58 enfants accueillis en 2 ans). Hormis cette particularité, les effectifs des structures sont relativement constants.



Il est à noter que les P'tits Flo et Madeleine et Robert Renvoisé se déclarent être à certains moments en surcapacité. En effet de 15 à 20 enfants sont sur liste d'attente par an pour Saint-Florentin et une quinzaine pour Briennon-sur-Armancon.

Les ALSH peuvent accueillir des enfants d'âge assez divers (de 2 ans et demi à 15 ans), il convient donc de s'intéresser aux structures du territoire à travers ce prisme particulier.

Les graphiques ci-après sont réalisés avec la moyenne des données annuelles par structure de 2019 à 2021.



On constate que l'ensemble des classes d'âge sollicite les services périscolaires.

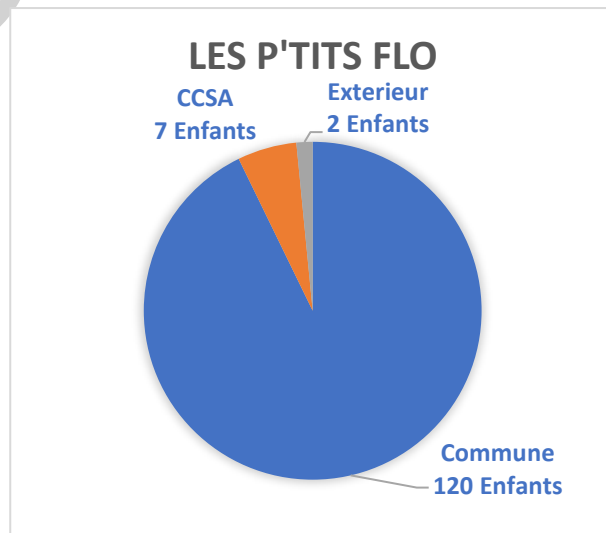
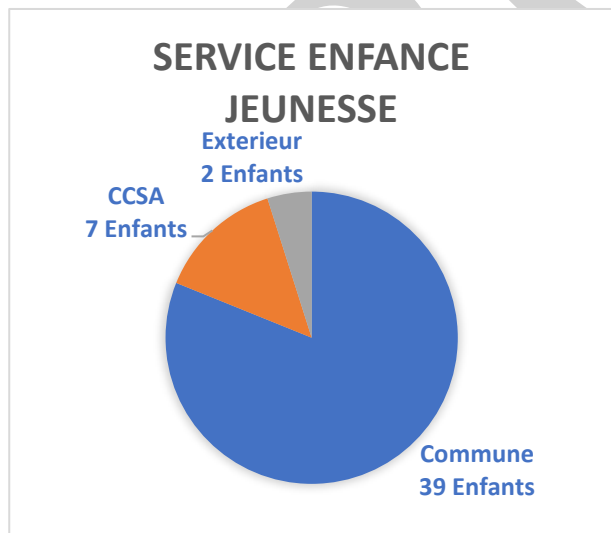
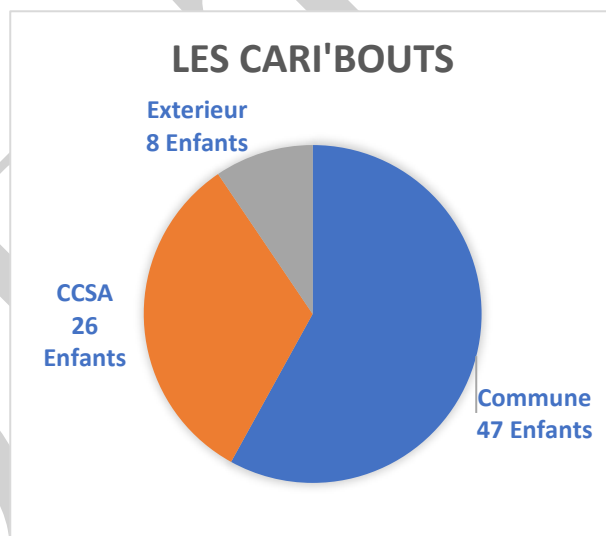
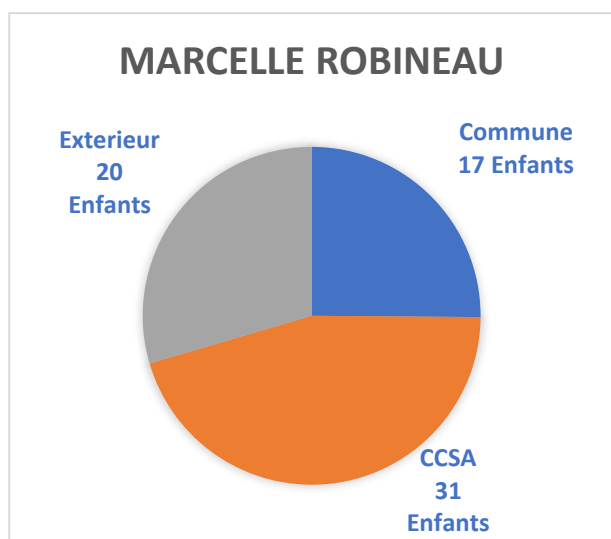
Certaines ALSH accueillent majoritairement les plus jeunes (Madeleine et Robert Renvoisé) quand d'autres se destinent plus aux 6-12 ans (Les P'tits Flo).

De plus, les structures de Saint-Florentin et de Seignelay semblent être les seules à accueillir en périscolaire des enfants de plus de 12 ans.

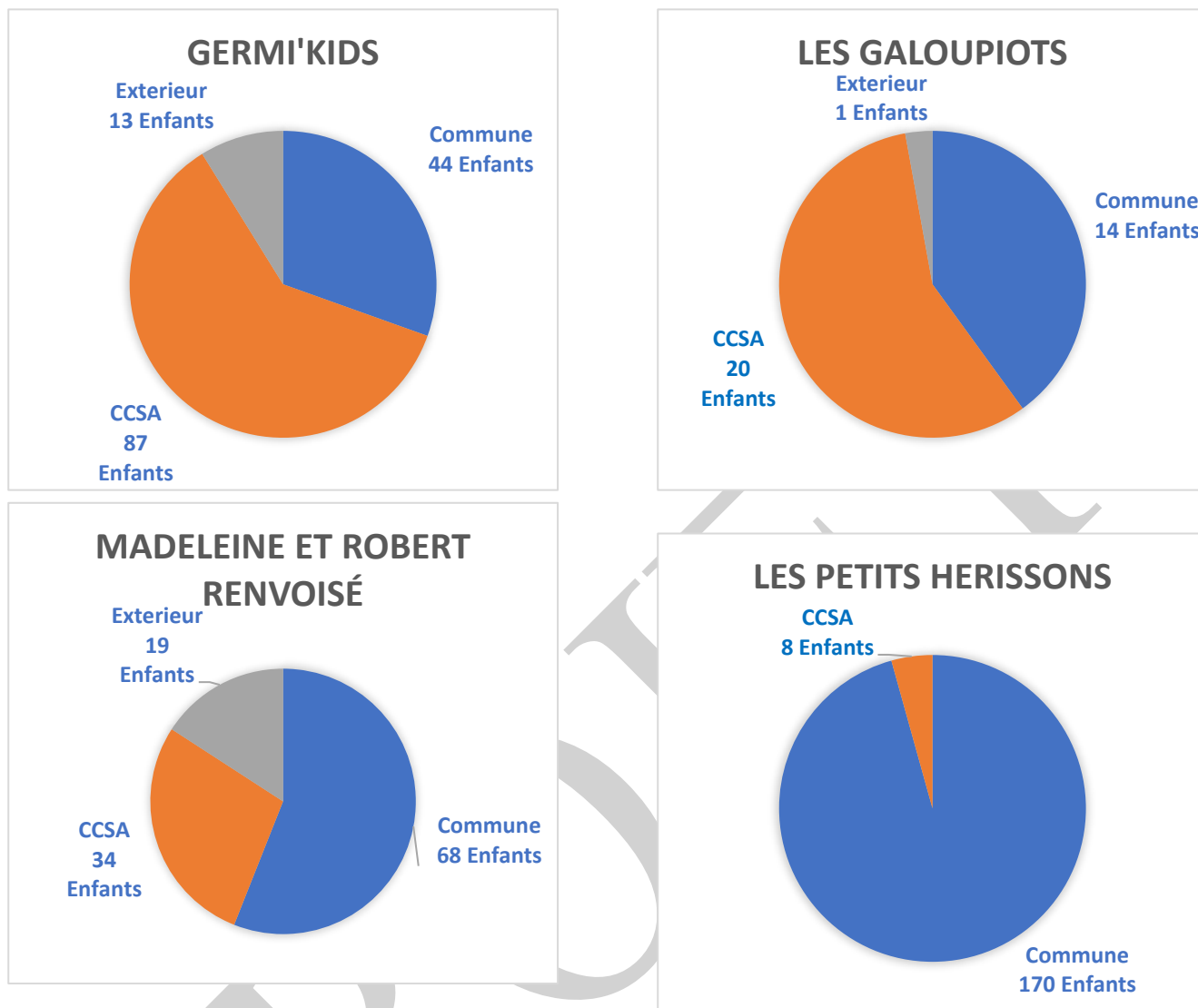
Au niveau des évolutions dans le temps, l'établissement de Briennon-sur-Armançon est en augmentation de capacité constante sur les 2,5-5 ans et 6-8 ans.

Il s'agit enfin de comprendre les dynamiques territoriales à l'œuvre sur le territoire concernant les services périscolaires. Nous allons donc nous intéresser à la provenance des enfants accueillis dans les structures.

Pour ce faire, les résultats présentés ont été construits grâce à une moyenne des 3 dernières années. Les résultats sont assez différents en fonction des structures.



On constate donc que si les P'tits Flo de la ville de Saint-Florentin accueille une grande majorité d'enfants de la Commune, ce qui n'est pas le cas des autres structures.



En effet, en ce qui concerne Marcelle Robineau (Seignelay), plus d'un quart des enfants inscrits viennent de l'extérieur du territoire communautaire et seulement $\frac{1}{4}$ proviennent de la commune d'implantation. On peut expliquer cela par une relative proximité avec l'Auxerrois.

C'est également le cas pour Germi'Kids et les Galoupiots où plus de la moitié des enfants proviennent d'autres communes de la CCSA que la commune d'implantation.

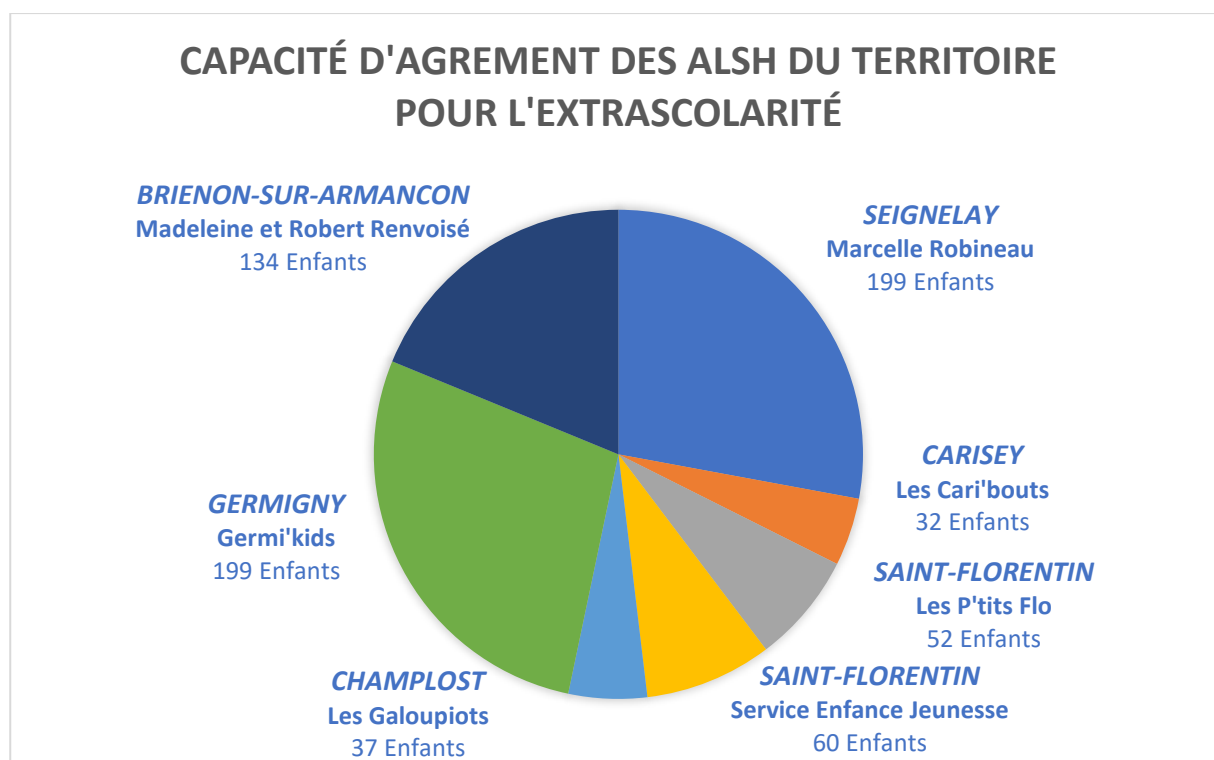
Les Petits Herissons à Hery accueille quant à eux quasiment exclusivement des enfants issus de la commune. Enfin les structures de Carisey et de Briennon-sur-Armançon affichent toutes deux plus de 50% d'enfants de la Commune avec une ouverture aux enfants d'autres municipalités.

A savoir que les données sur la provenance des enfants pour les Cari'bouts englobent à la fois le périscolaire et l'extrascolaire.

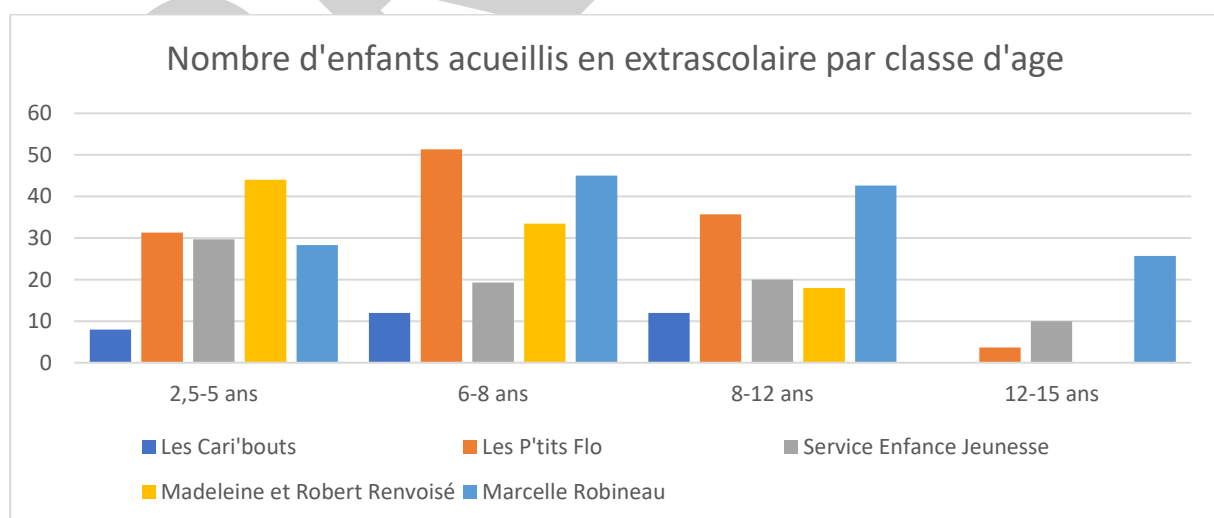
3) L'extrascolaire

Les activités extrascolaires sont les activités dédiées aux enfants qui sont pratiqués en dehors du cadre scolaire. On est ici dans le cadre du centre de loisirs, les structures s'appuient également sur un projet pédagogique.

Sur le territoire nous retrouvons les mêmes établissements que précédemment à l'exception des multi sites de Beaumont et Mont-Saint-Sulpice dont l'accueil extrascolaire ne se fait qu'à Seignelay, ainsi que l'établissement d'Hery.



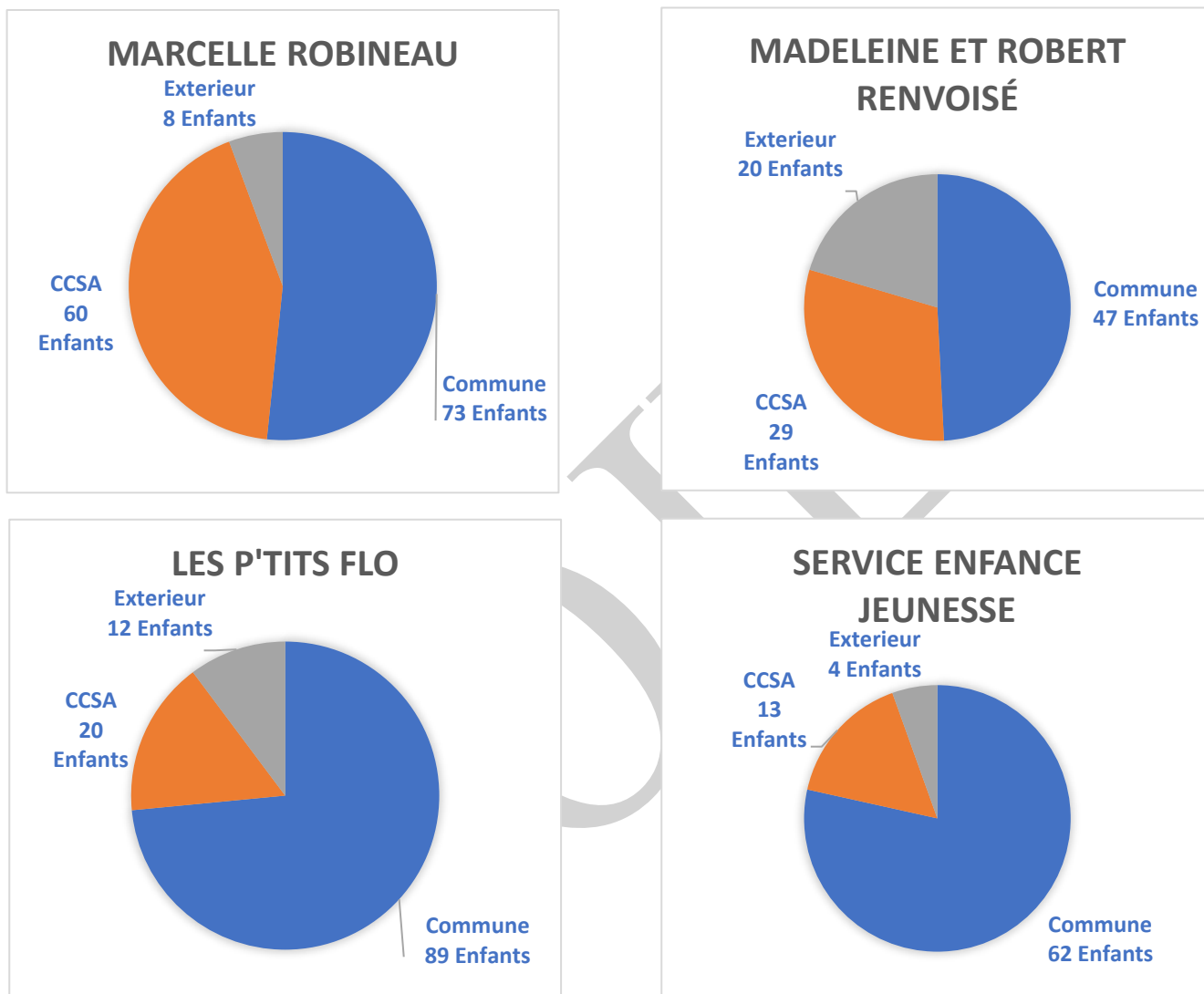
Ainsi, les principaux centres d'accueil du territoire en termes de capacité se situent à Briennon-sur-Armançon, Germigny et Seignelay. En effet ces structures représentent près des trois quarts des places disponibles.



On constate également que, comme pour le périscolaire, les structures n'accueillent pas toutes des enfants de mêmes âges pour leurs activités.

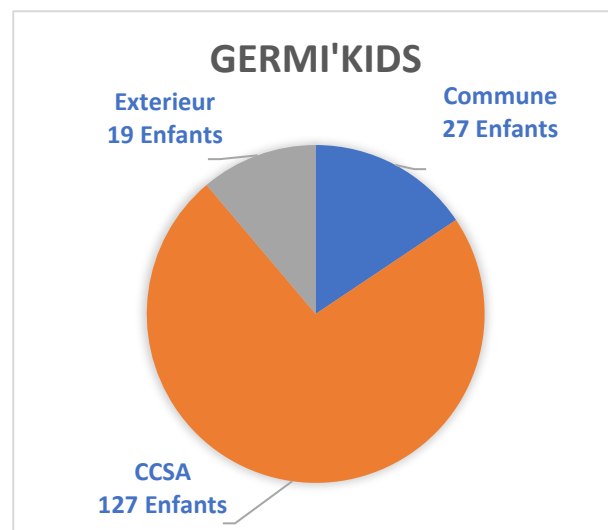
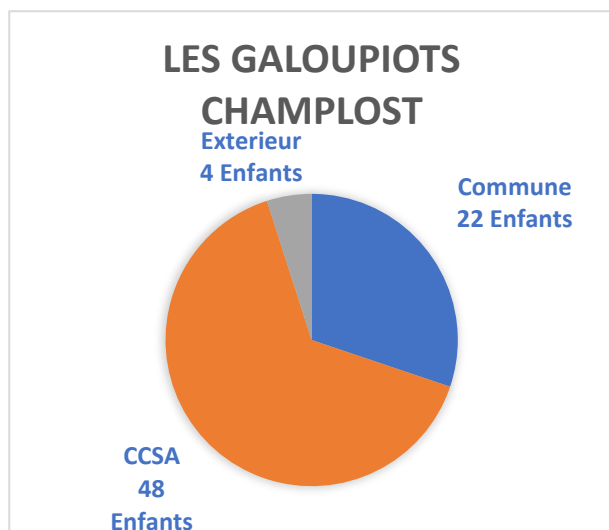
Ainsi, l'ALSH de Seignelay accueille des enfants relativement âgés, tandis que celle de Brienon-sur-Armancon est plus tournée vers les jeunes enfants.

De la même manière que pour le périscolaire, nous pouvons nous intéresser à la provenance des enfants accueillis dans les structures.



On constate que Marcelle Robineau (Seignelay) accueille relativement beaucoup moins d'enfants de l'extérieur du territoire en extrascolaire qu'en périscolaire.

Les établissements de Brienon-sur-Armancon (Madeleine et Robert Renvoisé) et de Saint-Florentin (Les P'tits Flo) accueillent tous deux relativement plus d'enfants de la CCSA ainsi que de l'extérieur et un peu moins d'enfants de la Commune en extrascolaire qu'en périscolaire.

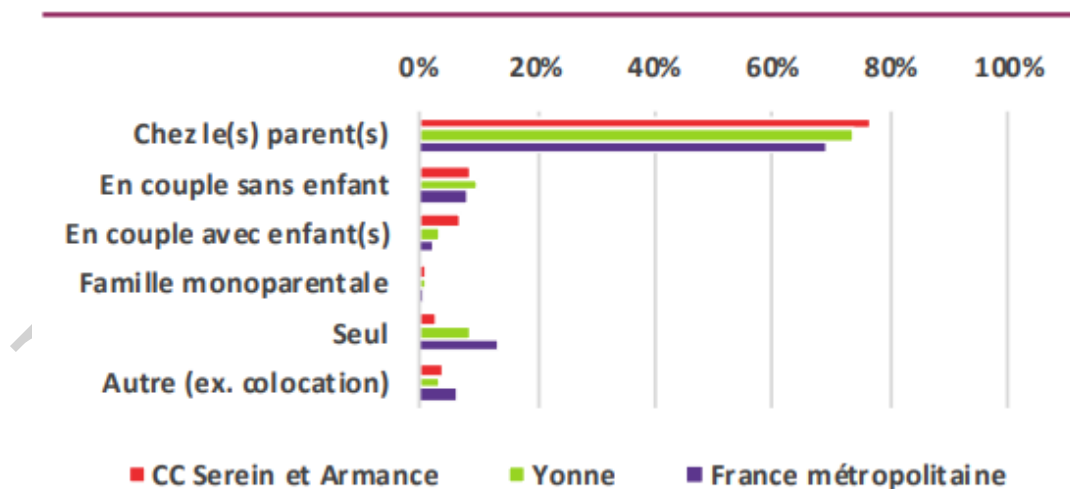


Enfin, on peut faire un constat similaire avec les structures de Champlost et de Germigny qui accueillent d'avantage d'enfants du territoire communautaire en extrascolaire qu'en périscolaire.

C) Les actions en faveur de l'insertion dans la vie active

Nous avons déjà identifié que le territoire ne comportait pas de lycée ou d'établissement de formation. Ainsi, les 15-16 ans doivent sortir du territoire pour poursuivre leurs études. Généralement jusqu'à 18 ans celles-ci s'effectuent en restant hébergé au domicile familial avec des trajets journaliers.

Mode de cohabitation des 15-24 ans



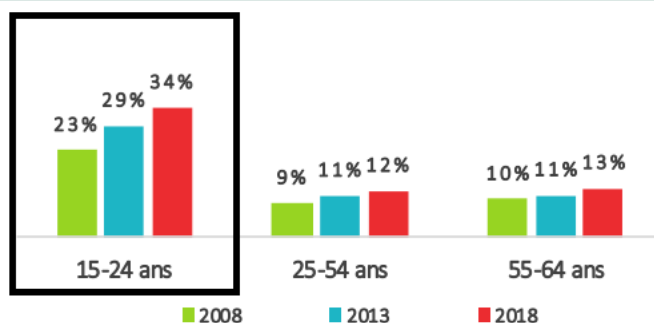
Source : INSEE 2018

On observe en effet qu'en moyenne les adolescents et les jeunes adultes restent plus longtemps au domicile familial en Serein Armance que dans l'Yonne ou au niveau national. De plus, on observe une plus forte proportion des foyers en couple avec enfants qu'en France métropolitaine.

Une fois leur parcours scolaire terminé les jeunes adultes vont soit quitter le territoire soit se diriger vers un emploi en Serein Armance. Il est donc important de comprendre la situation des jeunes vis-à-vis de l'insertion dans la vie active.

On constate d'après l'INSEE, que comme au niveau national les jeunes de 15-24 ans éprouvent de grandes difficultés à trouver un emploi. En effet en 2018, en Serein Armance, un tiers (34%) d'entre eux étaient au chômage. Ce constat est d'autant plus alarmant qu'il est en augmentation dans le temps, passant de 23% en 2008 à 34% 10 ans plus tard.

Taux de chômage* par tranche d'âge

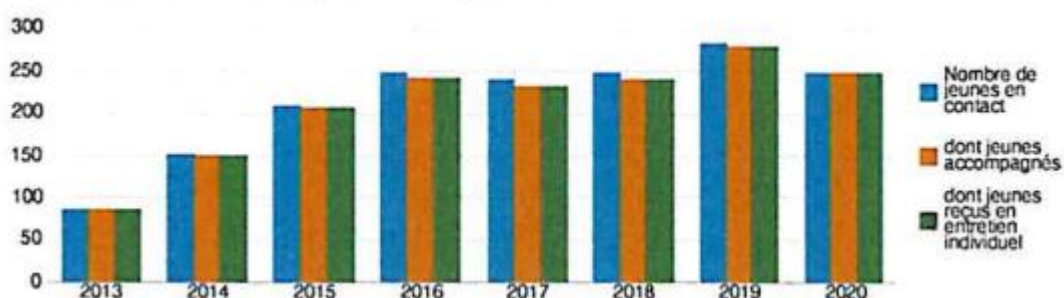


Source : INSEE 2008-2018

Sur le territoire des initiatives existent pour accompagner les jeunes dans leurs démarches et leur professionnalisation. C'est notamment le rôle de la Mission Locale.

En particulier sur l'antenne de Saint-Florentin, cette association a permis en 2020 d'accompagner 247 jeunes dans leurs projets professionnels.

Graphique 3 : Evolution des jeunes accompagnés



La structure s'est développée de façon croissante au fur et à mesure des années jusqu'à atteindre 278 accompagnements en 2019 et 1 278 entretiens individuels avec les jeunes du territoire.

Au niveau des réalisations, c'est 131 contrats de travail signés par les jeunes accompagnés en 2020 dont 4 en alternance et 6 en emplois aidés. Les secteurs d'activités sont divers même si on constate que beaucoup de tourne vers la logistique, le commerce l'agriculture ou l'hôtellerie restauration.

Tableau 14 : Familles de métiers des contrats signés (toute forme d'emploi) par les jeunes reçus en entretien individuel

Familles de métiers exercés	Répartition des contrats signés (en %)	Part des contrats signés par les femmes (en %)	Nombre de jeunes concernés*
A-Agriculture et pêche, espace nat./verts, soin anim.	9,9 %	23,1 %	13
D-Commerce, vente et grande distribution	13,0 %	76,5 %	11
E-Communication, média et multimédia	0,8 %	100,0 %	1
F-Construction, BTP	4,6 %	16,7 %	6
G-Hôtellerie restauration, tourisme, loisirs	9,9 %	76,9 %	11
H-Industrie	3,8 %	0,0 %	4
I-Installation et maintenance	0,8 %	0,0 %	1
J-Santé	9,2 %	100,0 %	9
K-Services à la personne et à la collectivité	8,4 %	63,6 %	11
M-Support à l'entreprise	0,8 %	100,0 %	1
N-Transport et logistique	38,2 %	20,0 %	39
Z-Non défini	0,8 %	0,0 %	1
Ensemble	100,0 %	44,3 %	97

Sur cette année 2020 c'est donc 97 jeunes du territoire suivis par la MiLo qui ont pu entrer sur le marché du travail avec un contrat de travail. Enfin, près de 17% des contrats signés sont des contrats à durée indéterminées.

IV – ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Définition (CAF) :

L'animation de la vie sociale, s'appuie sur des équipements de proximité, centres sociaux et espaces de vie sociale. Leur action se fonde sur une démarche globale et sur une dynamique de mobilisation des habitants pour apporter des solutions aux besoins des familles et à leurs difficultés de vie quotidienne, mais aussi pour répondre aux problématiques sociales collectives d'un territoire.

Lieux-ressources qui proposent des services et activités à finalités sociales et éducatives, ils soutiennent le développement de la participation des usagers habitants afin de leur permettre de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions de vie, au développement de l'éducation et de l'expression culturelle, au renforcement des solidarités et des relations de voisinage, à la prévention et la réduction des exclusions.

A- L'accompagnement financier à caractère social

La Caisse d'Allocation Familiale (CAF) de l'Yonne a réalisé 4 093 dossiers d'aide sur le territoire Serein Armance en 2020. On constate une hausse de 11% du nombre de dossier par rapport à 2011 alors que, rappelons-le, la population a eu tendance à légèrement baisser.

En termes de proportion, les dossiers 2020 concernent à 40% des ménages isolés, à 39% des familles avec enfants, à 15% des familles monoparentales et à 6% des familles avec enfants.

		2011	2020	Evolution 2011-2020	
Niveau territorial		CCSA	CCSA	CCSA	YONNE
Nbre de dossiers		3662	4093	11,8%	13,7%
Ménages	Femmes isolées	451	813	80,3%	42,3%
	Hommes isolés	418	828	98,1%	65,9%
	Couples sans enfant	243	245	0,8%	7,3%
Familles	Couples avec enfant	2025	1609	-20,5%	-13,2%
	Monoparents femmes	464	522	12,5%	10,0%
	Monoparents hommes	61	76	24,6%	37,8%
Total allocataires	Femme	3183	3189	0,2%	3,5%
	Homme	2747	2758	0,4%	7,6%

On constate également que de 2011 à 2020 les foyers concernés par des demandes CAF ont beaucoup changés.

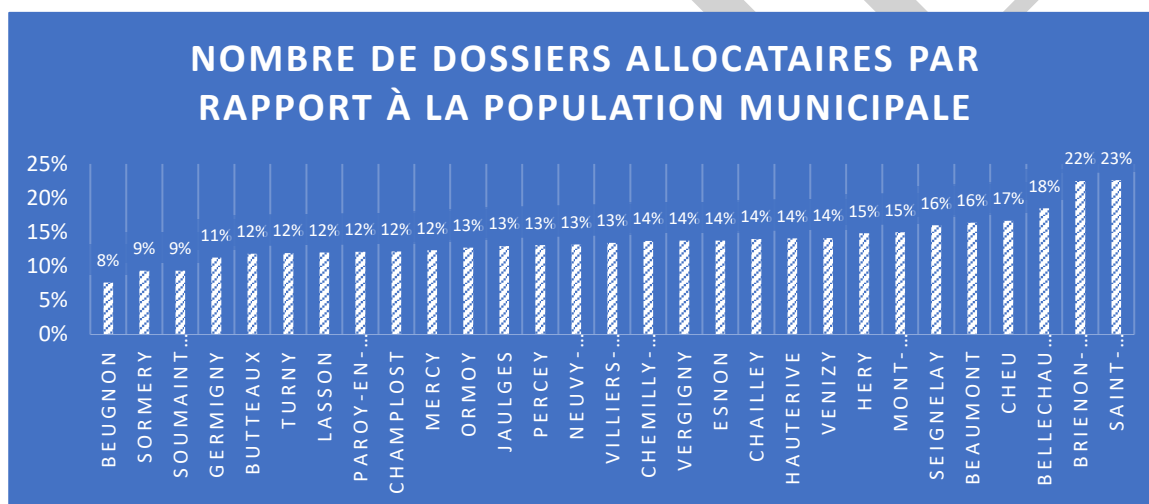
En effet, les dossiers relatifs aux personnes seules ont presque doublé sur le territoire notamment concernant les ménages masculins. Ceux-ci passent de 418 dossiers en 2011 à 828 dossiers en 2020, ce qui double quasiment leur nombre. Le constat est équivalent pour les ménages féminins avec une hausse de 80% sur la même période. Ces éléments sont d'autant plus importants pour le territoire puisque la moyenne départementale observe une hausse du nombre de dossier mais dans une proportion moindre (66% et 42%).

Or nous avons vu précédemment que le nombre de personnes seuls était proportionnellement moins important en Serein Armanche que dans l'Yonne. On en déduit donc que ces dernières années, la situation des personnes seuls en Serein et Armanche s'est dégradé et qu'envers ces populations un accompagnement est nécessaire.

Concernant les couples sans enfants, le nombre de dossier CAF est stable dans le temps bien qu'il augmente légèrement (7%) si on agrège les données icaunaises. En revanche, les dossiers des couples avec enfants ont eu tendance à diminuer (-20%) et ce plus qu'au niveau départemental (-12%). Quand on sait que cette tranche de population est relativement plus représentée en Serein Armanche qu'au niveau départemental, cela peut constituer une spécificité du territoire à savoir les couples avec enfants ont de moins en moins tendance à avoir des difficultés.

Enfin, le nombre total d'allocataires, quel que soit leur sexe, a eu tendance à se maintenir en Serein Armanche de 2011 à 2020 alors qu'il a légèrement augmenté au niveau départemental.

Le traitement effectué par la Caisse d'Allocation Familiale permet d'avoir une distribution géographique du nombre d'allocataires et donc de dresser, par commune, le pourcentage d'allocataire par rapport à la population totale.



Il en ressort que les deux plus grosses communes du territoire Serein Armanche ont un taux plus important de personnes accompagnés par la CAF (22% pour Brienon-sur-Armancon et 23% pour Saint-Florentin).

C'est en somme toute logique puisque ces communes hébergent plus de structures d'accompagnement au public ainsi que des quartiers Habitation à Loyers Modérés (HLM).

En distinguant avec précision le nombre d'allocataires et leur niveau de revenu, on observe une bonne similitude entre les chiffres départementaux et ceux du territoire Serein Armance.

	CCSA – Allocataires avec enfants	CCSA	Yonne
Nombre d'allocataires	2207	4093	61741
Ressources nulles	133 6 %	527 13 %	8471 14 %
de 0.01 à de 500 €	119 5 %	413 10 %	6936 11 %
de 500 à 1000 €	122 6 %	481 12 %	8336 14 %
de 1000 à 1500 €	216 10 %	672 16 %	10264 17 %
de 1500 à 2000 €	278 13 %	526 13 %	7554 12 %
de 2000 à 2500 €	222 10 %	279 7 %	3625 6 %
de 2500 à 3000 €	205 9 %	231 6 %	3389 5 %
de 3000 à 3500 €	259 12 %	264 6 %	3260 5 %
de 3500 à 4000 €	180 8 %	183 4 %	2591 4 %
de 4000 à 4500 €	166 8 %	166 4 %	1900 3 %
plus de 4500 €	272 12 %	275 7 %	4156 7 %
ressources inconnues	35 2 %	76 2 %	1259 2 %

En effet, près de la moitié (51%) des allocataires sans enfants accompagnés par la CAF en Serein et Armance touche moins de 1 500€ par mois. Au niveau départemental, on retrouve un chiffre similaire avec 55%. Également, on peut estimer qu'en Serein et Armance, les personnes sans enfants percevant de 1 000 à 1 500 € sont, en nombre de dossier, les plus représentés.

En revanche, pour ce qui est des personnes avec enfant accompagnés par la CAF sur le territoire, la moitié (49%) perçoivent moins de 2 500 € par mois. Sur ces dossiers, ce sont ceux qui concernent des foyers touchant de 1500 € à 2 000 € qui sont les plus représentés.

Nous nous sommes intéressés au nombre d'allocataires, mais les fonds perçus par ceux-ci peuvent être très variables. Il convient donc de se pencher maintenant sur la proportion d'aides accordés aux personnes par rapport à leur revenu global.

Ainsi, en affinant, on constate qu'en 2020, ce sont 8,6 % des allocataires qui bénéficient d'un complément de revenu de la CAF pour au moins la moitié de leurs ressources financières totales. Ce taux local est légèrement inférieur à la moyenne départementale qui se situe à un peu plus de 10,6 %.

Allocataires	Dépendance Prestations Caf	Proportion sur l'ensemble des allocataires	Dépendance Prestations Caf	Proportion sur l'ensemble des allocataires
	De 50% à 99 %		à 100%	
CCSA	352	8,60%	561	13,71%
Yonne	6 521	10,56%	8 668	14,04%

De plus, les données fournies par la CAF mettent en lumière que 13,71% des foyers allocataires ne vivent qu'avec les fonds apportés par la CAF. Ce chiffre est sensiblement équivalent, bien qu'inférieur, au niveau départemental (14,04%).

Pour être tout à fait complet sur ce point, il s'agit de s'intéresser aux différentes prestations proposées par la CAF.

En effet, un allocataire peut percevoir plusieurs prestations et ce parce que sa situation lui ouvre des droits à plusieurs titres. Ainsi bien qu'il y ait 4 093 dossiers d'aides sur le territoire Serein et Armance, le nombre de prestations s'élève à 6 582 prestations.

Nombre d'allocataires par la nature de la prestation	Nombre d'allocataires percevant cette prestation - CCSA	Taux d'allocataires percevant cette prestation - CCSA	Taux d'allocataires icaunais percevant une prestation
Prestations d'entretien <i>AF, CF, ARS et ADI (allocation différentielle)</i>	1 884	46,0%	43,4%
Prestations liées à l'enfance <i>PAJE</i>	638	15,6%	14,3%
Prestations liées au logement <i>l'ALF, l'ALS et l'APL</i>	1 566	38,3%	43,3%
Monoparentalité <i>Rsa majoré et ASF</i>	245	6,0%	6,7%
Invalidité <i>AJPP, AEEH, complément AJPP, complément AAH</i>	526	12,9%	14,0%
<i>Dont AAH</i>	408	10,0%	11,5%
<i>Dont AEEH</i>	131	3,2%	2,7%
Revenus garantis <i>(Aah, Rsa, Ppa, complément aah)</i>	2 302	56,2%	57,4%
<i>Dont RSA</i>	603	14,7%	14,7%
<i>Dont Rsa majoré pour isolement</i>	53	1,3%	1,6%
<i>Dont Rsa jeune</i>	1	0,0%	0,0%
<i>Dont Prime d'Activité</i>	1 461	35,7%	35,7%

Le type de prestations la plus fréquente en Serein et Armance sont les revenus garantis avec 2 302 allocataires et en particulier la prime d'activité (1 461 allocataires).

On constate également que le taux d'allocataire percevant des prestations d'entretien est plus élevé en Serein et Armance que dans l'Yonne. En effet, à l'échelle du territoire communautaire cela représente 46% alors qu'au niveau icaunais 43,4%.

Au total, toutes prestations confondues, ce sont près de 2 millions d'euro qui sont versés mensuellement sur le territoire Serein Armance.

<i>Prestations versées pour le mois de DECEMBRE 2020</i>	CCSA	Yonne
<i>Nombre d'allocataires concernés</i>	4 093	6 1741
<i>Nombre de prestations versées</i>	6 582	100 969
<i>Montant total des prestations versées</i>	2 001 692 €	30 397 455 €

La population résident sur le territoire communautaire représentent 7.2% de la population de L'Yonne et bénéficie, à la vue des données ci-dessus fournie par la CAF, de 6,5% des prestations versées sur le département.

Cas particulier du handicap :

La Caf de l'Yonne souhaite favoriser l'accueil des enfants porteurs de handicap au sein des structures d'accueil du jeune enfant et des centres de loisirs. Au-delà des prestations liées au handicap, la CAF mène des actions auprès des structures d'accueil afin que les enfants y soient accueillis.

Bénéficiaires AAH	408
Familles bénéficiaires AEEH de moins de 6 ans	43
Familles bénéficiaires AEEH de plus de 6 ans	125
Enfants bénéficiaires AEEH de moins de 6 ans	57
Enfants bénéficiaires AEEH de plus de 6 ans	273
Enfants accueillis dans les structures	1
Structures ayant bénéficié d'un financement handicap	
Structures ayant bénéficié du label	
Structures ayant bénéficié d'une formation « sensibilisation au handicap »	

Il est à noter que nombre de commune mènent des actions dédiées aux personnes en situation de handicap. Il s'agit notamment d'accueillir les personnes et de les accompagner dans leurs démarches administratives vis-à-vis de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

B – Les dispositifs d’animation territoriaux

① - L’action du Conseil Départemental de l’Yonne

Le Conseil Départemental a récemment modifié sa méthodologie d'intervention sociale.

D’ici 2023, les travailleurs sociaux doivent dans cette optique participer à **l’élaboration, la mise en œuvre et/ou la promotion d’actions de développement social**, aux côtés des habitants et des acteurs du territoire.

L’action sociale sectorisée s’appuie et développe des projets d’intérêt collectif et d’intérêt général. Elle se veut un moyen de conforter le vivre ensemble sur le territoire Serein et Armance et est complémentaire de l’action sociale individuelle mise en œuvre par les professionnels intervenant sur le secteur.

Le Conseil Départemental prend racine sur le territoire, associant les acteurs locaux (travailleurs sociaux, élus, tissu associatif, tissu économique, etc.), et promeut la participation active des personnes aux actions (construction et mise en œuvre) pour favoriser leur citoyenneté.

② - L’action des Communes et des Centres Communaux d’Action Sociale

La commune exerce ses compétences en matière d’aide sociale facultative grâce au centre communal d’action sociale (CCAS). Ce sont des établissements publics administratifs locaux agissant dans le domaine de l’action sociale. Le CCAS est rattaché à la commune, mais il est géré par un conseil d’administration et bénéficie de ressources propres.

La création d’un CCAS dans chaque commune était une obligation dans la loi du 6 janvier 1986. Elle est devenue facultative pour celles peuplées de moins de 1 500 habitants depuis l’adoption de la loi « Notre » du 7 août 2015. Ces communes peuvent encore créer des CCAS ou continuer de disposer des centres existants.

Sur le territoire Serein Armance, ce sont 12 communes sur 29 qui disposent d’un CCAS formalisé.

En 2021 un état des lieux a été réalisé par l’intercommunalité pour avoir une vision globale sur l’accompagnement des CCAS. Ainsi un questionnaire a été complété par les Communes et ce sont les résultats compilés de cette étude qui vont être détaillés ci-après (Taux de retour 27/29 communes).

Nombre de CCAS sur le territoire		14 CCAS
Nombre de Commune ayant un CCAS		12 Communes
Nombre de structures locales ayant une autre forme que le CCAS et œuvrant dans l’action sociale		4 Structures
Nombre de Commune ayant des actions à destination des personnes âgées		27 Communes
Nombre de Commune ayant des actions à destination des personnes en situation de handicaps		8 Communes
Nombre de Commune ayant des actions à destination des jeunes et adolescents		17 Communes

On constate également que certaines communes ont fait le choix d'avoir des structures plus souples œuvrant dans le domaine du sociale. C'est notamment le cas de 4 communes qui ont optées pour la création de commission dédiée ou de comité consultatif.

Les actions peuvent concerner l'ensemble des personnes en situation de fragilité : personnes âgées et handicapées, jeunes et adolescents, médiation pénale, animation des quartiers, participation aux dispositifs d'insertion sociale et professionnelle, partenariat avec Pôle emploi, missions locales, actions de prévention...

En l'occurrence, les communes de Serein Armance mettent toutes en place des actions spécifiques à destination des personnes âgées. Ces actions vont des colis de fin d'année à la création de formation à l'usage du numérique.

Le second public identifié par les communes du territoire sont les jeunes. En effet, 17 municipalités accompagnent les enfants à travers des cartes cadeaux ou des dispositifs d'animation.

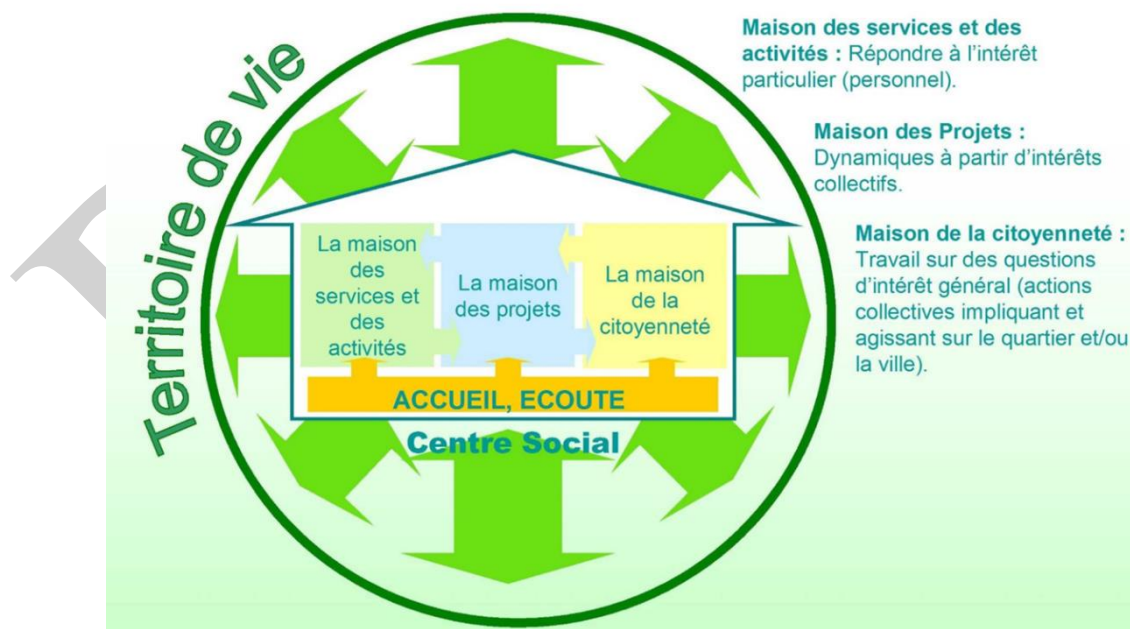
L'ensemble des actions recensées lors de cette étude sont disponibles en annexe.

③ - L'Espace Famille Florentinois, un lieu de l'Animation de la Vie Sociale

L'Espace Famille Florentinois est une Association AGASF (Association de Gestion des Activités Sociales Florentinoises), « Loi 1901 », agréée Centre Social par la Caf depuis février 1974. C'est le seul équipement de la Communauté de Communes ayant un agrément CAF « Animation de la Vie Sociale ».

L'Espace Famille Florentinois est un lieu :

- De proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueillent toute la population en veillant à la mixité sociale
- D'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets
- Acteur et au service du développement social local sur son territoire d'intervention



Ses 3 finalités concomitantes sont :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur le territoire
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité

Le centre social est animé par une équipe de professionnels et de bénévoles, il développe un projet d'animation globale, qui intègre :

- Une fonction d'accueil et d'écoute des usagers-habitants
- Des actions d'intervention sociale, avec une attention particulière aux publics fragilisés
- Une participation effective des habitants
- Une concertation et une coordination avec les professionnels et les acteurs du territoire

Cette structure de proximité, au plus près des habitants, fonde son action sur la mobilisation des habitants et des acteurs locaux. A partir d'un diagnostic territorial partagé, elle apporte des réponses sociales aux besoins des familles et aux difficultés de la vie quotidienne des personnes. Ces réponses se traduisent dans le projet social, clé de voûte pour les structures de l'animation de la vie sociale.

Le projet social est défini en fonction des ressources disponibles, et élaboré dans le cadre d'une démarche participative en associant et en favorisant l'implication des usagers/habitants, des bénévoles, et des acteurs locaux. Il favorise l'indépendance des structures dans l'orientation de leurs actions.

L'Espace Famille Florentinois à ce jour c'est :

- Un secteur accueil qui répond aux différentes demandes des habitants dans le cadre de leurs démarches administratives, orientations vers les partenaires, communication de ses activités via les partenaires et les réseaux sociaux et inscriptions pour les activités des différentes actions de la structure.
- Un secteur famille, pour répondre aux problématiques familiales, en favorisant l'épanouissement des parents et des enfants, le renforcement de la cohésion intra-familiale et les solidarités inter-familiales.
- Un ALSH périscolaire et extrascolaire en direction des enfants âgés de 3 à 12 ans.
- Un secteur sénior créé en septembre 2018 et propose diverses activités à destination d'un public âgé de 58 à 99 ans et plus (jeux de société, relaxation, gym douce, sorties culturelles...)

- Un réseau de partenaires : Le Collectif d'Entraide Florentinois est porté par l'AGASF et animé par la directrice. Il se définit comme un réseau de mutualisation des ressources du territoire pour le développement social local. Il est actif depuis 2016. Il permet à des professionnels de se rencontrer et d'échanger sur des problématiques rencontrées et d'y travailler conjointement. Une évaluation a lieu tous les deux ans et permet de vérifier l'utilité du réseau de partenaires.

Ses commissions à l'heure actuelle :

- « Rencontres gourmandes », mises en pause sur l'année 2021. Cette commission a pour objectif de mettre en relation des collégiens « décrocheurs scolaires », des résidents du foyer Coallia et des usagers du CCAS et de l'Espace Famille Florentinois dans le cadre d'ateliers culinaires,
- « Parentalité », permet de réunir les acteurs du champ de la parentalité et de réaliser des diagnostics afin de mettre en place des actions envers les familles.
- « Citoyenneté », permet dans un premier temps la mise en place de formations ou des interventions en direction des professionnels.
- « Mobilité » qui a pour objectif de diagnostiquer les problématiques et l'existant sur le territoire et de trouver des solutions pour rendre accessible l'emploi, les formations, les services à la population.
- « Logement » qui a pour objectif de créer un maillage partenarial afin d'anticiper d'éventuelles situations de surendettement et d'expulsion mais également de travailler auprès des locataires sur l'entretien du logement, des impayés de loyers, de la précarité énergétique et les troubles du voisinage.
- « Agir pour bien-vieillir » qui a pour objectif de créer maillage partenarial avec les acteurs du champ de la vieillesse pour mettre en place des actions autour de cet axe et décroiser cette tranche de population.

Le développement de la participation des habitants :

- Un Conseil d'Administration constitué d'élus mais également d'habitants qui favorise l'expression et le pouvoir d'agir au sein d'une structure pour leur territoire.
- Des animations locales permettant aux habitants de réfléchir collectivement à des thématiques qui les préoccupent (Banquet Citoyen).
- Une vingtaine de bénévoles investis dans la gouvernance et/ou les activités de l'association.

Une utilité sociale pour le territoire :

- Une structure et des services reconnus par les habitants du territoire.
- Une expertise de diagnostic via son réseau de partenaires et de ses usagers/adhérents
- Une prise en compte des problématiques du territoire en y répondant par le biais de commissions par un travail partenarial.
- Une adaptabilité pour répondre aux besoins des habitants et des partenaires dans la limite de ses missions.
- Une expertise pour répondre aux appels à projets pour développer ses services et répondre aux besoins des habitants.

L'Espace Famille Florentinois c'est aussi une mise à disposition de bureaux ou de salles.

Ce sont des mises à disposition de bureaux ou de salles pour la MDA (23), Gendarmerie (5), SESSAD (32), Coallia (1) et l'ADAVIRS (1) et les Ateliers Bons'jours (10).

Les perspectives à venir :

- Mise en place d'un accueil jeune 11-15 ans (phase expérimentale septembre 2022)
- Proposer nos actions Hors murs.
- « Aller vers » afin recueillir la parole des habitants

PROJET

C – Les autres acteurs de l’animation territoriale

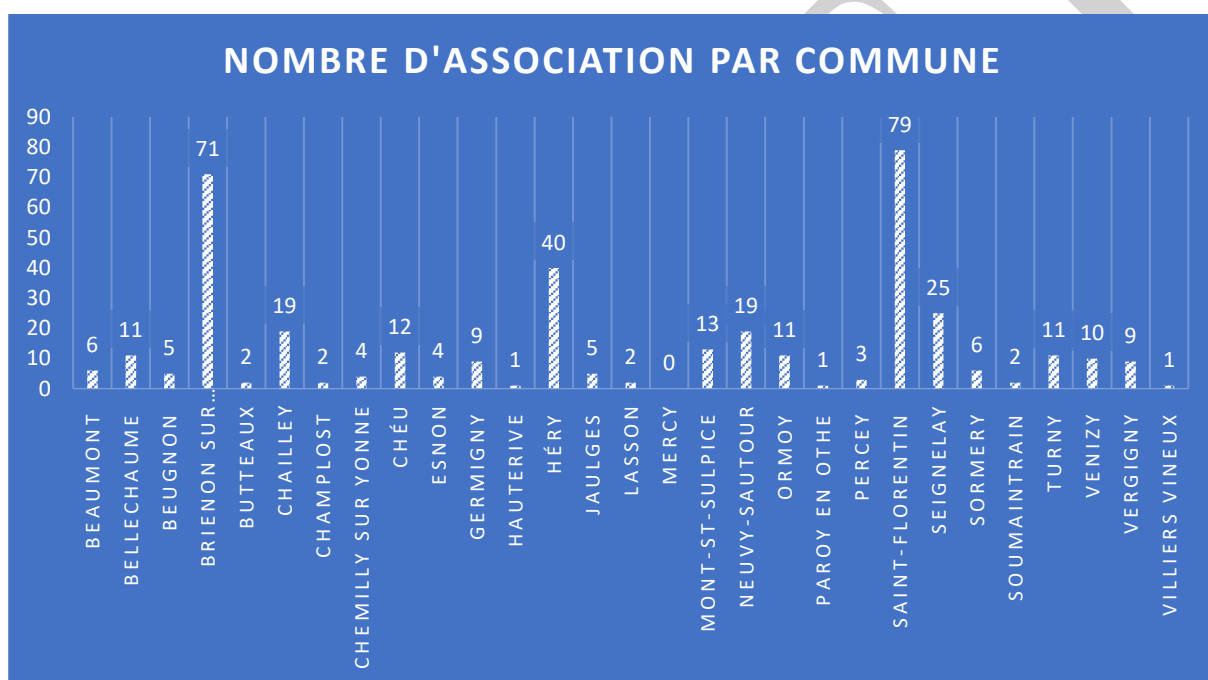
① - Les associations locales

L’office du tourisme Serein Armance recense 383 associations sur le territoire communautaire en 2021. Celles-ci s’avèrent être un vecteur important d’animation du tissu local et d’échange entre les citoyens.

En détail, on dénombre 68 associations œuvrant dans l’animation locale comme l’organisation de foires, de festivités, d’associations de parents d’élèves ou d’activités à destination des séniors. Il existe également 35 associations relevant du secteur culturel allant du théâtre, aux échanges culturels ; du cinéma à l’art musical (choral, musique, orgue).

Enfin 13 associations se destinent à la conservation et la promotion du patrimoine, 12 à défense et la préservation de l’environnement et 4 à l’aide humanitaire (Croix Rouge et Resto du Cœur).

De manière générale, on peut tirer une répartition géographique des associations déclarées en Serein Armance.



On constate que les communes ayant une population plus importante disposent d’un tissu associatif plus fourni. En revanche, il est important de relever qu’une vie associative est tout de même présente sur la quasi intégralité des communes du territoire.

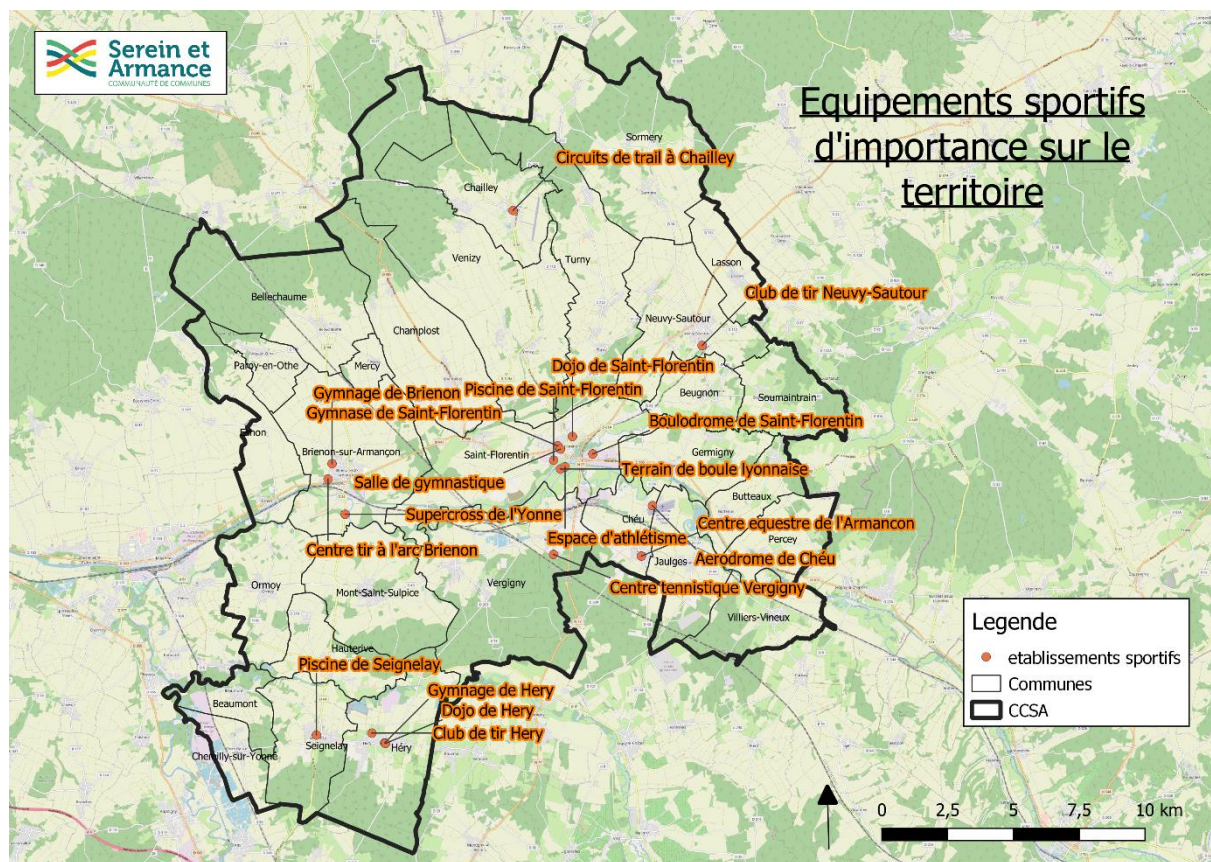
② - Focus sur l’animation sportive

En particulier les communes du territoire de Serein Armance accueillent 72 associations sportives. On recense notamment 3 associations omnisports œuvrant dans des activités plurielles sur Briennon-sur-Armançon, Héry et Saint-Florentin.

Pour ce faire, l’ensemble du territoire est doté d’équipements permettant la pratique individuel ou collective. C’est le cas de salle polyvalente, de stade de football ou de city-stade ainsi que de cours de tennis. Ces équipements sont le plus souvent mis à disposition par et pour la commune.

En revanche, il est possible d'identifier des équipements plus importants dont la spécificité va attirer des habitants des communes et des espaces voisins.

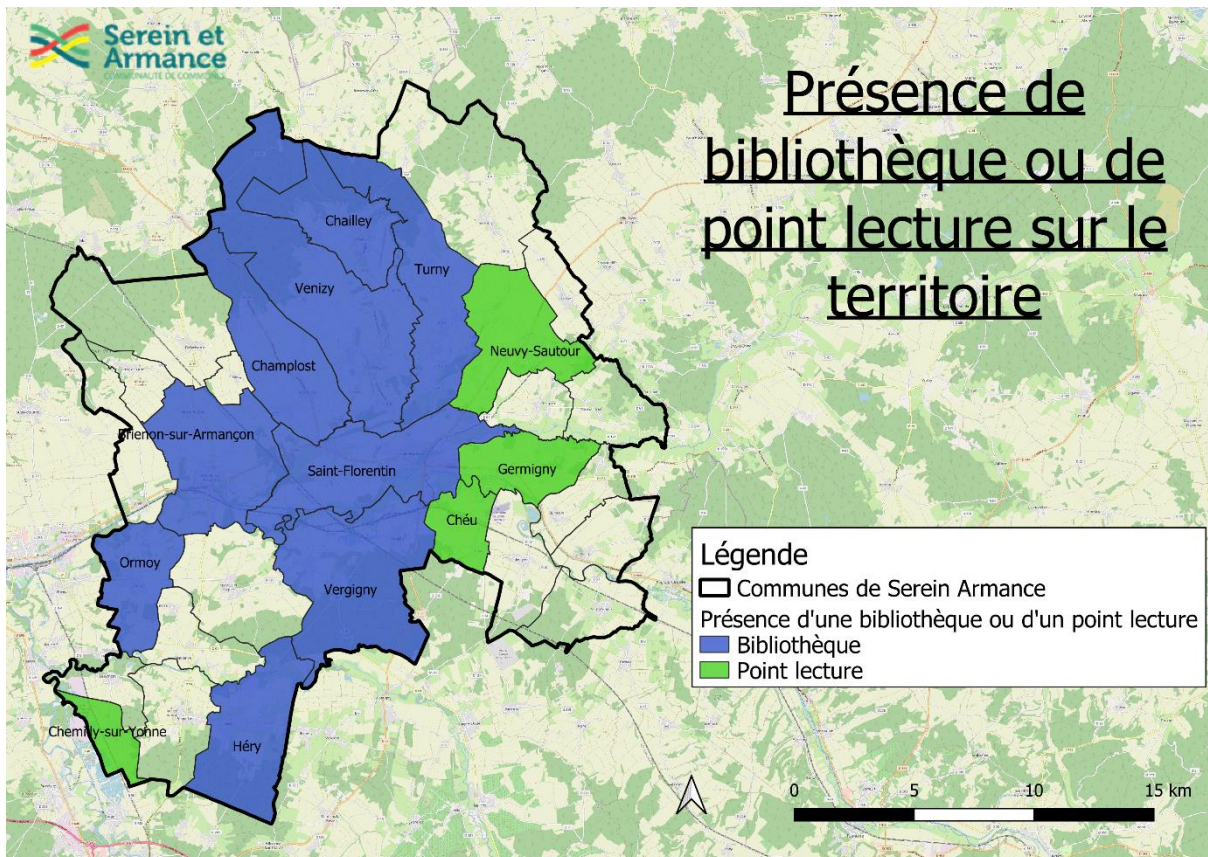
On peut ainsi identifier 19 équipements particulièrement structurants pour la pratique sportive sur le territoire.



Il est important de signaler que la pratique sportive peut également avoir lieu en pleine nature : trail, randonnée, vélo, pêche, chasse, etc. Ces activités contribuent également à l'animation de la vie sociale du territoire.

③ - Focus sur les autres animations

Il est à noter que des services publics participent également à l'animation territoriale dont les bibliothèques et médiathèques.



Par ailleurs, il faut prendre en compte les deux aires de baignade (Brienon-sur-Armançon et Saint-Florentin) qui constituent également des bons vecteurs d'animation sociale.

Enfin, sur le territoire sont présents des associations ou des sociétés spécialisées dans l'accueil d'évènement à destination des enfants/adolescents (AVL, Poney des 4 saisons, etc....). Ce sont des structures qui concourent par leurs actions à la dynamisation de l'animation sociale sur le territoire.

En parallèle, le territoire accueille chaque année des évènements culturels ou festifs (essentiellement en période estivale) qui contribuent au renforcement de l'offre d'animation du territoire

- ⇒ Festival en Othe (dont programme Festi-coccinelle à destination des centres de loisirs)
- ⇒ Forest festival (Brienon sur Armançon)
- ⇒ Théâtre perchés (Brienon sur Armançon)
- ⇒ Bistrots nomades (sur l'ensemble du territoire)
- ⇒ Diverses activités festives sur les communes du territoire

Ce sont autant d'évènements qui concourent au renforcement du lien social entre individus et les générations.

V – ACCES AUX DROITS

Définition (Robert LAFORE dans Regards 2014/2N°46) :

L'accès au droit consiste à offrir, dans des lieux accessibles à tous, des services :

- d'information sur les droits et devoirs des personnes,
- d'orientation vers les structures chargées d'assurer ou de faciliter l'exercice des droits,
- d'aide à l'accomplissement des démarches nécessaires à l'exercice d'un droit ou l'exécution d'une obligation,
- d'assistance par un professionnel compétent au cours de procédures non juridictionnelles, devant certaines commissions ou devant certaines administrations,
- de consultations juridiques et d'assistance pour la rédaction ou la conclusion d'actes juridiques.

L'accès au droit est une politique publique transversale ayant pour objectif de développer un réseau de services de proximité afin d'assurer l'égal accès de tous les citoyens au droit, et notamment les publics les plus en difficulté. L'accès au droit permet ainsi de lutter contre la pauvreté et l'exclusion des personnes les plus vulnérables et/ou les plus isolées.

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Yonne souhaite accompagner les familles allocataires dans l'ouverture de leurs droits, ouverts par la Caf ou par d'autres partenaires (Conseil Départemental, les aides extra-légales des Centres Communaux d'Action Sociale...).

La Caf soutient également les familles confrontées à des événements ou à des difficultés de la vie familiale (naissance, décès, séparation...).

Nombre de contacts allocataires du territoire ayant eu un contact avec la Caf	Nombre total de contacts	3 975
	Dont nombre de contacts physiques	827
	Dont nombre de contacts téléphoniques	3 099
Nombre de rendez-vous des droits (Travail social et Rsa)	Nombre total de rendez-vous des droits	49
	Dont Rdv Caf pour instruction du RSA	2

Ainsi, sur le territoire Serein Armance, la Caisse d'Allocation Familiale a échangé en 2020 avec 3 975 personnes. Si l'on met cela en perspective avec les 4 093 allocataires présents sur le territoire, quasiment tous ont donc été contactés au cours de l'année.

Notre étude sur l'accès aux droits se divisera en 4 parties relatives aux 4 droits principaux identifiés comme étant à enjeux sur le territoire : l'accès à la mobilité, l'accès au logement, l'accès à la santé et l'accès aux services de proximité.

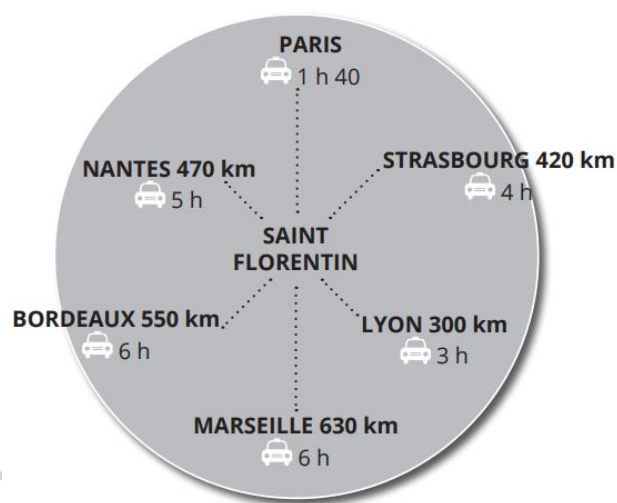
A) Mobilité

Le territoire Serein Armance était à dominante rurale, la mobilité est une composante primordiale pour les habitants et conditionnent leur accès à des services et des infrastructures.

L'espace communautaire bénéficie de désertes routières, ferroviaires et fluviales.

Au niveau routier, le territoire est traversé par la Route Nationale 77 qui relie Troyes à Auxerre. Cet axe permet notamment de rejoindre l'A6 d'un côté et l'A5 de l'autre.

Pour ce qui est transport en commun de courte portée, le territoire s'appuie sur une organisation de mobilité par des cars organisé par la SNCF. Cette solution permet de rejoindre Troyes et d'accéder à la Région Grand Est. Ainsi que sur le réseau régional Mobigo pour rejoindre Auxerre le chef-lieu départemental.



Pour rejoindre des destinations plus éloignées, la gare SNCF Saint-Florentin-Vergigny assure une déserte toutes les 2 heures vers Paris, ainsi qu'en direction de Dijon et Lyon. Cette liaison permet d'une part d'accéder à la capitale de façon sûre et rapide ce qui est une opportunité pour faciliter l'accès au territoire des résidents franciliens.

Enfin, le territoire est traversé par le canal de Bourgogne ce qui permet une mobilité fluviale et cyclable puisqu'il est longé par une piste cyclable reliant Migennes et le centre de l'Yonne à Dijon. Ces dessertes rendent donc possible la réalisation d'une boucle cyclable en Bourgogne en passant par le canal du nivernais et celui du centre.

De manière globale, l'espace intercommunal Serein et Armance bénéficie de réseaux de mobilité assez divers pour se déplacer de façon individuelle ou collective, en local ou à moyenne distance.

Cependant à ce jour, il n'existe pas de schéma de mobilité en tant que tel.

Le Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté assure des missions de service public de transport via le dispositif « Mobigo » qui relie Saint Florentin à Auxerre en ligne régulière. Il existe également des lignes de transport à la demande avec Boeurs en Othe et Arces Dilo.

Par ailleurs, une ligne SNCF TER permet d'accéder à Troyes via la liaison Auxerre-Troyes.

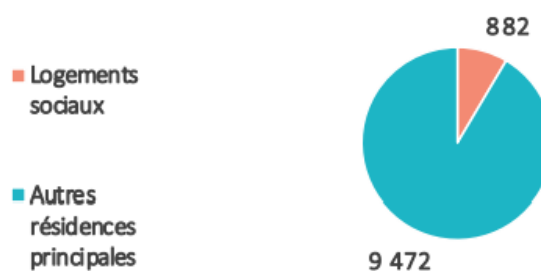
Enfin, le Conseil Régional réalise des missions de transport scolaire sur le territoire communautaire. La Ville de Saint Florentin pour sa part assure elle-même la collecte des élèves de son territoire.

B) Logement

En 2020, le nombre de logements sociaux comptabilisés pour la CC Serein et Armance était de 882 logements, soit 9% des logements.

Le nombre de logements sociaux par rapport au nombre de logement classique est relativement faible en Serein et Armance puisque le taux de logement sociaux est de 8,5% en 2020 contre 13,6% au niveau départemental.

Part des logements sociaux parmi les résidences principales



Source : RPLS, 2020

Indicateurs clés - Taux de logements sociaux*, taux de vacance, date moyenne de construction, loyer moyen, DPE* énergie D, E, F ou G (énergivore)

	Taux de logements sociaux	Taux de vacance du parc social	Date moyenne de construction	Loyer moyen au m ²	DPE égal à D, E, F ou G
CC Serein et Armance	8,5%	5,8%	1978	5,0 €	86%
Saint - Florentin	31,4%	5,8%	1975	5,0 €	86%
Yonne	13,6%	4,5%	1981	5,2 €	77%
Bourg. - Franche - Comté	14,8%	5,3%	1979	5,3 €	69%
France métropolitaine	16,1%	2,8%	1982	5,9 €	56%

Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2020

En revanche on constate une perméabilité énergétique des logements, 86% de ceux-ci ont sont très consommateur en énergie contre 69% en Bourgogne-France-Comté.

Plus spécifiquement concernant le logement adapté aux personnes âgées, nous avons vu précédemment que les besoins étaient relativement importants sur le territoire : 14,1 % des plus de 75 ans vivent dans un établissement pour personnes âgées en Serein et Armance en 2018.

Ainsi pour faire face à cette demande, le territoire est équipé de 4 maisons de retraite :
2 structures publiques

- ⇒ Résidence les Hortensias (Saint-Florentin)
- ⇒ Résidence Joséphine Normand (Brienon-sur-Armançon / Seignelay)

2 entités privées

- ⇒ Résidence Saint-Charles (Saint Florentin)
- ⇒ Résidence Saint-Loup (Brienon sur Armançon)

A noter, que 2 résidences « seniors » sont en cours de construction sur le territoire
(Données statistiques à venir)

C) Accès aux soins

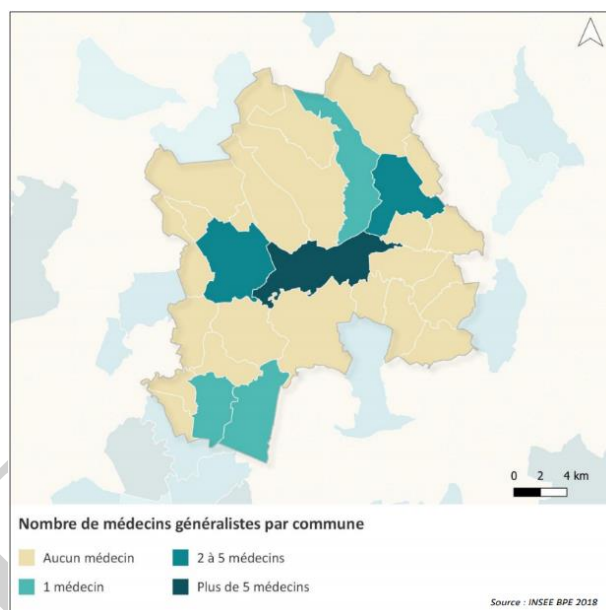
Il convient également, dans l'accessibilité aux droits, de s'intéresser à l'accessibilité sanitaire. En effet, la couverture médicale est un enjeu important pour les territoires et à fortiori dans les territoires à dominance rurale comme la CCSA.

En matière de médecine générale, en 2020, on dénombrait 16 médecins généralistes présents sur la Communauté de Communes.

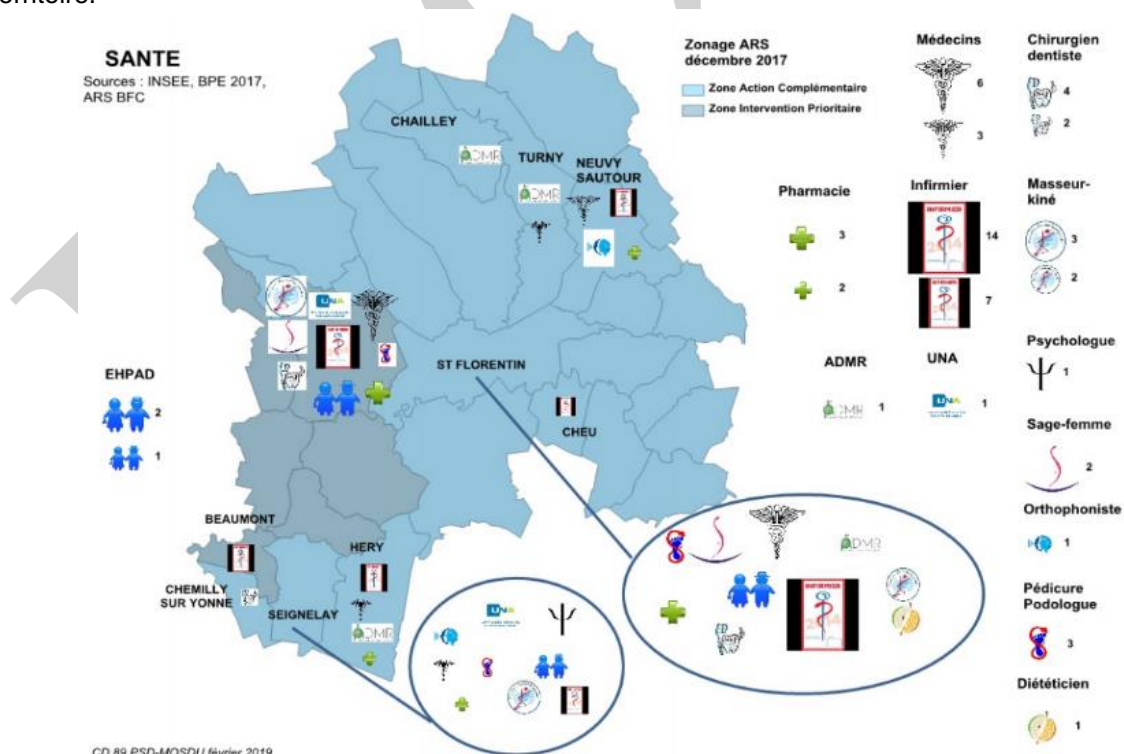
Ceux-ci s'établissent sur les communes centrales ou proche-auxerroise, à savoir, Briennon-sur-Armançon, Héry, Neuville-Sautour, Saint-Florentin, Seignelay et Turny.

A titre de comparaison, en Bourgogne en 2020, on dénombrait une densité de 80 médecins généralistes pour 100 000 habitants ; alors que cette densité n'est que de 65 en Serein Armançon.

Le territoire n'est donc pas dans une situation de fragilité totale, mais fait partie de la fourchette basse en termes de densité médicale pour la médecine générale.



Après ces éléments de contextes sanitaires, intéressons-nous aux autres professionnels de santé présents sur le territoire.



Les services de santé se positionnent dans les centres urbains : Briennon-sur-Armançon, Héry Neuvy-Sautour, Saint-Florentin, Seignelay.

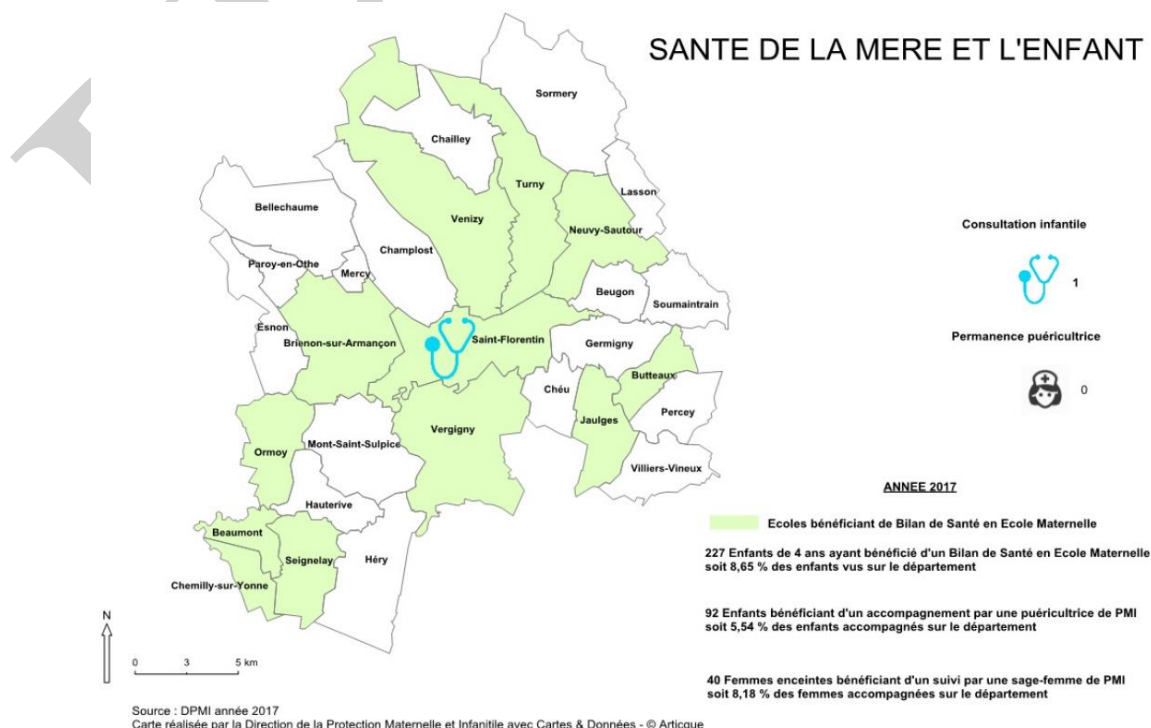
De même, on remarque que ce sont ces communes qui accueillent les services d'aides à la personne.

SERVICES D'AIDE A DOMICILE PRESTATAIRES AUTORISÉS ET HABILITÉS À L'AIDE SOCIALE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'YONNE	
UNA SEIGNELAY - BRIENON – BONNARD - BASSOU	BRIENON-SUR-ARMANCON
ADMR DE CHAILLEY	SAINT-FLORENTIN
ADMR D'HERY	HERY
ADMR DE SAINTFLORENTIN	SAINT-FLORENTIN
SERVICES D'AIDE A DOMICILE PRESTATAIRES AUTORISÉS ET NON HABILITÉS À L'AIDE SOCIALE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'YONNE	
ADOMSERVICES ARSL	BRIENON-SUR-ARMACON
ETABLISSEMENT ADULTES HANDICAPES	
Foyer Adultes Handicapés Joséphine Normand	BRIENON SUR ARMANCON
ACCUEIL FAMILIAL POUR ADULTE	
2 Places	BRIENON SUR ARMANCON
3 Places	SAINT FLORENTIN

Focus Santé infantile :

Ayant un point d'attention particulier concernant la médecine infantile.

D'après l'INSEE, le taux de mortalité infantile en 2017 dans l'Yonne est de 4,3 pour 1 000 enfants. Pour comparaison, la moyenne Française est de 3,8 pour 1 000. Le département se classe donc 19^{ème} (14^{ème} en France Métropolitaine) en terme de dangerosité de mortalité infantile.



Concernant le suivi médical infantile, d'après les données départementales de 2017, ce sont 227 enfants de 4 ans qui ont bénéficié d'un bilan de santé en école maternelle. Cela représente 12 communes du territoire qui ont pu bénéficier de cet accompagnement.

D) Accès aux services publics de proximité

L'accès aux droits passent par l'accueil physique des personnes. Le territoire intercommunal de la CCSA étant relativement rural, un enjeu tout particulier se dessine quant à la présence des services publics.

Ceux-ci sont relativement présents sur Briennon-sur-Armançon, Saint-Florentin et Seignelay grâce au travail des centres sociaux et des Maisons France Service. Ceux-ci s'appuient sur plusieurs structures comme Pôle Emploi, la mission locale, l'ADIL, etc. ... qui effectuent des permanences sur ces communes.

Accueil des services publics/sociaux

Sources : INSEE BPE 2017

Permanences ADAVIRS

ADAVIRS 1

Permanence Mission locale

Mission Locale 1

Permanences ADIL

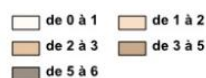
adil 1

Permanences CIDFF

CidFF 1

CD 89 PSD-MOSDU février 2019

Part des allocataires RSA dans la population en novembre 2018



MSAP et projet MSAP

Maison France Service 1

Centre social

Centre social 1

CCAS

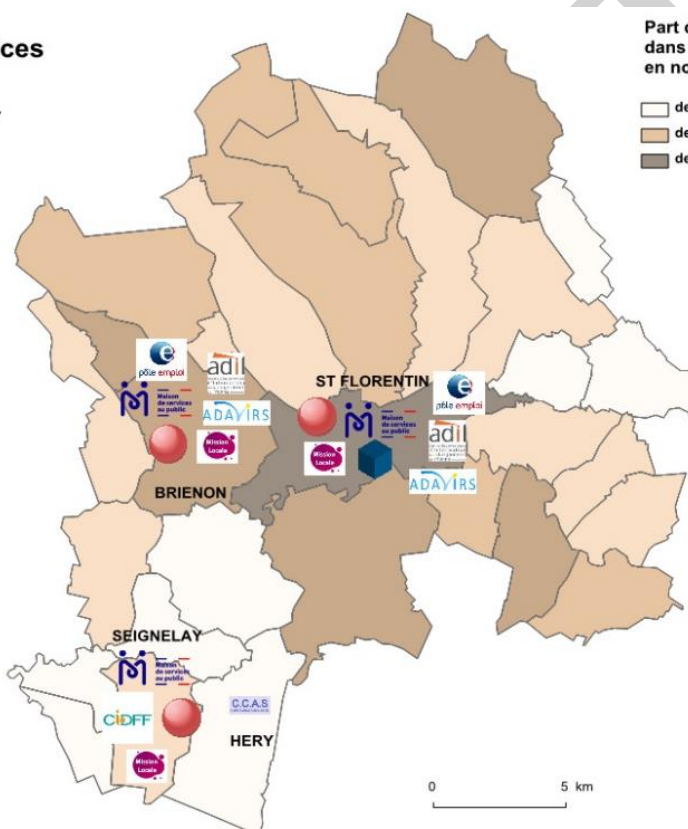
CCAS 1

Permanences sociales du CD

Permanences sociales du CD 1

Réseau partenarial Pôle Emploi

Pôle emploi 1



Pour permettre l'accessibilité d'autres services publics sur le territoire, le Conseil Départemental de l'Yonne met en place un bus labellisé France Services. Celui-ci se déplace à Chailley et à Neuvy-Sautour une demi-journée par mois pour proposer un accès aux services publics.

Les référents du Bus ont un contact privilégié avec 10 partenaires associés : Assurance Maladie, Allocations Familiales, Caisse de Retraite, La Poste, Justice, Ministère de l'Intérieur, MDPH, MSA, Pôle Emploi, Finances Publiques.

Le Conseil Départemental va également mener d'autres politiques via sa nouvelle méthodologie d'intervention sociale.

Le service social sera accessible à tous les publics, sans exception. Les travailleurs sociaux seront à présent sectorisés. Sur le territoire de Communauté de Communes 5 travailleurs sociaux seront inscrits.

Ils proposeront au quotidien un accueil social de proximité, qui visera à offrir un premier niveau d'écoute et de réponse aux personnes concernées et aux partenaires relais.

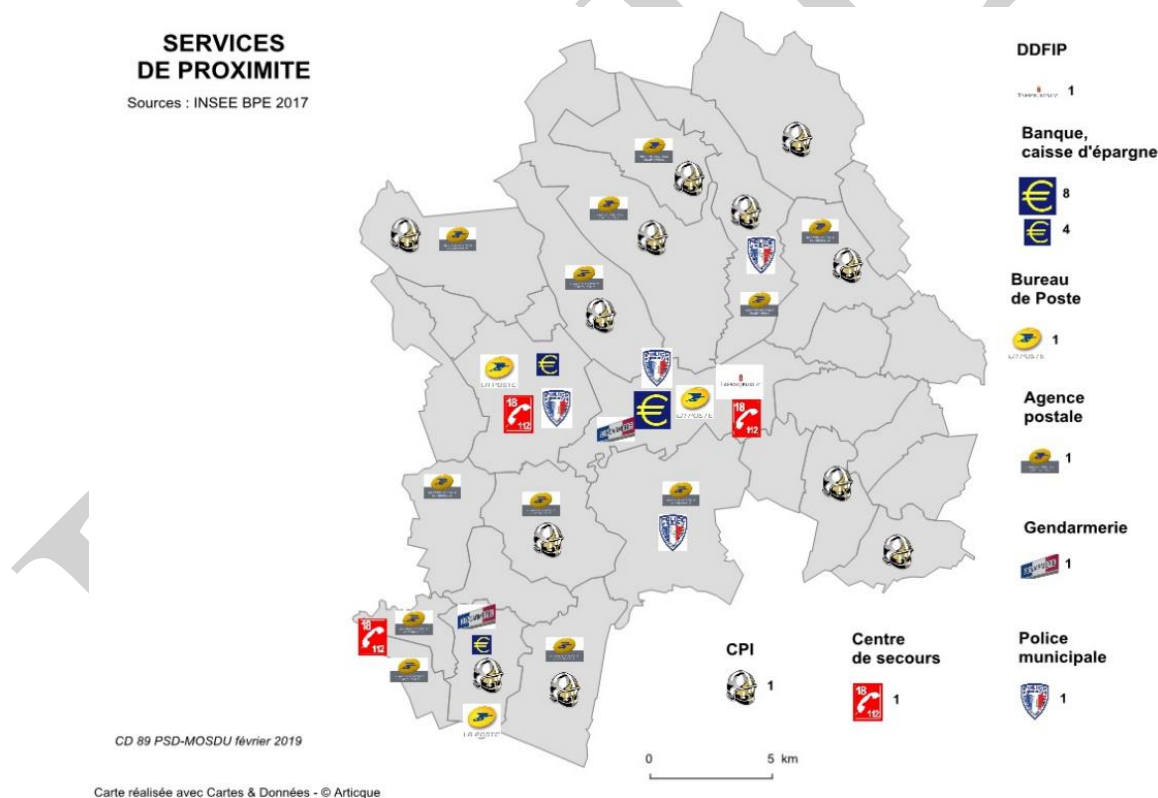
Les travailleurs sociaux du département auront pour mission de recevoir les publics au plus près des lieux de permanences territorialisés. Ils pourront également, au besoin, réaliser des visites à domiciles.

Ces accompagnements sociaux individualisés sont dits « globaux ». Le travailleur social investit avec la personne concernée l'ensemble des difficultés ou des problématiques repérées (accès aux droits, emploi, logement, handicap, vieillissement, éducation, budget, santé, etc.), il est le référent de la personne durant toute la durée de l'accompagnement.

Ce travail mené par le département viendra en complément de l'action des 14 CCAS sur le territoire (dont 3 sur la commune de Vergigny). Ceux-ci permettent d'identifier les besoins des populations au plus près des habitants et de trouver des solutions concrètes, voire de les rediriger vers les services compétents, au besoin les travailleurs sociaux des services départementaux.

Sans disposer de CCAS, 4 communes du territoire s'organise autour de commission dédiée pour résoudre les problèmes des habitants.

La question de l'accessibilité des services de proximité est également un enjeu dans l'accès aux droits. On parle ici de services tertiaires comme les établissements de dépôts et de crédits, des services postaux, mais également des services d'urgence : gendarmerie et pompiers.



Ainsi, on constate que si la plupart des services sont accessibles dans les centres les plus urbains, certaines communes n'accueillent plus aucun service de proximité.

Annexe 1

Données statistiques globales actualisées

Années	CCSA				YONNE	
	2017	2018	2019	Moyenne sur 3 ans	2019	Moyenne sur 3 ans
Enfants inscrits par place en EAJE (PSU)*	2,6	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7
Assistants maternelles en activité pour 100 enfants Caf < 3 ans	19,4	18,3	16,9	18,2	16,0	17,0
Nb. moyen d'enfants < 6 ans gardés par une assistante maternelle	3,5	3,5	4,0	3,7	3,5	3,4
% des assistantes maternelles accueillant 5 enfants ou +	21,5%	20,0%	28,0%	23,2%	27,2%	26,2%
Montant du salaire mensuel moyen net des assistantes maternelles	920,2 €	932,9 €	1 053,7 €	969 €	1 088,2 €	1 030 €
Enfants gardés sur le territoire par une assistante maternelle	429	372	366	377	4 978	5 239
% des assistantes maternelles de 60 ans et plus	12,4%	13,9%	17,0%	14,4%	14,9%	13,9%
Enfants Caf < 3 ans	623	627	590	613	8 812	8 926
Familles Caf avec enfants < 3 ans	581	583	550	571	8 095	8 210
Dont % de monoparents	13,4%	13,4%	13,1%	13,3%	15,6%	15,2%
Dont % des parents Caf qui travaillent (couples les 2 salariés ou mono salarié)	49,9%	52,7%	51,5%	51,3%	Source CAF 2021	

Annexe 2

Résultat de l'étude menée en 2021 sur les actions menées par les Communes sur le champ de l'Action Sociale

	Organisation	Actions menées			
Communes		Personnes âgées	Personnes en situation de handicap (PSH)	Accompagnement des jeunes et adolescents	Divers
Beaumont	Pas de CCAS	Colis Secours d'urgence			3 Logements sociaux Aides financières ponctuelles
Bellechaume	CCAS Nombre de bénévoles : 5	Colis fêtes de fin d'année			Secours d'urgence Aides à l'hébergement Aides financières ponctuelles
Beugnon	Pas de CCAS	Colis Accompagnement personnalisé et aides administratives			Apéritif au repas républicain du 14 Juillet Organisation des vœux du Maire
Brienon-sur-Armancon	CCAS Agents : ½ ETP	Colis Aide alimentaire Accompagnement personnalisé et aides administratives	Aides administratives et orientation vers les partenaires		Aide dans les démarches administratives Banque alimentaire Accès aux soins et à la prévention sanitaire
Butteaux	CCAS 8 Bénévoles	Colis	Pas de demandes	Don d'un dictionnaire à l'entrée en 6ème Centre de loisir à Germigny	Attention particulière aux enfants non scolarisés
Chailley	Pas de CCAS Commission dédiée à l'action sociale composée de 6 élus et de bénévoles	Colis Secours d'urgence Aide alimentaire (croix rouge) Accompagnement personnalisé des personnes seules ou en difficultés Aide administrative	Aide administrative au montage des dossiers MDPH	Collaboration avec le centre de loisir les galoupiots de Champlost pour le periscolaire car proximité Crèche associative sur Chailley Une sortie des jeunes avec notre propre car Colis et spectacle de Noël Adaptation d'une salle pour la pratique du sport collectif Création d'un city stade	La tâche de la commission est d'identifier les personnes en difficulté pour les orienter au mieux afin d'obtenir de l'aide Secours d'urgence (CPI) Aide alimentaire (croix rouge) Médiation pénale (tuteur TIG) et suivi des jeunes à la demande de la justice Mobilité offerte par les 2 cars de la commune Embauche de jeunes en contrats aidés

Champlost	Pas de CCAS	Colis de noel ou repas offert au +70 ans et résident maison de retraite Secours d'urgence + prise de contact avec les familles et les services sociaux si besoin		Accueil périscolaire ALSH les galoupios avec restauration scolaire Activités extrascolaires Les galoupios by Germin'Kids	Lien avec le centre d'action médico-social de Migennes
Chemilly-sur-Yonne	Pas de CCAS	Aides alimentaires Vaccination Besoins ponctuels			Secours d'urgence Banque alimentaire : distribution de produits frais ou secs
Chéu	Pas de CCAS	Colis des ainés	Aucunes demandes	Jouets aux enfants Partenariat avec l'école	Aides exceptionnelles sur demandes justifiées
Esnon	Pas de CCAS	Colis			
Germigny	Pas de CCAS Comité consultatif Solidarités, Fêtes et Cérémonie avec 4 habitants et 4 élus	Gouter de fin d'année Colis de Noel Repas de Noël en Janvier Secours d'urgence et appels réguliers en période canicule ou pandémie Association Amitiés Germinoise pour l'activité des ainés	Accompagnement personnalisé et aide administrative	Arbre de Noël + jouets pour les enfants Germi'Kids sur la commune avec accueil périscolaire, restauration et centre de loisir. Mise à disposition de locaux et de moyens par la commune	Association Etoile germinoise pour la remise en forme Accompagnement personnalisé des personnes n cas de besoin : décès, aide administrative
Hauterive	CCAS 9 Bénévoles	Repas des ainés : repas + animation Visite à domicile, secours d'urgence Aide administrative		Arbre de Noël et cadeaux pour les enfants Gouter ou festivités	
Hery	CCAS Nombre d'agent : 0.1 ETP Nombre de bénévole : 6	Colis Secours d'urgence Aide alimentaire Accompagnement personnalisé Aides administratives Transports ponctuels	Accompagnement personnalisé Partenariat avec la MDPH Aides administratives		Secours d'urgence Aide alimentaire Aides financières ponctuelles
Jaulges	Pas de CCAS Comité consultatif d'aide sociale	Colis distribué aux personnes de plus de 75 ans qui ne participent pas au repas de fin d'année organisé par la Commune		Accueil périscolaire, Cantine et Centre de Loisirs les mercredis et vacances scolaires dans le	

				cadre d'un Contrat Enfance Jeunesse Commune-Caf avec les Caribouts	
Lasson	Pas de CCAS	Colis			Animation du village par le comité des fetes
Mercy	Pas de CCAS	Repas et colis de fin d'année pour les personnes de plus de 70 ans Accompagnement personnalisé			Surveillance des personnes vulnérables par le Maire et les adjoints
Mont-Saint- Sulpice	CCAS 11 Bénévoles	Colis Secours d'urgence Aide alimentaire Accompagnement personnalisé lors canicule ou pandémie Mise en place de formation au usages numériques	Pas de demande	Cadeau de naissance au nouveaux nés du village	Identification des besoins, conseil et assistance en cas de difficultés financières Secours d'urgence et aide alimentaire via la banque alimentaire Appui administratif et aide au dossier pour la médaille de la famille
Neuvy- Sautour	CCAS Nombre de bénévoles : 20 Pas de partenariat avec des associations locales	Colis			Aide alimentaire
Ormoy					
Paroy-en- Othe	Pas de CCAS Animation par l'association communale « Loisirs et Fetes »	Colis de fin d'année aux personnes de plus de 70 ans Accompagnement personnalisé si demande Partenariat avec la Commune de Joigny pour la vaccination	Installation de nouveaux équipements en prenant en compte la situation des PSH	Carte cadeau aux jeunes diplômés de l'année et aux enfants de moins de 12 ans à Noël A l'écoute des besoins des jeunes	Entraide de voisinage
Percey	Pas de CCAS Commission d'Action Sociale	Colis ou repas Accompagnement personnalisé Instruction de dossiers	Accompagnement Instruction de dossiers	Participation des enfants du RPI (BUTTEAUX, GERMIGNY, PERCEY) au centre de loisir de GERMIGNY Transport scolaire du midi (RPI)	Accompagnement personnalisé des personnes en situation de fragilité Lien avec la Mission Locale de Saint-Florentin et Négociations pour aménagement de contrats aidés
Saint- Florentin	CCAS Nombre d'agent : 1 Nombre de bénévole : 2	Colis de Noël en faveur des personnes âgées de + de 75 ans	Aides aux personnes dans leur démarches de demande MDPH	En lien avec le centre de loisir Service Animation Jeunesse	Aides alimentaires Aides financières Domiciliation : Personnes hébergées ou SDF

		<p>Semaine bleue (organisation après-midi récréative)</p> <p>Aide alimentaire d'urgence</p> <p>Suivi du RPFI (Répertoire des Personnes Fragiles et isolées – Plan canicule, Plan grand froid, Plan sanitaire)</p> <p>Instruction des demandes d'aides sociales (Placement EPHAD)</p> <p>Aides Administratives</p> <p>En lien avec Conseil Départemental de l'Yonne (A.S – MAIA : Méthodes D'Actions pour l'Intégration des mesures d'Aides en faveur des personnes âgées fragiles vulnérables dans la précarité)</p>		<p>En lien avec la mission Locale de l'Auxerrois</p> <p>Orientation sur DAQ (Dispositif en Amont de la Qualification – FLE (Français Langues Etrangères)</p> <p>En lien avec l'Espace Famille (réseaux de partenaires)</p>	<p>Victimes de Violences Intra-Familiales</p> <p>Re-logement d'urgence</p> <p>DOMANYS (Commission logement)</p> <p>Contact avec SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation)</p>
Seignelay	<p>CCAS</p> <p>3 bénévoles + 7 élus</p>	<p>Aide alimentaire</p> <p>Gouter et repas des aînés + distribution de chocolat + cadeaux</p>		<p>Maison de l'Enfance Marcelle ROBINEAU : periscolaire et extrascolaire</p> <p>Accueil et ateliers pour les adolescents</p> <p>Partenariat avec la mission locale via l'Espace France Service</p>	<p>Assistante sociale+ les Camions du cœur</p> <p>Bons alimentaires</p> <p>Aides financières : classes de neige si difficultés financières pour les familles</p> <p>Médiation pénale</p> <p>Logements sociaux</p> <p>Bus pour les marchés Migennes et Auxerre</p>
Sormery					
Soumaintrain	<p>Pas de CCAS</p>	<p>Colis au personnes âgées</p>			
Turny	<p>CCAS</p> <p>Bénévoles : 3 + 4 élus</p> <p>Agents : 0.5 ETP</p>	<p>Appels téléphoniques pour condition climatique, vaccination ou accompagnement</p> <p>Colis et repas des personnes âgées</p> <p>Aides financières dans les cas difficiles</p>			<p>Aides alimentaires</p> <p>Secours d'urgence</p> <p>Aides administratives</p>

Venizy	CCAS 10 bénévoles	Colis Secours d'urgence Accompagnement personnalisé (entrée en EPHAD, vaccination, livraison de médicaments, télé assistance avec l'ADMR) Aides administratives Festivités de fin d'année	Accompagnement des personnes à mobilité réduite chez les professionnels de santé Aides administratives Atelier tutoré de fleurissement de la commune	Centre de loisir avec les Galoupiots à Champlost Creche avec Pomme d'Api à Chailley	Aides administratives Suivi au quotidien des personnes isolées ou fragiles (réseau d'accompagnement) Organisation de stage de formation à l'outil numérique Subvention à des associations : La Croix rouge, le CIFA, le CFA, Alzheimer89, ADMR Animation de quartier
Vergigny	3 CCAS Bénévoles : 17 Vergigny + 5 Bouilly + 5 Rebourseaux	Colis alimentaire offert en fin d'année aux personnes âgées de plus de 70 ans Secours d'urgence Une aide ponctuelle, sous forme de bon alimentaire, peut- être donnée aux personnes en difficulté			Secours d'urgence Aides alimentaires
Villiers- Vineux	Pas de CCAS	Colis de fin d'année Aide et accompagnement ponctuels pour certains dossiers administratifs.		Participation au Syndicat mixte de Bernouil-Carisey- Dyé-Jaulges- Villiers-Vineux (les Caribouts) pour l'activité péri et extra- scolaire	

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

COMMUNAUTE DE COMMUNES SEREIN ET ARMANCE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
RPE	LES PAPILLONS - 2 Bis, Rue du 11 Novembre - 89210 BRIENON-SUR-ARMANCON
RPE	LE P'TIT POUCET - 10, rue Mozart - 89110 SAINT-FLORENTIN

BRIENON SUR ARMANCON	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	L'ILE AUX ENFANTS - 2 Bis, rue du 11 Novembre - 89210 BRIENON-SUR-ARMANCON
ACM	ACM Madeleine et Robert Renvoisé – 2 Bis, rue du 11 Novembre – 89210 BRIENON-SUR-ARMANCON

CHAILLEY	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	POMME D'API - Rue des Eaux Bues - 89770 CHAILLEY
ACM	ACM COMMUNAL - 1, place de la Mairie - 89770 CHAILLEY

CHAMPLOST	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	LES GALOUPLOTS - 2, ruelle de la Poste – 89210 CHAMPLOST

GERMIGNY	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	GERMIKID'S - Route de Tonnerre - 8960 GERMIGNY

HÉRY	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	LES PETITS HÉRISSONS - 15, rue de l'Eglise - 89550 HERY

JAULGES	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	LES CARI'BOUTS - 3, rue des Chevannais - 89360 CARISEY

MONT SAINT SULPICE	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	MAISON DE L'ENFANCE Marcelle ROBINEAU - 24, rue Gatelot - 89250 SEIGNELAY

SAINT-FLORENTIN	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	TOM POUCE - 10, rue Mozart - 89110 SAINT-FLORENTIN
ACM	LES P'TITS FLO - ESPACE FAMILLE FLORENTINOIS - 15, rue de l'Hôtel de Ville – 89600 SAINT-FLORENTIN
ACM	ACM Municipal – Place Louis Dubost - 89600 SAINT-FLORENTIN
Centre Social	ESPACE FAMILLE FLORENTINOIS – 15, rue de l'Hôtel de Ville – 89600 SAINT-FLORENTIN

SEIGNELAY	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	MAISON DE L'ENFANCE Marcelle ROBINEAU - 24, rue Gatelot - 89250 SEIGNELAY
Accueil Adolescents	MAISON DE L'ENFANCE Marcelle ROBINEAU - 24, rue Gatelot - 89250 SEIGNELAY

VILLIERS-VINEUX	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
ACM	LES CARI'BOUTS - 3, rue des Chevannais – 89360 CARISEY



TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
SEREIN ET ARMANCE

CONVENTION TERRITORIALE
GLOBALE
2022 - 2026

FICHES ACTION

Septembre 2022

AXE :	1 - Petite enfance
ENJEUX :	1.1 - Nécessité d'identifier les besoins du territoire
NOM DE L' ACTION :	APPROFONDIR LES DIFFERENTS BESOINS EN MATIERE DE MODE DE GARDE DES 0 – 3 ANS
DIAGNOSTIC :	Méconnaissance des besoins du territoire Besoin d'approfondir le diagnostic sur la connaissance des besoins Interrogations sur les modalités de prise en charge des enfants de 2 à 3 ans dans l'accueil collectif et par les assistantes maternelles
PUBLIC CIBLE	Familles actuelles et en devenir
OBJECTIFS OPERATIONNELS :	Adapter l'offre territoriale aux attentes de la population ⇒ Recenser les besoins (faire en sorte que les parents se manifestent et remontent leurs besoins) ⇒ Adapter l'offre de service en conséquence
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	Identification des structures et personnes ressources ⇒ (PMI, professionnels de santé, AM, Education Nationale (informer l'Inspecteur et le mettre au courant de la démarche), Communes, CCAS, crèches, RPE ⇒ Mobilisation des données statistiques (PMI – Etat civil - CAF/MSA) Conception d'outils de recensement des besoins ⇒ Mise en place d'un questionnaire et d'outils de partage d'information communs (charte graphique, outils de communication) Diffusion du questionnaire ⇒ Faire circuler le questionnaire lors des événements des partenaires et ceux de la CCSA ⇒ Opérations Portes ouvertes et autres événementiels ⇒ Mobilisation des partenaires <ul style="list-style-type: none"> • Education nationale + Dispositif spécifique de l'Education Nationale pour accompagner les parents récemment immigrés qui ne peuvent pas faire garder leurs enfants durant les cours (OEPRE). • Tout lieu d'information sur les services publics
CALENDRIER :	⇒ Fin 2022 – début 2023 : travail en groupe ⇒ Printemps 2023 : fin du travail en groupe et définition des outils ⇒ Juin 2023 : Questionnaires et outils de communication opérationnels ⇒ 2ème semestre 2023 : phase de diffusion des supports/outils ⇒ Exploitation des résultats : 1 ^{er} trimestre 2024 pour un état des lieux stabilisé au printemps 2024

PILOTES :	<i>Communauté de communes Serein et Armance</i>
PARTENAIRES SOLLICITES	Communes Département de l'Yonne CAF/MSA Comité technique : professionnels et élus
INDICATEUR DE RESULTAT :	Réalisation des outils de recensement des besoins Déploiement Outils Diagnostic détaillé réalisé
INDICATEUR D'AVANCEMENT/D'EVALUATION :	Mise en place du groupe de travail sur l'élaboration des outils de recensement (+ Nombre de réunions organisées et origine des participants) Elaboration des outils Lancement de la campagne de recensement Nombre de questionnaires diffusés et retournés Diagnostic réalisé en printemps 2024

AXE :	1 - Petite enfance
ENJEUX :	1.2 - Valoriser le travail des Assistantes Maternelles
NOM DE L' ACTION :	VALORISER ET ACCOMPAGNER LES ASSISTANTES MATERNELLES DANS LEUR METIER
DIAGNOSTIC :	Nécessité de rompre l'isolement des professionnelles et les accompagner Nécessiter de mettre en valeur le métier d'assistante maternelle
PUBLIC CIBLE	Les assistantes maternelles du territoire actuelles et en devenir
OBJECTIFS OPERATIONNELS :	Renforcer l'accompagnement des assistantes maternelles du territoire Renouveler les générations via une valorisation du métier d'assistantes maternelles Faire connaître le métier d'assistantes maternelles
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	<p>Pour les assistantes maternelles en place : Identifier les points de fragilité du métier d'assistante maternelle, la compréhension des freins, développer les entretiens... Organiser des temps d'échange, ateliers d'éveil, analyse de la pratique, Déplacement des animatrices sur le territoire Renforcement de la mobilisation des AM lors des ateliers d'éveil</p> <p>Recenser les attentes des assistantes maternelles Renforcer l'accompagnement Améliorer la visibilité du RPE et communiquer sur son rôle</p> <p>Pour favoriser l'arrivée de nouvelles assistantes maternelles Déploiement d'outil de présentation du métier (Évènement annuel pour informer sur le métier d'Assistante maternelle) - Participer aux réunions d'information du Département (RIPA) Intégrer les besoins en assistantes maternelles dans les démarches de recrutement lancées sur le territoire (forum emploi, ...) Diffuser l'information dans des événements ouverts à la population</p>
CALENDRIER :	<p>Pour les assistantes maternelles en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Année 2023 : Lancement de la démarche de recensement des freins et des besoins ↳ Début 2024 : déploiement de programmes d'actions spécifiques en 2024 <p>Pour la promotion du métier d'assistantes maternelles</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Début 2023 : élaboration d'outils de communication à destination du grand public en s'appuyant sur les référentiels du Département de l'Yonne ↳ Printemps/été 2023 : déploiement des outils et intégration dans les démarches de médiation entre employeur et demandeur d'emploi
PILOTES : PARTENAIRES :	Communauté de communes Serein et Armance
PARTENAIRES SOLLICITES	CAF/MSA Département de l'Yonne Assistants maternelles Partenaires du secteur de l'emploi

INDICATEUR DE RESULTAT :	<p>Identification détaillée des freins/besoins</p> <p>Déploiement de mesures d'accompagnement</p> <p>Réalisation et déploiement d'outil de valorisation du métier d'assistantes maternelles</p> <p>Accroissement du nombre d'assistantes maternelles et renouvellement des générations</p>
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	<p>Observer la participation aux réunions et aux actions</p> <p>Retour global sur les démarches de discussion avec les assistantes maternelles en place</p> <p>Pérennisation de la professionnalisation</p> <p>Nombre d'appels, nombre de retours</p>

AXE :	1 - Petite enfance
ENJEUX :	1.3 - Consolider la place des Etablissements d'Accueil des Jeunes Enfants
NOM DE L'ACTION :	ADAPTER L'OFFRE D'ACCUEIL COLLECTIF AUX BESOINS DU TERRITOIRE
DIAGNOSTIC :	Aujourd'hui, le territoire connaît une saturation de structures d'accueil (collective ou assistantes maternelles) avec des listes d'attentes Par ailleurs nécessité d'étudier les perspectives liées à une offre limitée d'accueil sur la partie Héry-Seignelay Enfin, les communes ont exprimé de fortes interrogations quant à la pérennité du financement des EAJE (crèches) qu'elles portent.
PUBLIC CIBLE	Etablissement d'accueil de jeunes enfants EAJE (crèches)
OBJECTIFS OPERATIONNELS :	Conforter la place des EAJE sur le territoire Faire émerger une nouvelle structure d'accueil collectif sur le territoire Pérenniser leur viabilité économique
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	<p>Renforcer la place des EAJE (crèches) déjà implantés</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mieux identifier les différences de prestations/offre entre halte-garderie, crèches, méconnaissance des dispositifs => définition d'une campagne de communication sur le territoire à destination des familles ↳ Améliorer le traitement des demandes notamment face aux problèmes de candidatures multiples sur les différents EAJE (crèches) ↳ Faire émerger une forme de coopération plus souple que le dispositif « guichet unique » <p>Développer une nouvelle structure d'accueil collectif sur le secteur Héry-Seignelay</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mise en place d'un groupe de travail associant les porteurs du projet avec les acteurs locaux de la petite enfance (dont une concertation avec les assistantes maternelles) ↳ Identification du modèle de structure à mettre en place (micro crèches (1 ou 2), ...) ↳ Elaboration du plan d'affaire et de développement (y compris volet financier) <p>Pérenniser la viabilité économique des EAJE (crèches)</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Conforter la présence des partenaires institutionnels de l'accueil de jeunes enfants : CAF/MSA et Département de l'Yonne ↳ Proposer un mode opératoire commun autour de la solidarité financière entre les communes porteuses des EAJE (crèches) et les communes utilisatrices - Elaborer des pistes de participation partagées pour l'ensemble des EAJE ↳ Laisser la liberté aux EAJE d'accueillir des enfants de tous horizons
CALENDRIER :	<p>Renforcement de la place des EAJE (crèches)</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mise en place d'un groupe de travail début 2023 ↳ Proposition d'outils fin du 1^{er} semestre 2023 ↳ Déploiement : 2^{ème} semestre 2023 <p>Nouvel accueil collectif : sur la durée de la CTG</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Mise en place du groupe de travail ⇒ Validation du principe de mise en place ⇒ Elaboration du projet d'investissement et de fonctionnement <p>Elaboration d'un mode d'harmonisation des modes de financement des EAJE (crèches)</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Création groupe de travail (dont diagnostic) : printemps 2023 ⇒ Proposition de règles communes de partenariat financier solidaire : automne 2023
PILOTES	<p>Communauté de communes Serein et Armance : actions transversales en faveur des EAJE (crèches)</p> <p>Communes de Seignelay et Héry : mise en place d'une nouvelle structure d'accueil collectif</p>
PARTENAIRES	<p>EAJE (crèches)</p> <p>Communes</p> <p>CAF/MSA</p> <p>CD89</p>
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Mise en place des groupes de travail ⇒ Elaboration de modes opératoires dans chaque objectif opérationnel ⇒ Elaboration du plan d'investissement et de fonctionnement du nouvel accueil collectif
INDICATEUR DE RESULTAT :	<p>Mise en place</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ D'un nouvel accueil collectif sur le territoire ⇒ D'une pratique harmonisée de solidarité territoriale

AXE :	2 - Enfance jeunesse
ENJEUX :	2.1 - Amélioration du fonctionnement général des structures
NOM DE L' ACTION :	RENFORCER LES STRUCTURES D'ANIMATION
DIAGNOSTIC :	<p>Les ALSH (centres de loisirs) rencontrent de fortes difficultés de recrutement et de formation des animateurs eu égard à leurs impacts sur les coûts pour les structures</p> <p>Les ALSH (centres de loisirs) font remonter un désengagement des parents quant au fonctionnement et à la démarche pédagogique des structures</p> <p>Les communes souhaitent cultiver les spécificités de chaque structure dans une logique de travail collectif autour du partage des bonnes pratiques</p>
PUBLIC CIBLE	Centre de loisirs - ALSH
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le fonctionnement quotidien des structures • Renforcer le lien entre structure parentale et les équipes d'animation
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	<p>Renforcer le niveau de qualification</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Développer des partenariats avec les organismes de formation (Francas, FSCF, ...) - le BAFA est une bonne base mais les animateurs doivent se professionnaliser davantage ↳ Mutualiser les frais de formation entre structures pour en faciliter leur financement <p>Développer des solutions communes de gestion des ressources humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Développement mutualisation des animateurs ou Jeunes BAFA ↳ Assurer une complémentarité d'offre de manière à gérer la pénurie voire une personne mutualisée (convention entre communes sur le modèle de la Police Municipale (PM) de St Florentin) <p>Améliorer la mobilisation des parents dans le projet pédagogique</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Assurer la communication régulière entre l'équipe d'animation et la structure parentale - Utiliser des moyens pour inciter les parents à communiquer avec l'équipe lors du dépôt ou reprise des enfants ↳ Attirer les parents via des moments de convivialité (exemple repas partagé / jeux / « café parent », ...) ↳ Les impliquer dans des démarches participatives avec l'objectif de partager des réflexions sur le fonctionnement du centre de loisirs ↳ Fidéliser les enfants dans la structure – (dépasser le principe de simple garde d'enfants) <p>Partager les bonnes pratiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Création d'un réseau de professionnels sur le partage des bonnes pratiques et le développement de projets mutualisés entre structures ↳ Déploiement d'outil de partage d'information - réseaux sociaux (réseau teams/WhatsApp pour échanger sur les formations existantes ou les besoins ponctuels)
CALENDRIER :	Sur la durée de la CTG
PILOTES	

	<i>Communes de St Florentin, Seignelay et Héry</i> avec l'appui de l'Espace Famille Florentinois
PARTENAIRES	ALSH (centres de loisirs), communes, financeurs, parents
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Définition d'un protocole opératoire : <ul style="list-style-type: none"> • Réseau d'acteurs • Organisation d'évènements à destination des parents
INDICATEUR DE RESULTAT :	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de formations mutualisées • Existence du réseau d'acteurs • Intégration des parents dans le projet pédagogique des structures

AXE :	2 - Enfance jeunesse
ENJEUX :	2.2 - Trouver des solutions concernant le financement des structures
NOM DE L' ACTION :	FONCTIONNEMENT HARMONISE ET SOLIDAIRE AU SEIN DES ALSH (CENTRES DE LOISIRS)
DIAGNOSTIC :	La situation des ALSH (centres de loisirs) nécessite un travail concernant l'évolution des tranches des quotients familiaux ainsi que sur le partage de l'effort financier entre acteurs publics, bénéficiaires du service et autres partenaires privés
PUBLIC CIBLE	Centre de loisirs - ALSH
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<ul style="list-style-type: none"> • Pérenniser l'offre de service • Consolider son financement
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE:	<p>Tendre vers une gestion harmonisée des structures</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Développement d'un accompagnement méthodologique (CAF) pour consolider leur structure financière (travaux sur la tarification, l'étude des typologies, du taux d'effort). ↳ Etablissement de quelques règles communes : harmonisation des tranches de quotients familiaux via le réseau des opérateurs en lien avec les communes, voire des principes de fixation des tarifs cohérents entre structures ↳ Envisager des postes de coûts mutualisés entre structures ↳ Laisser la liberté aux ALSH (centres de loisirs) d'accueillir des enfants de tous horizons <p>Développer la solidarité territoriale</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Conforter la présence des partenaires institutionnels de l'accueil de l'enfance : CAF/MSA et SDJES ↳ Proposer un mode opératoire commun autour de la solidarité financière entre les communes porteuses des centres de loisirs et les communes utilisatrices ↳ Développement de contributions communales encadrées par une règle commune (conventions) ↳ Intégrer une distinction de traitement entre périscolaire et extrascolaire
CALENDRIER :	<p>Pour le développement de la solidarité territoriale:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ création groupe de travail (dont diagnostic) : printemps 2023 2/ proposition de règles communes de partenariat financier solidaire : automne 2023 <p>Pour la gestion harmonisée des structures et notamment l'établissement de règles communes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ création groupe de travail : novembre 2022 2/ validation des tranches de quotients familiaux par la CAF : printemps 2023 pour une application dès la rentrée de septembre 2023
PILOTES	Commune de Briennon-sur-Armançon
PARTENAIRES	ALSH (centres de loisirs), communes, financeurs
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	<ul style="list-style-type: none"> • Validation de règles partagées de gestion financière (quotients familiaux, grilles de tarifs, ...)

	<ul style="list-style-type: none"> • Conception et mise en place de règles communes de solidarité territoriale (convention, ...)
INDICATEUR DE RESULTAT :	<ul style="list-style-type: none"> • Pérennisation des ressources financières des ALSH (centres de loisirs) • Harmonisation de gestion des ALSH (centres de loisirs)

PROJET

AXE :	2 - Enfance jeunesse
ENJEUX :	2.3 – L’accompagnement des jeunes de 3 - 10 ans et de 11 – 17 ans
NOM DE L’ACTION :	VALORISER LES ACTIONS ET LES PROJETS DES ACCUEILS DE LOISIRS EN EXTRASCOLAIRE ET DEVELOPPER L’ATTRACTIVITE DES ACCUEILS JEUNES
DESCRIPTION :	<p>➤ <u>Enfants 3 – 10 ans :</u> Les communes sont confrontées à une augmentation des besoins sur l’extrascolaire tout en devant conforter une offre linéaire sur le périscolaire. Elles doivent imaginer des solutions pérennes concernant la pause méridienne (dont restauration) tout en assurant la continuité de l’offre y compris le Mercredi après-midi</p> <p>➤ <u>Jeunes 11 – 17 ans :</u> Le territoire a tendance à perdre le contact avec les jeunes adolescents et doit imaginer des solutions afin de maintenir le lien avec les enfants de cet âge. Les acteurs de l’accompagnement doivent intégrer des actions à mener contre la déscolarisation et l’orientation tout en développant des solutions de mobilité pour les jeunes afin d’accéder aux activités. Enfin, un besoin de formation et de professionnalisation des acteurs au contact de ce public s’avère nécessaire</p>
OBJECTIFS OPERATIONNELS :	<p>➤ <u>Enfants 3 – 10 ans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Répondre aux besoins du territoire ➤ Maintenir la viabilité des structures <p>➤ <u>Jeunes 11 – 17 ans :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Conserver le lien avec les adolescents ➤ Adapter l’offre à leurs attentes
PUBLIC CIBLE	Centre de loisirs - ALSH
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE :	<p>➤ <u>Enfants 3 – 10 ans :</u></p> <p>Assurer la continuité de l’offre et la faire connaître</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Développement de capacité d’accueil à l’échelle des sous-bassins en tension (Brienon/Armançon) mais en tenant compte du flux d’activité à l’année ↪ Adaptation de l’offre en fonction de la démographie (Diminution accueil de loisirs si fermeture des classes) et de pratiques (activités en soirée ou en journée) ↪ Présenter l’offre du territoire ↪ Communiquer sur les projets pédagogiques des structures existantes auprès du public, des communes et des partenaires → Office du Tourisme, CAF, Y-Solidarités, SDJES <p>Développer le partage des bonnes pratiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Instaurer des temps d’échanges et un réseau de partenaires entre les structures. - Une fois par trimestre <p>S’appuyer sur d’autres acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Trouver sur les offres périphériques des solutions pour l’extrascolaire

	<ul style="list-style-type: none"> ↪ Développer les synergies avec les clubs sportifs ou associations culturelles pour l'extrascolaire <p>Développer des solutions de mobilité pour les plus jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Aspect à intégrer dans le schéma de mobilité à construire au niveau intercommunal <p>➤ <u>Jeunes 11 – 17 ans :</u></p> <p>Arrêter une stratégie de prise en compte des jeunes adolescents</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Sensibilisation dès le CM2 et début collège ↪ Actions de prévention vis à vis de ce public ↪ Développement d'outils de communication adaptés à destination des jeunes ados <p>Développer le partage des bonnes pratiques dans l'accompagnement des jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Club ados à Seignelay → continuité de l'animatrice : actions spécifiques mises en place pour eux ↪ Création d'une commission Jeunesse pour partager des retours d'expérience ↪ Organiser des retours d'expérience pour mutualiser certaines actions. ↪ Avoir du personnel qualifié et intégré aux projets jeunesse ↪ Développement d'outil de partage d'information entre professionnels ↪ Possibilité d'y intégrer le Département sur le volet prévention <p>Modifier la perception des jeunes vis-à-vis de l'accompagnement</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Nécessité de séparer la notion de Centre de loisirs de l'accueil jeunes ados ↪ Adapter l'offre aux besoins des jeunes ↪ Adaptation des lieux d'accueil (forme et conditions d'accès) à voir en lien avec d'autre sites (médiathèque notamment) avec un encadrement adapté ↪ Développer des lieux de socialisation partagés pour les jeunes (Equipements extérieurs intergénérationnels) <p>Prendre en compte les besoins de mobilité associés aux jeunes ados</p> <ul style="list-style-type: none"> ↪ Intégrer dans le schéma de mobilité communautaire les ados (apprentis et activités de loisirs extrascolaires)
CALENDRIER :	Printemps 2023 création du réseau Sur la durée de la CTG
PILOTES :	<i>Communes de Saint-Florentin et Seignelay</i> <i>Espace Famille Florentinois</i>
PARTENAIRES :	3 – 10 ans : ALSH, Communes, financeurs, clubs associatifs 11 – 17 ans : ALSH, centre social, éducation nationale, communes, missions locales
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	<p>➤ <u>Enfants 3 – 10 ans :</u></p> <p>Création du réseau d'acteur Etablissement des documents de présentation de l'offre territoriale</p> <p>➤ <u>Jeunes 11 – 17 ans :</u></p> <p>Mise en place du réseau de professionnels Déploiement de nouveaux services ou de services repensés à destination des jeunes ados</p>
INDICATEUR DE RESULTAT :	➤ <u>Enfants 3 – 10 ans :</u>

	<p>Besoins du territoire satisfaits Réseau de partenaires opérationnel</p> <p>➤ <u>Jeunes 11 – 17 ans :</u></p> <p>Meilleure captation des jeunes Amélioration de l'offre</p>
--	---

PROJET

AXE :	3 - Animation de la vie sociale
ENJEUX :	3.1 - Identifier et consolider les dynamiques locales ainsi que l'offre de services
NOM DE L'ACTION :	S'APPUYER SUR DES ACTEURS LOCAUX POUR DEVELOPPER DES DYNAMIQUES LOCALES ET ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DES ASSOCIATIONS
DIAGNOSTIC :	<p>Pour animer leur territoire, les communes doivent s'appuyer sur le tissu associatif et faire émerger de nouveaux projets</p> <p>Ces acteurs sont cependant confrontés au déficit de bénévoles</p> <p>A ce jour le territoire a une connaissance limitée des associations porteuses de dynamiques sur le territoire. Afin de renforcer l'animation globale, il doit accentuer la communication pour mieux cibler les publics à la recherche d'animations</p>
OBJECTIFS OPERATIONNELS	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les acteurs de la dynamique d'animation locale • Faire connaître l'offre du territoire • Accompagner le développement du tissu associatif
PUBLIC CIBLE	Associations du Territoire
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE :	<p>Recenser les associations du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Recensement à réaliser au niveau communal (meilleure connaissance du tissu associatif) => référentiel unique à déployer (coordonnées, vie des associations, ...) ↳ Classement par typologie d'associations (Associations qui font du lien social, périmètre géographique d'action, ...) <ul style="list-style-type: none"> ○ Sportif ○ Culturel ○ Citoyenneté (dont anciens combattants) ○ Environnement : biodiversité, écologie, ○ Loisirs de pleine nature (chasse, pêche, randonnée, ...) ○ Animation de village (comité des fêtes) ○ Parentalité (dont écoles) ○ Lien inter générationnel (personne âgées) et accompagnement contre la fracture numérique <p>Définir des stratégies d'accompagnement du tissu associatif (<i>en ingénierie, matériel, financier, collaboration, ...</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Au niveau communal ↳ Au niveau intercommunal <p>En bref, qu'est-ce que souhaite chaque commune en matière de développement de l'animation sur son territoire ?</p> <p>Cette démarche suppose d'avoir identifié au préalable les besoins des associations</p> <p>Accompagner les associations pour (élargir leur bénévoles et membres)</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Réunions entre associations (<i>Permettre aux associations de se retrouver et d'échanger, partage d'outil méthodologique. Partage de savoir et de connaissance - travail en groupe.</i>) ⇒ Création d'événementiels au profit des associations (forum, ...) ⇒ Présentation fonctionnement d'une association et de l'importance du bénévolat (rappel des missions du bénévolat) ⇒ Importance du renouvellement des générations (Travailler avec les élus d'associations, Inciter à prendre des initiatives) ⇒ Proposer et diffusion des formations au bénévolat ⇒ Informer et accompagner sur modalités d'accompagnement

	<ul style="list-style-type: none"> ○ EVS (CAF) ○ Fédérations (FDFR - formation des équipes dirigeantes) ○ Outils dont les associations peuvent se saisir (<i>Boîte à outil, ressources proposées en ligne et accessibles par les associations. Animation et vie par les associations elles-mêmes</i>) <p>Présenter l'offre territoriale</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Création d'annuaires des associations par sous bassin (Héry-Seignelay, Brienon sur Armançon et St Florentin) ↳ Arrêter une stratégie de communication (charte graphique, ...) ↳ Diffusion des annuaires via : <ul style="list-style-type: none"> ○ Supports numériques : livret d'accueil numérique : sites internet (<i>dont celui du Département – Yonne dans ma poche</i>), réseaux sociaux, ○ Support papier (maisons de services, mairies, OT, maison du Terroir, autres lieux d'accueil du public, ...) ○ Développement d'événementiels spécifiques (Journée d'accueil journées des associations, ...) ○ Diffusion lors d'autres événements grand public notamment <p>Diffuser l'information autour des animations proposées par le tissu associatif</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Sur la même base que la présentation de l'offre territoriale avec un accent particulier sur les outils de diffusion à caractère touristique
CALENDRIER :	<p>Recensement des associations : 2eme semestre 2023 Etablissement des éléments de communication : 2eme semestre 2023 Déploiement : Début 2024 Actualisation : hiver 2024</p> <p>Démarrage de la stratégie d'accompagnement après mise en œuvre du travail sur les associations soit au 2^{ème} semestre 2023 1^{ères} rencontres des associations : automne 2023 Logique de Forum régulier à partir de 2024 Déploiement tout au long de la CTG</p>
PILOTE	Communauté de communes Serein et Armançe en partenariat avec les Communes
PARTENAIRES :	Office de Tourisme – Communes – Département (outil numérique) Associations FDFR 89 (DLA) CAF
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Etablissement du référentiel commun Compilation des recensements communaux Etablissement des supports de communication Organiser les premières rencontres des associations Assurer une présentation des outils d'accompagnement Développement d'une boîte à outils pour les associations
INDICATEUR DE RESULTAT :	Connaissance du tissu associatif Amélioration de l'offre locale Développement des associations : <ul style="list-style-type: none"> ↳ Taille ↳ Actions menées ↳ Notoriété ↳ ...

AXE :	3 - Animation de la vie sociale
ENJEUX :	3.2 - Coordonner l'offre de l'animation sociale
NOM DE L'ACTION :	DEVELOPPER UNE POLITIQUE D'ANIMATION SOCIALE SUR LE TERRITOIRE SEREIN ARMANCE
DIAGNOSTIC :	En s'inspirant de la démarche menée par l'Espace Famille Florentinois les acteurs de l'animation de la vie sociale auront pour vocation de la dupliquer sur le reste du territoire. Dans le même esprit, les acteurs conviennent que davantage de partage de connaissances et de bonnes pratiques leur seront profitable.
OBJECTIF OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> Conforter l'action sociale de proximité par le partage de bonnes pratiques et des démarches communes
PUBLIC CIBLE	Tout acteur de l'accompagnement de l'animation sociale
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE:	<p>Recensement des attentes du territoire en matière d'animation sociale (démarche vis-à-vis des Maires)</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Initiative du Département de l'Yonne en lien avec réorganisation territoriale ↳ Programme de développement porté par le Centre social de Saint Florentin à l'échelle du territoire communautaire (identification et proposition de solution <p>Etablissement d'un réseau de partenaires dans ces domaines</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Elargir le groupe de partenaire initié sur le Florentinois ou s'en inspirer ↳ Développer la communication et les échanges de savoir (personnes ressources, partage des bonnes pratiques, ...) <p>Elaboration de projets communs sur différents domaines dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Intergénérationnel ⇒ Thématique particulière à définir sur les territoires
PILOTE	<i>Espace Famille Florentinois</i>
PILOTES : PARTENAIRES :	CCAS - Centre social sur St Florentin - Comité technique formé par les 3 territoires (rassemblement des CCAS ou assimilés par sous bassins) Département de l'Yonne Communes Associations
CALENDRIER :	Durée CTG
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Etablissement état des lieux des attentes Mise en place d'un réseau d'acteur Elaboration de projets communs
INDICATEUR DE RESULTAT :	Amélioration du niveau de services d'animation sociale sur le territoire

AXE :	4 - Accès aux droits
ENJEUX :	4.1 - Accès à la mobilité et aux services publics et privés
NOM DE L' ACTION :	RENFORCER LES MOYENS D'ACCES AUX SERVICES PUBLICS ET PRIVES
DIAGNOSTIC :	Afin d'améliorer l'accessibilité aux services, les acteurs du territoire conviennent qu'il est indispensable de trouver des solutions pour palier à un manque de mobilité : bus itinérants, permanences de différentes structures tout en mutualisant et en proposant des services de proximité autour des Maisons France Services existantes (fixes ou itinérantes)
OBJECTIF OPERATIONNEL	Améliorer l'accessibilité aux services à la population ainsi que la mobilité des habitants et des travailleurs
PUBLIC CIBLE	Usagers des services sociaux et autres services à la population
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE:	<p>Résorber la fracture numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Développer des actions d'accompagnement de l'usage du numérique ↳ Apporter dans les points d'accès aux services publics, une assistance à l'utilisation de l'outil numérique ainsi qu'un moyen de les utiliser (poste informatique dédié) <p>Déployer des services aux plus grand nombre</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Réponse aux demandes de permanence de structures (partenaires des MSAP) sur le territoire. ↳ Envisager d'augmenter la présence du bus France Service en fonction des besoins {diagnostic} ↳ Etablir un annuaire des permanences qui existent sur le territoire. (actualisation / services départementaux) ↳ Intégrer la réorganisation les services sociaux départementaux (<i>Développement de service de présence des services départementaux dans les mairies en fonction des demandes : intervention d'abord en mairie puis à domicile (tous services d'accompagnement à caractère social du Département)</i>) <p>Favoriser la mobilité vers les services publics et privés</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Intégrer le volet accès aux services sociaux dans le schéma de mobilité à venir sur le territoire de la Communauté de Communes. ↳ Prendre en compte le travail réalisé sur le Florentinois par la Commission mobilité piloté par le centre social ↳ Intégrer dans l'étude préalable au schéma de mobilité, un recensement de ce qui existe déjà (Taxi gare SNCF) Briennon-Migennes notamment) ↳ Intégrer dans le schéma les besoins recensés de services à la demande : <ul style="list-style-type: none"> ○ Personnes âgées ○ Jeunes (activités sportives et culturelles) ○ Jeunes en apprentissage + stage en entreprises
CALENDRIER :	2023 : lancement étude puis durée de la CTG
PILOTE	Département de l'Yonne en partenariat avec la Communauté de communes Serein et Armance (sur la mobilité)
PARTENAIRES :	Communes - Région – Prestataires

INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Organisation de réunion d'échanges notamment le commission mobilité Communication auprès de la population sur le Services Publics
INDICATEUR DE RESULTAT :	Création d'un schéma de mobilité intercommunal Annuaire des permanences

PROJET

AXE :	4 - Accès aux droits
ENJEUX :	4.2 - Accès au logement
NOM DE L' ACTION :	AMELIORER LA QUALITE DES LOGEMENTS SUR LE TERRITOIRE ET DEVELOPPER UNE OFFRE DE LOGEMENT D'URGENCE
DESCRIPTION :	Dans le cadre de la politique du logement, les acteurs conviennent que le territoire doit se doter d'outils concernant les logements non-décents, les logements d'urgence, (en particulier accessible aux femmes victimes de violence) ainsi que ceux adaptés aux personnes âgées
OBJECTIF OPERATIONNEL	Intégrer le logement comme un élément à part entière de l'accompagnement social
PUBLIC CIBLE	Population et collectivités
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE:	<p>Développer la prise en compte des logements non décents</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mise en place d'une fiche type de gestion des logements <ul style="list-style-type: none"> ○ non décents ○ en situation de péril ○ insalubres <p>Diffuser l'information sur les dispositifs d'accompagnement à la rénovation des logements (thermique et énergétique notamment)</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Diffusion support de l'ADIL et de l'Etat (ANAH, MA PRIME RENOV) et de collecteurs du 1% logement (ACTION LOGEMENT) en mairie et autres lieux d'information du public <p>Etudier la possibilité de déployer le dispositif « permis de louer » sur le territoire communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Etablissement d'une fiche d'information aux communes <p>Informers les partenaires sur la marche à suivre pour développer des logements d'urgence :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Recenser logement urgence + logement pour les femmes victimes de violence ↳ S'informer sur les aides et le montage de ce genre de projet ↳ Bien définir les conditions de mobilisation du logement d'urgence : incendie, dégâts des eaux, expulsion, ... ↳ Diffuser aux acteurs de l'accompagnement social (CCAS et élus) les numéros des services départementaux sur ce sujet (<i>Logement femme victime de violence, dispositif piloté au niveau départemental pour sortir les administrées de leur milieu</i>) <p>Développer le logement adapté aux personnes âgées ou handicapées</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Recenser le parc de logements adapté du territoire ↳ Diffuser une fiche type d'adaptation de logement et des financements mobilisables
PILOTE	<i>Commune de Saint-Florentin</i>
PARTENAIRES :	Bailleurs sociaux partenaires, Département, Communes et CCAS
CALENDRIER :	<p>Au niveau communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Recensement des logements d'urgence : 1^{er} Semestre 2023

	<p>↳ Recensement des logements adaptés : 1^{er} Semestre 2023</p> <p>Information</p> <p>↳ Déploiement d'outil d'information à destination des communes : 2eme Semestre 2023</p> <p>↳ Déploiement de livret d'information sur les aides à la rénovation de logement : 2eme Semestre 2023</p>
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	<p>Recensements</p> <p>Diffusion de modes opératoires</p>
INDICATEUR DE RESULTAT :	<p>Augmentation du parc de logement d'urgence</p> <p>Augmentation du parc de logement adapté</p>

AXE :	4 - Accès aux droits
ENJEUX :	4.3 - Accès aux soins
NOM DE L' ACTION :	REPONDRE AU BESOIN DU TERRITOIRE EN MATIERE D'ACCES AUX SOINS DE 1 ^{ER} RECOURS
DESCRIPTION :	Devant la désertification médicale liée à la disparition progressive des services de secours de 1 ^{er} recours, le territoire souhaite s'engager dans le cadre d'un projet territorial de santé
PUBLIC CIBLE	Population et collectivités
OBJECTIF OPERATIONNEL	Etablir projets de santé Mettre en place 2 maisons de santé
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE:	<p>Etablissement projet de santé territorial</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Travail collaboratif animé par un prestataire avec les professionnels de santé ↳ Etablissement de priorité d'action à l'échelle de sous bassin Héry-Seignelay et Florentinois <p>Définition des Objectifs généraux du projet de santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Pérenniser, consolider et développer l'offre de soins de proximité sur le territoire ↳ Promotion de la santé et de la prévention ↳ Renforcer la collaboration interprofessionnelle et le travail pluridisciplinaire ↳ Améliorer la prise en charge des patients atteints de maladies chroniques ↳ Renforcer la coordination des soins et la prise en charge globale à travers des échanges sur des cas de patients et un partage d'information formalisé et sécurisé <p>Fixation de l'état des besoins en matière immobilière</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Définition des besoins immobiliers sur 2 sites (Héry et St Florentin) ↳ Etablissement d'un programme de construction <p>Construction de 2 maisons de santé</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Héry ↳ Saint Florentin
PILOTE	<i>Communauté de communes Serein et Armance</i>
PARTENAIRES :	Agence Régionale de santé – Etat Professionnels Communes Département et Région (financement)
CALENDRIER :	Elaboration projet de santé : septembre 2021 - septembre 2022 Identification des besoins immobiliers et définition du programme : Février 2022 – octobre 2022 Finalisation du programme : Automne 2022 Choix du Maitre d'œuvre : début 2023

	Travaux : 2024
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Dépôt du projet de santé à l'ARS Validation du projet de santé par l'ARS Validation du programme de travaux Lancement des travaux
INDICATEUR DE RESULTAT :	Mise en œuvre des projets de santé (actions menées dans les maisons de santé et hors les murs) Ouverture des maisons de santé

AXE :	4 - Accès aux droits
ENJEUX :	4.4 - Accès à l'accompagnement social
NOM DE L'ACTION :	SE DOTER D'OUTIL AFIN D'AMELIORER L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES HABITANTS DU TERRITOIRE
PUBLIC CIBLE	Populations, structures d'accompagnement
DIAGNOSTIC :	<p>Les acteurs du territoire reconnaissent le rôle important des CCAS sur le territoire et souhaitent renforcer leur efficacité via le partage d'expérience entre communes. De la même manière, ils ont identifié la nécessité de mettre à disposition des Secrétaires de mairie des moyens de répondre aux demandes des administrés</p> <p>Par ailleurs, ils ont soulevé l'utilité d'accompagner les jeunes vers certaines démarches administratives ainsi que les anciens vers l'autonomie et le numérique</p> <p>Ils ont également pris en compte la nécessité de l'intervention des associations dédiées à l'accompagnement (Croix Rouge, Resto du cœur, ...) et d'intégrer l'évolution de l'action du Département de l'Yonne</p> <p>Enfin, ils seraient favorables à une stratégie d'offre de services d'accompagnement social selon 3 sous-bassins (Brienon, Héry-Seignelay, Saint-Florentin)</p>
PUBLIC CIBLE	Population, collectivités et associations
OBJECTIF OPERATIONNEL	<p>Améliorer la lisibilité de l'accompagnement social</p> <p>Améliorer sa performance</p>
MODALITES DE MISE EN ŒUVRE:	<p>Conforter l'action des CCAS comme acteur de proximité</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Accompagner les membres du CCAS par <u>des formations et des informations</u> ↳ information → Savoir vers qui se tourner. Annuaire vers qui se tourner exemple Y-solidarités ↳ la formation → Se déplacer et voir comment les choses fonctionnent ailleurs et savoir comment réagir face aux situations ↳ Ne pas hésiter à solliciter le Département et les agents sur ces sujets ↳ Ressource : fiches du Département pour traiter les dossiers <p>Doter les Secrétaires de mairie d'outils adaptés à l'accompagnement social</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Former/sensibiliser le personnel communal aux situations complexes qu'ils peuvent rencontrer ↳ Proposer la mise en place de séances de formation commune sur le territoire de l'intercommunalité sur des sujets spécifiques ↳ Mobiliser l'outil départemental « Mon accueil social » au profit des communes ↳ La mobilisation de certains CCAS pourrait venir en appui aux petites communes sur certains dossiers. <p>Mobiliser et développer des actions spécifiques pour l'accompagnement des jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mobiliser les Missions Locales, dispositif SAJE et le Département. Actions thématiques pour informer les jeunes. Communiquer sur l'action des missions locales. ↳ Créer un guide pour les jeunes disponible en Mairie pour leur expliquer les démarches administratives (<i>Outil ludique sous forme de parcours</i>) <p>Identification des différentes associations à vocation sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Recensement des associations d'accompagnement social

	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Identification de leur domaine d'intervention (Objectif document affichage simple - questionnaire à établir) <ul style="list-style-type: none"> ○ Périmètre d'action ○ Critère / public (éligibilité) ⇒ Diffusion vers ces associations des informations sur l'intervention des autres acteurs (CCAS, CD89) – compilation de données et édition d'une brochure <p>Intégrer l'évolution de l'action du Département de l'Yonne sur le territoire communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Communication de documents supports ⇒ Rencontre des élus locaux et CCAS ⇒ Sectorisation de travailleurs sociaux
CALENDRIER :	Sur la durée de la CTG
PILOTE	<i>UTS du Département de l'Yonne,</i>
PARTENAIRES :	CCAS, Communes, Associations à caractère d'accompagnement social, CAF
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Informations aux publics sur l'accompagnement sociale Formations réalisées
INDICATEUR DE RESULTAT :	Connaissance du territoire en matière d'action sociale

AXE :	5 - Communication interne et externe
ENJEUX :	Partager les connaissances et diffuser l'information
DESCRIPTION :	Au travers des différents axes de travail, les acteurs de l'action sociale sur le territoire ont particulièrement mise en avant la nécessité de travailler en réseau pour à la fois améliorer la qualité de service et proposer des outils d'information et de communication à destination de la population.
NOM DE L'ACTION :	PARTAGER LES CONNAISSANCES ET DIFFUSER L'INFORMATION A DESTINATION DU PUBLIC ET ENTRE INSTITUTIONS
OBJECTIFS OPERATIONNELS	Développer des outils de partage entre acteurs de l'accompagnement social Diffuser l'offre de service
DECLINAISON OPERATIONNELLE :	<p>Concernant les acteurs de l'animation et de l'accompagnement social</p> <p>Mise en place d'un réseau d'acteurs attachés à chaque thématique pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Petite Enfance ↳ Enfance Jeunesse ↳ Animation vie sociale ↳ Accès aux droits <p>Développement de rencontres régulières pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Développer le partage des bonnes pratiques ↳ Elaborer des projets communs ↳ Partager des référentiels communs <p>A noter l'organisation de ces groupes de travail est assurée par le pilote des fiches actions correspondantes.</p> <p>Développer la communication sur l'offre territoriale à destination des acteurs et de la population par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mobilisation des outils existants ↳ Création de nouveaux supports (numérique, papier, ...) ↳ Diffusion numérique ou papier en fonction de la typologie des messages à diffuser <p>Comme pour les groupes de travail ce sont les pilotes qui gèrent la communication associée à l'action.</p>
PILOTE	<i>Communauté de communes Serein et Armance dans le cadre du suivi de la CTG en liaison avec les chargés de coopération présents sur le territoire</i>
PARTENAIRES :	Communes, Structures d'animations, Département et autres acteurs œuvrant dans les domaines de la CTG
CALENDRIER :	Au fil de l'avancée de la CTG
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	Mise en place des réseaux Déploiement des rencontres Déploiement des supports de communication
INDICATEUR DE RESULTAT :	Vie des réseaux Déploiement des supports de communication

AXE :	6 - Coordination de la CTG
ENJEUX :	Coordonner la mise en œuvre et l'évaluation de la CTG
DESCRIPTION :	<p>La CTG est un dispositif qui doit être suivi, coordonné et évalué.</p> <p>A ce jour des postes de pilotage sont déjà financés dans le cadre des CEJ (Contrats Enfance Jeunesse de Saint-Florentin, Brienon-sur-Armançon et Seignelay).</p> <p>L'enjeu est d'identifier la tâche qu'aura chacun des partenaires et de se coordonner avec l'équipe existante pour faciliter la mobilisation, la mise œuvre et l'évaluation du projet de territoire CTG.</p>
NOM DE L'ACTION :	MISE EN ŒUVRE ET COORDINATION DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE
OBJECTIFS OPERATIONNELS :	<ul style="list-style-type: none"> Formaliser les postes de chargés de coopération CTG qui participeront à conduire, animer, coordonner et évaluer la CTG sur le territoire de la Communauté de Communes Serein et Armance Suivre l'évolution des missions avec l'accompagnement des services de la CAF.
DECLINAISON OPERATIONNELLE :	<p>Les chargés de coopération CTG :</p> <ul style="list-style-type: none"> S'appuieront sur la méthodologie de projet pour contribuer à la mise en œuvre et de l'évaluation de la CTG. Assisteront et conseilleront les élus, animeront les comités techniques et de pilotage. Animeront la dynamique partenariale locale et institutionnelle autour des différentes thématiques composant la CTG : Petite-Enfance, Enfance-Jeunesse, Animation de la Vie Sociale et Accès aux droits. Assureront la promotion de la CTG auprès des habitants et des acteurs associatifs en veillant à leur participation effective dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation. Favoriseront le démarrage des actions en menant un travail transversal avec les différents services à la population. Assureront le suivi administratif, financier et opérationnel de la CTG, produiront les bilans et les évaluations, rédigeront les rapports d'activités.
PILOTES :	<i>Communauté de communes Serein et Armance</i> appuyé par la CAF et les communes
PARTENAIRES :	CAF – Communes
CALENDRIER :	Sur la durée de la CTG
INDICATEUR D'AVANCEMENT :	<p>Nombre de réunions du comité de pilotage</p> <p>Nombre de fiches actions mises en œuvre</p> <p>Eléments des rapports d'activités annuels des chargés de coopération</p>
INDICATEUR DE RESULTAT :	<ul style="list-style-type: none"> Les actions menées à l'échelle du territoire L'atteinte des objectifs déclinés dans le plan d'action CTG L'évaluation de la CTG

ANNEXE 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

Afin d'assurer un suivi à l'échelon technique et politique, les parties décident d'une organisation composée de Comités Techniques (COTECH) et d'un Comité de Pilotage (COPIL). Les Chargés de Coopération Territoriaux présents sur le territoire seront également intégrés au schéma de gouvernance.

Les Chargés de Coopération Territoriaux pilotent la mise en œuvre du plan d'action de la CTG à l'échelon de leur commune d'appartenance et au regard des compétences exercées et détenues par les communes. Ils collaborent étroitement avec les services de la CAF en se positionnant comme interlocuteur privilégié. Ainsi ils travaillent notamment à la diffusion des informations (offre du territoire et remontée des besoins) et à la mise en œuvre des actions. Ils enrichissent les travaux menés par le ou les Comités Techniques.

Les instances COTECH réunissent les services en charge des actions définies dans le cadre de la CTG : Petite-enfance, Enfance-Jeunesse, Animation de la Vie Sociale, Accès aux Droits et Communication Interne et Externe.

Les actions définies dans le plan de la CTG sont pilotées par des intervenants clairement identifiés. Ces derniers seront présents aux COTECH de leur thématique respective et coanimeront l'analyse des besoins, l'évaluation de l'atteinte des objectifs, l'identification des éventuels freins à leur mise en œuvre et les impacts de la CTG sur le territoire.

Les COTECH se composent à minima des responsables des services (ou leur représentant), du ou des élus en charge des thématiques branche famille, et du ou des représentant(s) de la Caf.

Les COTECH soumettent les arbitrages nécessaires aux membres du Comité de Pilotage. Ils se réunissent à minima une fois par an et autant que nécessaire.

Le COPIL constitue l'instance de validation de la CTG. Composé des élus représentants de la communauté de communes Serein et Armance et des communes cosignataire, du Directeur Général des Services de la communauté de communes Serein et Armance, des représentants de la Caisse d'Allocations Familiales, il est co-présidé par le Président de la Communauté de Communes et le Responsable de l'Action Sociale (ou son représentant) de la Caisse d'Allocations Familiales. Il arbitre et valide les grandes orientations relatives à la CTG, telles que le démarrage d'une nouvelle action ou la formalisation d'un nouveau partenariat.

Il se réunit à minima à mi-parcours de la durée de la convention ainsi qu'au cours des démarches d'évaluations finales dans le cadre du renouvellement de la CTG. Il peut se réunir autant que nécessaire dans le cadre des évolutions du plan d'action souhaitables.

L'évaluation ne peut pas se réduire à un bilan, ou une simple mesure de changements sur un territoire. Elle doit être un processus pour connaître, comprendre, débattre, réorienter, décider et enfin mieux agir.

L'évaluation doit permettre de mesurer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la cohérence des actions mises en œuvre au sein du projet qui fonde la convention entre la CAF de l'Yonne et la Communauté de Communes Serein et Armance.

Les résultats/ impacts attendus (changements, évolutions) et les indicateurs d'évaluation de chaque action sont mentionnés dans les fiches correspondantes.

L'évaluation doit de fait, se constituer au sein d'un document écrit.

Tous les services concernés par le plan d'action CTG s'inscrivent dans la démarche d'évaluation et transmettent les éléments à cet effet.

Les chargés de coopération territoriaux, présents sur le territoire procèdent à l'évaluation de l'impact de la mise en œuvre de la CTG annuellement sur leur territoire d'appartenance.

Les comités techniques se réunissent et abordent les questions d'évaluations annuellement afin de permettre et garantir le bon suivi du plan d'action et de son adaptation.

Le comité de pilotage procède à la validation des résultats de l'évaluation à mi-parcours. Il prévoit d'adapter les objectifs du plan d'action en fonction des évolutions constatées et nécessaires.

Toute évaluation entraînant une modification de la présente convention ou des annexes peut faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

ANNEXE 6 – Décision du conseil municipal (communautaire) de la commune de (XXX) (Regroupement de communes ou communauté de communes).....en date du

2022 / 25-10 / n°2

REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE L'YONNE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL de la COMMUNE de BRIENON-SUR-ARMANCON

Séance du Mardi 25 Octobre 2022

L'an deux mille vingt deux et le vingt-cinq octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude CARRA, Maire de Brienon-sur-Armançon,

Nombre de membres afférents au Conseil Municipal :	23	Date de convocation : 17 octobre 2022	(art.L2121-17CGCT)
Nombre de membres en exercice :	23	Date d'affichage : 08 novembre 2022	
Nombre de membres qui ont pris part à la délibération :	18	Présents : 16	

Préfecture de l'Yonne - service du courrier

Présents Mesdames Danièle MOUTON, Nadège de BRUIN et Anaïs BLANCHON,

Messieurs Claude LEGRAND, Jérôme DELAVALT et Eric COURSIMAULT

Maires Adjoints,

Madame Anaïs LECOLE, Maire déléguée de Bligny-en-Othe

Madame Marie DENOMBRET, déléguée au Maire,

Mesdames Françoise BONNEAU, Catherine COURTIN, Ana DA COSTA, Jocelyne NICHELE,

Messieurs Christian GURY, Antoine SALLARD, Baptiste CLERIN,

Absents excusés mais représentés : Mesdames Najat BERRICHI (pouvoir à Jérôme DELAVALT), Virginie DEKETELAERE-DUBOIS (pouvoir à Baptiste CLERIN),

Absent excusé : Monsieur Eric KACZMARECK.

Absents non excusés : Messieurs Bruno BLAUVAC, Michel THIBAUT, Jack PRESNE et Denis MILARD.

Madame Danièle MOUTON a été nommée secrétaire de séance assistée de madame Ana DA COSTA.

28 OCT. 2022

ARRIVÉE

02 – Convention Territoriale Globale

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'action de la commune en matière d'action sociale au sens large ;

Considérant le cadre d'action de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne ;

Considérant le lancement de la démarche d'élaboration d'une Convention Territoriale Globale à l'automne 2021 ;

Considérant l'intérêt à bénéficier de l'accompagnement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.

Dans le cadre de notre action quotidienne en faveur des habitants de notre commune, nous intervenons directement ou indirectement dans différents domaines d'accompagnement des personnes où la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne est partenaire institutionnelle et financier.

Cette dernière a demandé de bâtir un projet social de territoire à l'échelle du territoire de la Communauté de communes. Ce projet se concrétise dans le cadre d'une convention territoriale globale.

Le travail réalisé depuis 1 an a permis de faire émerger à la fois un diagnostic territorial et un ensemble d'action dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance/jeunesse, de l'animation sociale et de l'accès aux droits. L'élaboration de la convention a permis de mettre en avant la nécessité du partage et du travail collaboratif entre les acteurs de l'action sociale au sens large sur le territoire de la Communauté de communes Serein Armanche.

Vous trouverez en annexe les éléments qui serviront de base à la rédaction de la convention finale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Sur cette base et dans la perspective de faire perdurer le soutien direct ou indirect de la Caisse d'Allocations Familiales, il est nécessaire que notre commune s'investisse officiellement dans la démarche.

Ceci exposé, il est proposé au Conseil Municipal de :

1/ ENGAGER notre commune dans la démarche de Convention Territoriale globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, la Communauté de communes Serein et Armance et d'autres communes du territoire communautaire.

2/ AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la Convention Territoriale Globale et toutes les pièces qui s'y rapportent.

Votes Pour : Unanimité

Abstentions :

Contre :

Pour extrait conforme.



Maire,

André CARRA

PRC

DÉPARTEMENT DE L'YONNE
ARRONDISSEMENT
D'AUXERRE

**Communauté
de Communes
Serein et Armanche**

N° : 87/2021

EXTRAIT DU REGISTRE

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE du 15 Juillet 2021

Envoyé en préfecture le 19/07/2021
Reçu en préfecture le 19/07/2021
Affiché le 19/07/2021
ID : 086-200067304-20210715-87_2021-DE

Le quinze juillet deux mille vingt-et-un, à dix-neuf heures, le Conseil Communautaire s'est réuni à la salle Daullé sise rue des Frères Chignardet à SAINT FLORENTIN, sous la présidence de Monsieur DELOT Yves, Président, pour la tenue d'une séance ordinaire à la suite de la convocation qui lui a été faite le 8 juillet 2021 dans les formes et délais légaux.

ETAIENT PRÉSENTS :

Mesdames BUCINA – DE BRUIN – DENOMBRET – DELOT M. – DEROUELLE – ETIENNE – GUILLOT – SCHWENTER – SEUVRE.

Messieurs BAILLET – BIOT – BLANCHET – BLAUVAC – BOUCHERON – CHEVALIER – CORNIOT – DELAGNEAU J.-L. – DELAGNEAU D. – DELAGNEAU G. – FERRAG – FOURNIER – GAILLOT S. – GUINET-BAUDIN – HARIOT – HENRY – LEPRUN – MORLE – MORINIERE – PORCHER – QUOIRIN – RAMON – ROUSSELLE – RUSH – TIRARD.

ETAIENT EXCUSÉS :

Messieurs DELAVALT, FOURREY, JUSSOT, MAILLARD, QUERET et Mesdames DELCROIX, TISON lesquels avaient donné respectivement pouvoir de voter respectivement en leur nom à Madame DENOMBRET, Messieurs DELOT Y et CORNIOT, Madame SCHWENTER, Messieurs LEPRUN, ROUSSELLE et HENRY.

Madame BOUROTTE et Monsieur MATIVET.

ETAIENT ABSENTS :

Messieurs CARRA, CLERIN, GAILLOT M. et LEGRAND.

SECRÉTAIRES de SÉANCE : Madame ETIENNE Roselyne et Monsieur FOURNIER Pascal.

SERVICE A LA PERSONNE

ACTION SOCIALE

**CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE
AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'YONNE**

Nombre de membres en exercice : 46
Nombre de membres présents : 35
Nombre de membres votants : 42

Date de réception par la Préfecture :
Date de publication :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0533 en date du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel EPCI à fiscalité propre issu de la fusion des EPCI du Florentinois et de Seignelay-Brienon au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2017/0621 en date du 26 décembre 2017 adoptant les statuts de la Communauté de communes Serein et Armanche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2018/2105 en date du 19 novembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes Serein et Armanche ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armanche et modification des statuts ;

- ⇒ Considérant la nécessité de pérenniser les financements des actions en faveur de la jeunesse menées par certaines communes et la Communauté de communes,
- ⇒ Considérant le nouveau cadre d'intervention de la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne

Envoyé en préfecture le 19/07/2021

Reçu en préfecture le 19/07/2021

Affiché le

ID : 089-200067304-20210715-87_2021 DE

- ⇒ Considérant la nécessité d'établir une **convention territoriale globale** avec la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne pour continuer à bénéficier de son accompagnement financier,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à 40 voix pour, 2 abstentions (*Messieurs QUOIRIN Sylvain et DELAGNEAU Jean-Luc*) et 0 voix contre :

- **ACCEPTE** la construction et la signature d'une Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, à l'échelle du territoire communautaire, d'ici le 1er novembre 2022,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Au registre sont les signatures
A Saint Florentin, le 16 juillet 2021

Le Président
Yves DELOT



DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2021/028

DEPARTEMENT
YONNE

DE LA COMMUNE DE CHAMPLOST -----

NOMBRE DE MEMBRES		
Nombre de membres en exercice	Nombre de membres présents	Nombre de suffrages exprimés
13	12	12
Date de la convocation		
08 novembre 2021		
Date d'affichage		
<u>Objet</u> : Engagement CTG 2022		

Séance du 18 novembre 2021

L'an Deux mil vingt et un

Et le 18 novembre

À 20 h 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. QUÉRET Jean-Louis Maire, -----

Présents : QUÉRET Jean-Louis, Maire, SEILLIÉBERT Christophe, BOCAT-MONNET Christiane, GARAUULT Jean-Claude (Adjoints), BÉGLIA Gérard, CHICON Pierre, COMPÉRAT Jean-Raymond, GUILLEMEAU Roland, LEMEITER Nathalie, MUGUET Anne-Magali, PRÉVOST Yvette, ZIELINSKI Arnaud.

Absent non excusé : MAIO Max**Secrétaire de séance** : PREVOST Yvette

M. le Maire informe aux membres du Conseil Municipal qu'il convient de délibérer pour s'engager à la Convention Territoriale Globale (CTG) qui vise à élaborer un projet de territoire cohérent et coordonné. Il rappelle que cet engagement fait suite à l'accord cadre signé en 2021 entre la CCSA et la CAF et il nous permettra d'être cosignataire en 2022 pour recevoir les bonus territoires. Sans celui-ci, il n'y aura pas possibilité de construire une convention d'objectif et de financement via les bonus territoires avec notre commune dont le CEJ a pris fin en 2020.

M. le Maire propose à l'approbation l'engagement à la CTG.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité POUR :

- **APPROUVE** l'engagement à la CTG 2022
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents s'y afférents.

Ont signé au registre les membres présents.

Le Maire
Jean-Louis QUÉRET



Envoyé en préfecture le 23/11/2021
Regu en préfecture le 23/11/2021
Affiché le 23/11/2021
ID : 089-218900769-20211118-2021_028-DE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
De la Commune de GERMIGNY
SEANCE ORDINAIRE
du 19 octobre 2021**

délibération no DCM 2021-081
nomenclature 8.2.3

L'an deux mil vingt et un le dix-neuf octobre à vingt heures trente-cinq, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique au nombre prescrit par la loi sous la présidence de Monsieur Pascal FOURNIER, Maire

Présents : Nicolas Kleeberg, Guillaume Desvaux, Cédric Courteaux, Adeline Jovasevic-Ythier, Fabien Jacqueminet, Emilie Fournier, Frédéric Paysan, Claude Conversat, Franck Gourdet, Christophe Gibier

Absents excusés : Franck Danglard (pouvoir Adeline Jovasevic-Ythier), Renée Durand

Secrétaire de séance : Nicolas Kleeberg

Nombre de conseillers :	En exercice	13
	Présents	11
	Votants	12

Date de convocation : 13/10/20 Date d'affichage de la convocation : 13/10/2021
Date d'affichage du compte rendu : 26/10/2021

Objet de la délibération :
Convention Territoriale Globale

Monsieur Fabien JACQUEMINET, 2^{ème} Adjoint, revient sur le Contrat Enfance Jeunesse qui liait la commune à la Caisse d'Allocation Familiale jusqu'en décembre 2020. Une délibération prise lors du conseil municipal du 3 décembre 2020 donnait l'autorisation à Monsieur le Maire de mettre en place la Convention Territoriale Globale (C.T.G.) – Délibération DCM 2021-089-

Lors du conseil communautaire du 15 juillet 2021, les élus ont décidé de mettre en place une Convention Territoriale Globale à l'échelle du territoire communautaire d'ici le 1^{er} novembre 2022.

Les membres du conseil municipal de Germigny doivent se prononcer s'ils souhaitent être cosignataire de la C.T.G. 2022 afin de percevoir les bonus territoires (les nouveaux financements). Quatre ateliers sont prévus : petite enfance, enfance-jeunesse, animation vie sociale, accès aux droits.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à consigner la CTG 2022

S'ENGAGE à respecter les accords-cadres

ACCEPTE la participation de la commune à l'élaboration d'un diagnostic partagé afin de construire un plan d'actions où chaque commune pourra déterminer ses objectifs en fonction de ses compétences

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus, pour extrait certifié conforme,

Envoyé en préfecture le 26/10/2021
Reçu en préfecture le 26/10/2021
Affiché le
ID : 089-218901866-20211019-DCM_2021_081-DE

Le Maire,
Pascal FOURNIER



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
de l'YONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de CHAILLEY

NOMBRE DE MEMBRES			SEANCE du 7 Décembre 2021
Afférent au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération	L'an deux mille vingt et un, le sept décembre, le Conseil Municipal de la commune de Chailley, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle des fêtes dans le respect des gestes barrières liés au COVID, sous la présidence de M. Philippe GUINET-BAUDIN, Maire
15	15		
DATE DE CONVOCATION			
02/12/2021			Etaient présents : Mrs Hervé CYGANKO, Stéphane BOQUANT, Marcel RENAULT, (Adjoints), Mrs Hubert JOSSIER, Philippe FERLET, Claude MARGUENAT, Alain GORNEAU, Jonathan THYRIOT, Mmes Viviane ROUSSEL, Marie-France DAGUIN, Laurence RENVOYE, Mme Ismérie BRUNAT
Date d'envoi au contrôle de légalité :			
- 9 DEC. 2021			
N° d'ordre de la délibération			
2021-072_1			Absents excusés : M. Patrice DOYEN, pouvoir à Mr Renault M Nathalie LAMBERT, pouvoir à Mr Ferlet
			Absents non excusés :
			Secrétaire de séance : Mr Hervé CYGANKO
			CAF – arrêt anticipé de la convention CEJ - Bonus Territoire.

*Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes Serein et Armanche en date du 15 Juillet 2021 approuvant l'accord cadre d'engagement à signer une Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF de l'Yonne.

Considérant que cette décision permet aux communes du territoire de s'engager elles-mêmes dès maintenant dans la démarche, et de pouvoir bénéficier d'un maintien de leur financement.

Etant entendu que la Convention Territoriale Globale est mise en place sur le territoire de la Cté de Communes pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026.

Etant entendu que la Convention Territoriale Globale peut se substituer au Contrat Enfance Jeunesse, que la commune de Chailley a signé avec la CAF le pour la période du 01 janvier 2019 au 31 Décembre 2022.

Considérant parallèlement le « Bonus Territoire » dont peut bénéficier la commune de Chailley pour l'accueil de loisirs, en raison du fait :

- qu'il est soutenu financièrement par la commune
- qu'il est couvert par la CTG
- qu'il existait en N-2

Après en avoir délibéré, les membres du conseil à l'unanimité, décident :

1/ de mettre un terme à l'actuel Contrat enfance Jeunesse au 31 décembre 2020 pour pouvoir bénéficier dès 2021 du « Bonus territoire ».

2/ prennent acte que cette décision se traduira par des changements dans les modalités financières. Le Contrat enfance Jeunesse qui était payé à la commune et reversé à la Crèche, sera versé directement à la Crèche, le montant de ce bonus sera donc diminué de l'aide de la commune.

3/ prennent acte que pour l'Accueil Loisirs, la commune bénéficiera d'une aide supplémentaire de l'ordre de 0.15 €/heure réalisée (plafonnée aux heures réalisées en 2019).

4/ s'engagent à signer dès 2022 la Convention Territoriale Globale qui couvrira le territoire de la Cté de Communes.

5/ Mandatent le maire pour en poursuivre l'exécution et signer tous les documents relatifs à cette décision.

Vu Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus ont signé
tous les membres présents.
Le Maire
Philippe GUINET-BAUDIN



Nombre de conseillers

En exercice 19

Présents 13

Votants 18

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt et un, le huit novembre à 19 heures 30, le Conseil Municipal de HERY, légalement convoqué le 2 novembre 2021, s'est réuni à la Mairie en séance publique ordinaire sous la Présidence de Monsieur Patrick ROUSSELLE, maire

Etaient présents : B. BELARGENT, F. PORCHER, A. MUZIOT, C. CORNELIS, MC SAMPIC, T. HUOT, I. DESPLATS, S. MERCIER, P. GUERIN, A. POTERAT, P. MASSE, P. GONCALVES

Étaient absents excusés : C. FROMONOT, (pouvoir à S. MERCIER), C. PARET (pouvoir à P. ROUSSELLE), S. DELCROIX (pouvoir à C. CORNELIS), G. ANDRE, T. LEFORT (pouvoir à T. HUOT), MC CHATELAIN (pouvoir à MC SAMPIC)

Monsieur PORCHER est élu secrétaire de séance.

N° DEL2021/71 : Approbation de la Convention Territoriale Globale à passer avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

M. le maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre d'une démarche mise en place au niveau national, les CAF organisent progressivement leurs interventions à l'échelon de territoires plus larges que celui des communes.

L'objectif est de développer des actions pertinentes en faveur des familles sur l'ensemble d'un territoire, reposant sur un diagnostic partagé avec l'ensemble des collectivités partenaires et en fonction de priorités d'actions définies de manière concertée sur les différents champs d'intervention de la Branche Famille. Les engagements de la CAF et des collectivités partenaires, intègrent la rédaction d'un projet social de territoire, la « Convention Territoriale Globale » (CTG).

Par la délibération en Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Serein Armance, le 15 juillet 2021, un accord-cadre d'engagement de la collectivité à signer une CTG avec la CAF de l'Yonne a été approuvé. Le territoire intercommunal s'est engagé en cette année 2021, a signé la CTG en 2022 avec la CAF de l'Yonne, permettant ainsi aux communes du territoire de s'engager elles-mêmes dès maintenant dans la démarche, et de pouvoir bénéficier d'un maintien de leur financement voir de bénéficier de financements bonifiés.

La CTG sera mise en place à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes Serein Armance pour la période allant du **1er janvier 2022 au 31 décembre 2026**. Elle se substitue aux Contrats Enfance Jeunesse (CEJ), qui existaient auparavant avec les différentes collectivités du territoire.

Avec la CAF, les signataires de la CTG sont les collectivités qui détiennent et mettent en œuvre à l'échelle de leur commune, une compétence intégrant les axes travaillés au sein du projet social de territoire. Les collectivités signataires s'engagent alors à mettre en œuvre le plan d'action défini dans la CTG.

Après avoir entendu le rapport de la commission et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE l'accord cadre CTG entre la Communauté de Communes Serein Armance et la CAF pour un engagement dans la démarche, et une signature en 2022 de la CTG, garantissant ainsi le maintien et le développement de financements dès cette année.

DIT que ladite convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles, ainsi que ses modalités de mise en œuvre. Elle a pour objet d'identifier les besoins prioritaires de la commune et de définir les champs d'intervention privilégiée, de pérenniser les offres de services et développer des actions nouvelles.

PRECISE que la convention sera conclue jusqu'au 31 décembre 2026.

AUTORISE le maire à la signer.

Fait et délibéré en mairie le 8 novembre 2021

Au registre sont les signatures

A Héry, le 9 novembre 2021

Le Maire,

P. ROUSSELLE



Département de l'Yonne
Arrondissement d'Auxerre

VILLE DE SAINT- FLORENTIN

N° 2022_087

Membres en exercice : 26

Conseillers présents à la séance :
20 + 1 pouvoir

Date de publication : 04 novembre 2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 03 NOVEMBRE 2022

Le 3 novembre à 19h00, le Conseil Municipal de SAINT-FLORENTIN s'est réuni en Salle du Conseil de l'Hôtel de ville sous la présidence de Monsieur Yves DELOT, Maire, pour la tenue d'un conseil municipal organisé à la suite de la convocation qui lui a été faite le 26 octobre 2022 dans les formes et délais prévus au Code général des collectivités territoriales.

ÉTAIENT PRÉSENTS : M. DELOT, M. MAILLARD, Mme SCHWENTER, M. BIOT, M. PARIGOT, Mme SEUVRE, Mme WILLEMS, Mme GRUET, Mme DELOT, M. BILLET, Mme BIOT-FLORIMOND, M. TIRARD, Mme ÉTIENNE, Mme ROUSSEAU, Mme COUDERT, M. PERREIRA-GONCALVES, M. LEFEVRE, M. LECOMPTE, Mme GERMAIN, M. DELECOLLE,

ÉTAIT EXCUSÉ : M. GORNEAU, (pouvoir donné à M. PERREIRA-GONCALVES),

ÉTAIENT ABSENTS : M. SERRE, Mme GROENTZINGER, M. CAMPOS, M. LANGLOIS, Mme LANGLOIS-LENTI

Mme COUDERT et M. LEFEVRE ont été désignés secrétaires de séance en application de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales.

OBJET

Convention Territoriale Globale CAF

Visa :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT l'action de la commune en matière d'action sociale au sens large

CONSIDERANT le cadre d'action de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

CONSIDERANT le lancement de la démarche d'élaboration d'une Convention Territoriale Globale à l'automne 2021

CONSIDERANT l'intérêt à bénéficier de l'accompagnement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne,

Exposé des motifs :

Dans le cadre de notre action quotidienne en faveur des habitants de notre commune, nous intervenons directement ou indirectement dans différents domaines d'accompagnement des

personnes où la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne est partenaire institutionnel et financier.

Cette dernière a demandé à l'échelle du territoire de la Communauté de communes de bâtir un projet social de territoire qui se concrétise dans le cadre d'une convention territoriale globale.

Le travail réalisé depuis 1 an a permis de faire émerger à la fois un diagnostic territorial et un ensemble d'action dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance jeunesse, de l'animation sociale et de l'accès au droit. L'élaboration de la convention a permis de mettre en avant la nécessité du partage et du travail collaboratif entre les acteurs de l'action sociale au sens large du territoire de la Communauté de communes.

Sur cette base, dans la perspective de faire perdurer le soutien direct ou indirect de la Caisse d'Allocations Familiales, il est nécessaire que notre commune s'investisse officiellement dans la démarche.

Le Conseil Municipal à l'unanimité,

ENGAGE la commune dans la démarche de Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, la Communauté de communes Serein et Armance et d'autres communes du territoire communautaire,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la Convention Territoriale Globale.

Fait et délibéré en Mairie,
les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
A SAINT-FLORENTIN, le 4 novembre 2022
Le Maire, Yves DELOT,



DEPARTEMENT DE L'YONNE

Commune de Villiers Vineux

DATE DE CONVOCATION

29 septembre 2022

DATE D'AFFICHAGE

18 octobre 2022

Nombre de conseillers afférents : 11

Nombre de conseillers en exercice : 11

Nombre de conseillers présents : 08

Nombre de conseillers représentés : 03

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-deux et le treize octobre à vingt heures trente minutes, Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. Kamel FERRAG, Maire

Présents : Kamel FERRAG - Yves HUGOT - François SPINELLE - Hélène COUASSE - Franck LECOMTE - Jean-Baptiste NAVARRE - Romuald LEMAITRE - Éric JAMBON.

Absents représentés : Aurore BUISSON a donné pouvoir à Kamel FERRAG, Morgan PIERRON a donné pouvoir à Yves HUGOT, Nicolas ARVIN-BEROD a donné pouvoir à Hélène COUASSE.

Secrétaire de séance : Éric JAMBON.

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) SEREIN ET ARMANCE

Délibération n°2022-034

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'action de la commune en matière d'action sociale au sens large

Considérant le cadre d'action de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Considérant le lancement de la démarche d'élaboration d'une Convention Territoriale Globale à l'automne 2021

Considérant l'intérêt à bénéficier de l'accompagnement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Dans le cadre de notre quotidienne en faveur des habitants de notre communes, nous intervenons directement ou indirectement dans différents domaines d'accompagnement des personnes où la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne est partenaire institutionnelle et financier.

Cette dernière a demandé à l'échelle du territoire de la Communauté de communes de bâtir un projet social de territoire qui se concrétise dans le cadre d'une convention territoriale globale.

Le travail réalisé depuis 1 an a permis de faire émerger à la fois un diagnostic territorial et un ensemble d'action dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance jeunesse, de l'animation sociale et de l'accès au droit. L'élaboration de la convention a permis de mettre en avant la nécessité du partage et du travail collaboratif entre les acteurs de l'action sociale au sens large du territoire de la Communauté de communes.

Vous trouverez en annexe les éléments qui serviront de base à la rédaction de la convention finale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Sur cette base, dans la perspective de faire perdurer le soutien direct ou indirect de la Caisse d'Allocations Familiales, il est nécessaire que notre commune s'investisse officiellement dans la démarche.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, et à l'unanimité de ses membres :

ACCEPTE d'engager notre commune dans la démarche de Convention Territoriale globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, la Communauté de communes Serein et Armance et d'autres communes du territoire communautaire

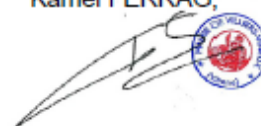
AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la Convention Territoriale Globale

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal

Fait à Villiers Vineux, le 18/10/2022

Le Maire,

Kamel FERRAG,



Nombre de conseillers

DEPARTEMENT DE L'YONNE

En exercice : 12

Commune de MONT-SAINT-SULPICE

Présents : 10

Votants : 12

DELIBERATION 2022-51

L'An Deux Mil vingt-deux, le vingt octobre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de MONT-SAINT-SULPICE, légalement convoqué le 13 octobre 2022, s'est réuni en la salle de réunion de la Mairie en séance publique sous la présidence de M. JUSSOT Jacky, Maire.

Etaient présents : Mesdames FERLET Joëlle et GAUX Marie-Christine (adjointes), Messieurs ANDREOLI Ludovic et LAPA Richard (adjoints), GAILLOT Stéphane, HAGRY Arnaud, MARTIN Yves, PERET Franc et POULET Laurent.

Absents ayant donné pouvoir : Mme CHERY-FLOCH Christine à M. JUSSOT Jacky, M. GOURLAIN Pascal à Mme FERLET Joëlle.

Secrétaire de séance : M. GAILLOT Stéphane.

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Dans le cadre de notre quotidienne en faveur des habitants de notre commune, nous intervenons directement ou indirectement dans différents domaines d'accompagnement des personnes où la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne est partenaire institutionnelle et financier.

Cette dernière a demandé à l'échelle du territoire de la Communauté de communes de bâtir un projet social de territoire qui se concrétise dans le cadre d'une convention territoriale globale.

Le travail réalisé depuis 1 an a permis de faire émerger à la fois un diagnostic territorial et un ensemble d'action dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance jeunesse, de l'animation sociale et de l'accès au droit. L'élaboration de la convention a permis de mettre en avant la nécessité du partage et du travail collaboratif entre les acteurs de l'action sociale au sens large du territoire de la Communauté de communes.

Vous trouverez en annexe les éléments qui serviront de base à la rédaction de la convention finale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.

Sur cette base, dans la perspective de faire perdurer le soutien direct ou indirect de la Caisse d'Allocations Familiales, il est nécessaire que notre commune s'investisse officiellement dans la démarche.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée Municipale que la commune s'engage dans cette démarche de Convention Territoriale Globale.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'action de la commune en matière d'action sociale au sens large ;

Considérant le cadre d'action de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne ;

Considérant le lancement de la démarche d'élaboration d'une Convention Territoriale Globale à l'automne 2021 ;

Considérant l'intérêt à bénéficier de l'accompagnement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne ;

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

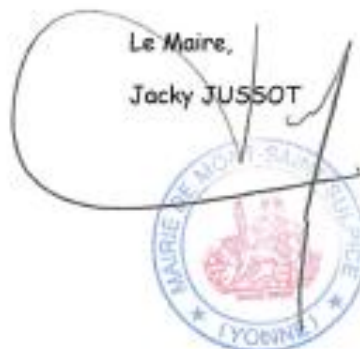
ACCEPTE d'engager la commune dans la démarche de Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, la Communauté de communes Serein et Armanche et d'autres communes du territoire communautaire,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la Convention Territoriale Globale.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre.

Le Maire,
Jacky JUSSOT



NOMBRE DE MEMBRES

LEGAL	15
EN EXERCICE	14
QUORUM	8
PRESENTS	11
REPRESENTES	3
VOTANTS	14

DATE DE CONVOCATION
14/10/2022
DATE AFFICHAGE CONVOCATION
14/10/2022

OBJET DE LA DELIBERATION

CONVENTION
TERRITORIALE
GLOBALE

Accompagnement de la
Caisse d'Allocations
Familiales de l'Yonne

Envoyé en préfecture le 28/10/2022
Reçu en préfecture le 26/10/2022
Publié le 26 OCT. 2022 SLO
ID : 089-218902054-20221021-D_2022_020-DE

ENREGISTRÉ A LA
PREFECTURE DE L'YONNE
LE :

26 OCT. 2022

AFFICHAGE EN MAIRIE OU
NOTIFICATION DU :

26 OCT. 2022

Le maire certifie le caractère exécutoire de la
délibération.

Le Maire,

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE JAULGES

SEANCE DU VENDREDI 21 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vendredi vingt et un octobre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Serge GAILLOT, Maire.

Etaient présents : Serge GAILLOT, Éric DURNEY, Patrick MORIN, Frédéric REMY, Bernard ROY, Martine CLERC, Gérard DESVAUX, Maria DA SILVA, Michel VALLET, Barbara DA SILVA FERREIRA, Romaric COTTENOT.

Absents excusés : Claude VALLET ayant donné pouvoir à Romaric COTTENOT, Thomas REMY ayant donné pouvoir à Gérard DESVAUX et Magali STRACK ayant donné pouvoir à Serge GAILLOT.

Monsieur Éric DURNEY a été élu secrétaire.

8.2.5 AIDE SOCIALE - AUTRES

Dans le cadre de notre action quotidienne en faveur des habitants de la commune, nous intervenons directement ou indirectement dans différents domaines d'accompagnement des personnes où la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne est partenaire institutionnel et financier.

Cette dernière a demandé à l'échelle du territoire de la Communauté de communes de bâtir un projet social de territoire qui se concrétise dans le cadre d'une convention territoriale globale.

Le travail réalisé depuis 1 an a permis de faire émerger à la fois un diagnostic territorial et un ensemble d'actions dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance jeunesse, de l'animation sociale et de l'accès au droit. L'élaboration de la convention a permis de mettre en avant la nécessité du partage et du travail collaboratif entre les acteurs de l'action sociale au sens large du territoire de la Communauté de communes.

Tous ces éléments serviront de base à la rédaction de la convention finale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.

Sur cette base, dans la perspective de faire perdurer le soutien direct ou indirect de la Caisse d'Allocations Familiales, il est nécessaire que notre commune s'investisse officiellement dans la démarche.

C'est pourquoi, il vous est proposé de signer cette convention.

Le Conseil Municipal de la commune de Jaulges,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'action de la commune en matière d'action sociale au sens large ;

Considérant le cadre d'action de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne ;

Considérant le lancement de la démarche d'élaboration d'une Convention Territoriale Globale à l'automne 2021 ;

Considérant l'intérêt à bénéficier de l'accompagnement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

D'engager notre commune dans la démarche de Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, la Communauté de communes Serein et Armançe et d'autres communes du territoire communautaire.

D'autoriser Maire à signer la Convention Territoriale Globale.

Ainsi fait et délibéré à Jaulges, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Le Maire,
Serge GAILLOT

Le Secrétaire,
Éric DURNEY

Séance du 19 octobre 2022

Date de la
convocation

11 octobre 2022

Date d'affichage
11 octobre 2022

L'an deux mil vingt-deux et le dix-neuf octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, sous la présidence de **Monsieur Thierry CORNIOT, Maire.**

En exercice : 19

Présents : 17

Votants : 19

Présents : MM Thierry CORNIOT, Michèle SELLIER, Chantal RELTIENNE, Bernard GUIMBERT, Marc SEGRETIN, Delphine CORTES LANTENOIS, Patrick MEURANT, Isabelle FERREIRA DE LIMA, Reynald CHALMEAU, Sylvia TISON, Daniel HENRY, Pascal BINARD, Nicolas DUMONT, Annabel SCHROEDER, Florence HAULTCOEUR, Michel CAGNAT, Jean-Claude MARTIN

Absents excusés :

Chantal GUIDEZ donne pouvoir à Michèle SELLIER
Gwenaëlle DANCIN donne procuration à Thierry CORNIOT

Secrétaire de séance : Bernard GUIMBERT

Convention Territoriale Globale :

N° DEL 2022_05_04

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'action de la commune en matière d'action sociale au sens large
Considérant le cadre d'action de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne
Considérant le lancement de la démarche d'élaboration d'une Convention Territoriale Globale à l'automne 2021
Considérant l'intérêt à bénéficier de l'accompagnement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Contexte

Dans le cadre de notre action quotidienne en faveur des habitants de notre commune, nous intervenons directement ou indirectement dans différents domaines d'accompagnement des personnes où la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne est partenaire institutionnelle et financier.

Cette dernière a demandé à l'échelle de la Communauté de communes de bâtir un projet social de territoire qui se concrétise dans le cadre d'une convention territoriale globale.

Le travail réalisé depuis 1 an a permis de faire émerger à la fois un diagnostic territorial et un ensemble d'action dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance jeunesse, de l'animation sociale et de l'accès au droit. L'élaboration de la convention a permis de mettre en avant la nécessité du partage et du travail

collaboratif entre les acteurs de l'action sociale au sens large du territoire de la Communauté de communes.

Vous trouverez en annexe les éléments qui serviront de base à la rédaction de la convention finale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne

Sur cette base, dans la perspective de faire perdurer le soutien direct ou indirect de la Caisse d'Allocations Familiales, il est nécessaire que notre commune s'investisse officiellement dans la démarche.

C'est pourquoi, il vous est proposé :

D'engager notre commune dans la démarche de Convention Territoriale globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne, la Communauté de communes Serein et Armance et d'autres communes du territoire communautaire

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la Convention Territoriale Globale

Le conseil délibère et vote. Il approuve à l'unanimité.

Fait et délibéré en Mairie les, jour, mois et an que dessus,

Au registre sont les signatures,

Le Maire,

Thierry CORNIOT

